

L'ASIE FRANÇAISE

BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Publié sous la direction de M. Robert de Caix de Saint-Aymour

Adresser toutes les communications relatives à la rédaction de l'ASIE FRANÇAISE,
Paris, 21, rue Cassette. — Téléph. Saxe 32.84. Adresse télégr. : COMASIE PARIS.

SOMMAIRE

A nos adhérents.....	53
A propos de la paix future. Le mensonge du <i>statu quo ante</i> , par ROBERT DE CAIX.....	53
L'alliance russo-japonaise, R. C.....	63
La guerre en Orient. — I. En Arménie.....	68
II. En Perse.....	71
III. En Mésopotamie.....	72
Les champs d'opérations militaires dans l'Asie antérieure (notes géographiques). IV, par HENRI FROIDEVAUX.....	75
Les Turcs et la Syrie.....	79
La révolte du chérif de La Mecque.....	81
La situation en Chine, par JEAN RODES.....	84
Les choses chinoises vues de Pékin.....	87
L'Arménie et la France.....	89
Indochine. — La situation en Indochine. La déposition du roi d'Annam. Sisovath et les troubles du Cambodge.....	93
Levant. — Une nouvelle Triple Alliance. — L'Allemagne et la religion islamique. — Les Turcs et les sanctuaires chiites. — Mensonges allemands à l'usage des Orientaux.....	93
Extrême-Orient. — <i>Chine</i> : Les désordres dans le Nord. — Les intrigues allemandes. — Le revenu de la gabelle. — Une Chambre de commerce française en Chine. — Les États-Unis et les besoins financiers de la Chine. — Les funérailles de Youan Chi Kai. — Nouvelles découvertes archéologiques dans le Turkestan chinois.....	96
<i>Japon</i> : Les appétits allemands et le Japon. — L'occupation des îles du Pacifique prises à l'Allemagne. — Le progrès économique.....	100
<i>Asie russe</i> : Le mouvement de la population russe. — Projets de chemins de fer.....	100
<i>Perse</i> : Les chemins de fer. — L'état financier. — Ruines bouddhistes en Perse.....	101
<i>Asie anglaise</i> : Les machinations allemandes dans l'Inde. — L'Angleterre et l'Aga-Khan. — Les troubles locaux à la frontière de l'Inde. — Une enquête sur les possibilités économiques de l'Inde.....	102
<i>Australasie</i> : L'Allemagne et les importations dans les Indes Néerlandaises.....	103
Bibliographie.....	104

A NOS ADHÉRENTS

Le Comité de l'Asie française rappelle à ses adhérents qu'il a décidé, en raison des circonstances présentes, de ne pas leur faire présenter comme d'habitude les quittances de renouvellement de cotisation, tout en continuant de leur adresser les fascicules du Bulletin qui paraîtront pendant la guerre.

Le Comité sera reconnaissant à ceux de ses adhérents qui voudront bien l'aider à continuer son œuvre et lui permettre de traverser cette crise difficile soit en lui adressant directement, soit en l'autorisant à faire recouvrer par la poste leurs souscriptions.

A PROPOS DE LA PAIX FUTURE

LE MENSONGE DU STATU QUO ANTE

Sans partager la présomption absurde et mal-faisante dont nous avons vu tant de manifestations depuis le début de la guerre, il est permis de croire que nous sommes vraiment arrivés au renversement de la marée. L'offensive russe, le mûrissement du grand effort militaire de l'Angleterre contraignent maintenant l'ennemi à une défensive qui, compliquée par la gêne économique que détermine le blocus, doit rendre encore plus grand le désir de la paix que tous les témoins impartiaux constatent en Allemagne. Peut-être même l'ennemi ne s'acharnait-il plus ces derniers temps sur Verdun que pour remporter un succès, sans doute inefficace militairement mais bien visible, qui donnerait toutes les apparences de la modération à une offre précise de conclure la paix dont le peuple allemand a besoin. Quoi qu'il en soit de l'affaire de Verdun, tout permet de penser que l'Allemagne va chercher en usant de toutes les influences, neutres

fatigués, bienveillants ou « importants », et en faisant subitement un magnifique étalage de sa magnanimité, à terminer l'aventure au moment où elle peut encore se donner aux yeux de son peuple l'attitude d'épargner des vaincus et s'assurer l'avantage de « faire Charlemagne ».

Le moment est donc venu de se demander sur quelle position de repli peuvent s'arrêter ses prétentions, qui ne sauraient plus être conformes au programme omnivore du pangermanisme, et quelles conséquences aurait pour nos intérêts en Orient et dans le monde en général la conclusion de la paix sur la position de repli à laquelle il faut s'attendre à voir la diplomatie ennemie s'accrocher.

* * *

Depuis quelque temps déjà le chancelier de l'Empire résiste manifestement aux visées annexionnistes. Sa pensée a une nourriture plus variée que ces ambitions sans mesure qu'une formidable pédagogie d'Etat avait inculquées, pour que la nation acceptât l'effort d'une guerre, au peuple allemand et à la bourgeoisie en particulier. Le chancelier connaît les limites des ressources de l'Empire, il est en contact avec la réalité; il saurait d'autant moins vouloir l'impossible qu'il est, comme on dit « à la queue de la poêle » et qu'il sent bien que prolonger la cuisson serait gâter le plat qu'il devra servir au pays. Et bien que des concurrents politiques — on parle du prince de Bülow — semblent vouloir exploiter contre lui la fureur des annexionnistes exaspérés par son silence, M. de Bethmann-Hollweg conserve une attitude prudente. Il faut croire d'ailleurs que les raisons de cette sagesse commencent à s'imposer à d'autres : il y a peu de jours certaines associations allemandes se sont aperçues que c'est par erreur qu'elles avaient figuré parmi les signataires du mémoire remis le 20 mai 1915 au chancelier pour préconiser des annexions à l'Est et à l'Ouest : est-ce le hasard ou l'offensive russe qui a mis fin à cette longue incuriosité de l'usage que l'on avait pu faire de leur signature?

Mais la réserve visible de M. de Bethmann-Hollweg ne nous fournit qu'une indication négative. Nous n'avons pas de donnée positive de l'usage qu'il espère encore tirer de la « carte de guerre » sur laquelle il déclarait durement, le 5 avril 1916, que l'Allemagne baserait ses conditions aux vaincus. Le dernier indice ou ballon d'essai que nous avons vu paraître du côté de l'ennemi a été un article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dont les extraits ont été publiés le 12 juillet par la presse française. Dans un langage assez sybillin l'organe officieux, qui rappelait en passant aux critiques du chancelier que « la politique est l'art des possibilités », disait vaguement que M. de Bethmann-Hollweg voulait faire « fermer les portes de l'Allemagne à l'invasion étrangère », mais ne précisait cette fermeture qu'à l'Est en attribuant au chancelier la volonté de « rejeter les Russes derrière leurs rivières ».

Sans doute faut-il voir là percer à la fois l'idée que l'Allemagne ne peut espérer imposer des sacrifices à tous ses ennemis et qu'elle les divisera en offrant à la lassitude des uns une paix qui semblerait ne coûter qu'aux autres. L'Allemagne reste évidemment incapable de concevoir chez les Alliés une loyauté qui n'est pas dans le tempérament de sa politique : elle est encore hantée par l'espoir de quelque paix séparée. Même si elle ne compte plus précisément la conclure, elle espère sans doute encore que l'attitude d'une partie des Alliés, qu'une hâte d'en finir, une vague impression de lâchage résignera les autres à supporter les frais du règlement : germe fécond pour l'Allemagne de ressentiments entre les ennemis qu'elle a ligüés contre elle. S'il faut en croire les paroles de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, c'est sur la Russie qu'elle espérerait se payer. C'est d'ailleurs aussi l'idée qui semble inspirer la société pour une « paix honorable » qui a été formée récemment sous la présidence du prince de Wedel. Son plan paraît pouvoir se résumer dans cette formule : « Garanties à l'Ouest, conquêtes à l'Est. » Tel est le système que préconisait aussi récemment dans le *Tag* le professeur Hans Delbrück, sous ce titre édifiant : *divide*.

La politique allemande s'orienté-t-elle ainsi pour qu'elle croit découvrir en Russie le côté de la moindre résistance? Elle méconnaît singulièrement, en ce cas, l'opiniâtreté du tsar bafoué par Guillaume II et elle ignore que l'effervescence du sentiment national russe rejette, comme un vin qui fermente, les poisons que la pénétration allemande avait instillés au colosse pour paralyser sa volonté et sa conscience de lui-même : le virus allemand a longtemps été singulièrement agissant en Russie. Les observateurs allemands ont peut-être cru constater parmi les Russes un certain détachement en ce qui concerne des territoires qui sont polonais et lithuaniens de nation s'ils sont russes par la souveraineté? Peut-être aussi rêvent-ils d'avoir des complicités morales, chez les neutres et même chez les Alliés, parmi ces « avancés » que leur malveillance pour le tsarisme porterait à trouver mauvais que l'on prolonge la guerre pour soustraire des provinces de l'empire russe, à une Pologne vaguement reconstituée par les Austro-Allemands — avec quelque promesse d'indépendance valant ce que valent les promesses prussiennes, par exemple celle qui fut faite en 1864 aux Danois du Slesvig. L'Allemagne peut concevoir des illusions sur les concours de ce genre qu'elle rencontrerait : on sait qu'elle fait l'inventaire des forces politiques qui lui paraissent utilisables avec un soin qui n'a d'égal que le manque de tact et de psychologie qu'elle apporte d'ordinaire à leur mise en œuvre. Quoi qu'il en soit, après avoir fait en 1915 à la Russie quatre ou cinq ouvertures en vue d'une paix séparée, la politique de Berlin est très capable d'avoir retourné sa veste et de penser à faire la paix non avec mais contre la Russie..., en attendant qu'elle espère de nouveau trouver à Pétrograd des

hommes capables d'oublier le pacte du 5 septembre 1914 et de trahir les Alliés de l'Ouest.

Mais il faut tout au plus signaler, comme l'indice d'une étape des espérances diminuantes de l'Allemagne, la phrase de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* sur le refoulement des Russes « derrière leurs rivières » et les autres symptômes de l'idée allemande de conclure une paix ne dépouillant que la Russie. Il n'est besoin de prémunir la volonté d'aucun des Alliés contre des ouvertures qui se feraient sur cette base. Pour aucun d'entre eux l'engagement du 5 septembre 1914 n'est un chiffon de papier. Ils s'y tiennent dans la lettre et dans l'esprit et ils ne se laisseront pas plus aller à parler d'une paix que l'un d'entre eux ne voudrait pas qu'à la conclusion. Leur loyauté se combine pour décourager les dispositions charitables de l'Allemagne envers la Russie, avec les progrès de l'offensive russe. La solidité du bloc allié et l'énergie des troupes du général Broussilov s'ajoutent l'une à l'autre pour contraindre la diplomatie allemande à opérer un nouveau repli, sur une position qui pourrait bien être celle d'une offre plus ou moins directe du *statu quo ante*. S'il y ajoutait des conditions douanières, par exemple la résurrection de la clause de la nation la plus favorisée inscrite au traité de paix de 1871, l'aventure se terminerait fort convenablement pour l'Empire qui l'a provoquée.

Ici encore, la politique allemande pourrait espérer trouver des appuis non seulement chez les neutres mais encore chez les Alliés eux-mêmes. Des pacifistes, des hommes férus de l'idée que tout changement de frontières entraînerait des guerres futures, pourraient ajouter leurs prédications aux sollicitations de la lassitude des peuples belligérants pour faire accepter l'idée d'une « paix blanche ». Lorsque le moment serait venu de sonner le ralliement autour de cette idée, on verrait sans doute les flûtes les plus suaves de la Sozialdemokratie prendre le dessus dans l'orchestre allemand sur les cuivres brutaux des annexionnistes : la baguette du chef a la même autorité sur les uns et sur les autres.

Il est vrai que cette conclusion de la guerre se heurterait à de graves difficultés. La conscience formidable des Français et des autres peuples alliés d'avoir été attaqués, sentiment dont la certitude inspire une telle constance à notre opinion publique, serait violemment heurtée par une paix sans réparations. Une de ces réparations est regardée comme particulièrement nécessaire : on ne voit pas qui oserait proposer à la France de ne pas donner pour couronnement à une telle série de sacrifices la libération et le retour de l'Alsace-Lorraine. D'autre part le manifeste du grand-duc Nicolas constitue une promesse qui ne sera pas réalisée tant que la frontière russo-allemande tranchera en pleine chair polonaise. Enfin le rétablissement du *statu quo* supposerait ou bien une scandaleuse exception aux dépens de la Serbie, ou bien une déception inacceptable pour les Bulgares qui ne se sont alliés aux Austro-

Allemands que pour assouvir aux dépens des Serbes leurs appétits et leurs haines. Tout cela ne rend facile une « partie nulle », une « paix blanche ».

Mais la pire difficulté qui attend cette solution boiteuse doit venir de la conscience très nette que les Alliés ne peuvent manquer d'avoir que le rétablissement du *statu quo* serait pour eux une défaite parce qu'il constituerait pour le germanisme un triomphe, un large épanouissement, et le moyen de recommencer demain, avec plus de force, sa politique de proie.

*
**

A parler net, ce rétablissement du *statu quo ante* est impossible : il ne saurait être qu'un mot, ou plus exactement un formidable mensonge. Et nous ne faisons pas allusion ici aux dévastations commises en Belgique et en France, au pillage méthodique de nos usines belges et françaises, dont les machines et les matières premières ont été démenagées en Allemagne dans une immense razzia de barbares scientifiques, qui font, comme dans les pays sauvages ou les temps primitifs, la guerre pour l'enrichissement des guerriers. Une indemnité, payée partiellement en nature pour permettre la reprise immédiate de l'activité industrielle, pourrait réparer les choses. Mais il n'est pas de compensation pécuniaire qui puisse empêcher le *statu quo ante* d'être une tromperie : il interdirait à l'Allemagne de faire des conquêtes sur ses ennemis, mais non pas sur ses alliés. Le rétablissement des frontières de 1914 ne peut être qu'un leurre, parce que les changements qui se sont faits pendant la guerre dans les pays associés à l'Allemagne ont retiré une grande partie de leur signification à ces frontières : le rétablissement du *statu quo* ce serait l'abandon à l'Allemagne de deux dépendances : l'Autriche-Hongrie et la Turquie. Il faudra donc quelque chose de plus pour faire rentrer le fleuve germanique dans son lit.

La preuve en est dans les idées qui se font jour dans l'Allemagne elle-même. On y parle un peu moins de conquêtes, moins de prise de points stratégiques sur les routes maritimes du monde. Les partisans de l'expansion navale, dont la ville sainte est Hambourg, paraissent maintenant débordés par ceux de l'expansion continentale. Aux routes de la mer la faveur de l'opinion nationale oppose en ce moment la voie du Danube. Ce n'est pas dire que les tenants de la devise « notre avenir est sur l'eau » abdiquent : devant la noix anglaise, décidément trop dure, beaucoup d'entre eux se résignent simplement à ajourner. Ils commenceront par une étape terrestre les rendant plus forts pour la prochaine agression maritime et, maintenant, la grande idée allemande est celle de la *Mittel Europa*. Elle se réalisera sur les alliés de l'Empire bien plus que sur ses ennemis. Elle prend une forme technique : dans toutes les grandes villes des comités se constituent pour relier, par des canaux accessibles à des bateaux de 1.000 tonnes, tous les fleuves allemands, y com-

pris la Vistule que l'on espère bien garder tout entière, au Danube, la grande voie impériale vers l'Orient. Ce sont de vieux projets bavarois qui passionnent maintenant tout l'Empire, et dont l'adoption et l'élargissement par l'Allemagne entière, rivent, plus solidement que jamais, la Bavière à l'Empire. Le Danube, voie impériale, doit dépendre, directement ou indirectement, de la puissance allemande de sa source à son embouchure. L'Autriche-Hongrie subalternisée, la Serbie écrasée, la Bulgarie complice et associée assurent la réalisation de ce plan. Restera à décider la Roumanie par le jeu alterné du bâton et du morceau de sucre qui est si bien dans la manière de la politique allemande. Et, par delà les bouches du Danube, ce grand projet se prolonge jusqu'au golfe Persique, à travers une Turquie vassalisée. Tel est le sens qu'a pris le mot *Mittel Europa*, le vaste « territoire économique », cohérent et uni, dont l'Allemagne escompte la domination et l'exploitation comme gain le plus certain de cette guerre. Pour les Allemands, qui voient ce qu'ils tiennent avec leurs alliés, ce gain est même déjà chose acquise : il ne reste plus qu'à le faire confirmer par un ennemi qui devra bien se reconnaître, ce qu'il est déjà, vaincu.

Le *Times* a publié sur cet état d'esprit un témoignage bien intéressant. C'est celui d'un neutre qui a récemment voyagé chez nos ennemis et dont les lettres sur la « Véritable Allemagne » sont d'autant plus instructives qu'elles sont écrites sans le moindre souci de ménager les illusions que peut avoir le lecteur anglais. Dans le numéro du 24 juin, après avoir écrit que le peuple allemand, jusque-là peu instruit des progrès de l'offensive russe, manifestait encore quelques jours plus tôt une foi entière dans l'invincibilité de son armée, ce neutre ajoutait :

Mais il y a encore dans la confiance allemande un autre élément qui ne semble pas avoir été bien compris dans les pays alliés.

Pendant les dix ou quinze dernières années on a beaucoup parlé dans la presse européenne des ambitions pangermanistes et de l'extension du contrôle politique de l'Allemagne sur toute la route de Hambourg au golfe Persique; mais je doute qu'aucun étranger ait vraiment compris avec quelle profondeur cette idée avait pénétré dans l'esprit du peuple allemand. Tout Allemand bien informé et réfléchi savait que ce que l'on appelle « la Question d'Orient » devait être résolu en faveur de l'Allemagne par la guerre ou autrement. L'ouverture des pays et des voies navigables menant de l'Allemagne dans le Levant a été l'objet pratique des ambitions allemandes, ambitions soutenues par l'instinct populaire. C'est pour cette raison que l'Autriche fut amenée à chercher querelle à la Serbie, c'est pour le même objet que la Bulgarie a été amenée à adhérer à la cause allemande. Quand le blocus anglais commença à être effectif il parut plus nécessaire que jamais à l'Allemagne d'ouvrir la route de Constantinople et de Bagdad, de subjuguier les Balkans et de s'assurer sur les Détroits et la Turquie un tel contrôle que la politique impériale pourrait faire de l'Asie turque non seulement le grenier, mais encore la source de toutes les matières premières importantes dont l'Allemagne a besoin comme le coton, la laine, les métaux et le pétrole. L'arrangement « commercial » turco-allemand récemment conclu

prévoit, du moins d'après ce que je crois savoir, la substitution des fruits de Turquie à ceux d'Italie sur les marchés d'Allemagne.

Le peuple allemand estime qu'avec l'écrasement de la Serbie, l'ouverture à travers la Bulgarie de la route vers Constantinople et les au-delà, la première et plus essentielle partie de ce grand projet a été réalisée; et il ne croit pas un seul instant que sa maîtrise de la grande voie d'Orient puisse maintenant être sérieusement menacée. En conséquence, il a confiance qu'aussitôt que l'ennemi aura reconnu sa défaite et laissé l'Allemagne à la tête d'une union douanière s'étendant d'Anvers au golfe Persique, aucune puissance sur terre et aucun blocus ne pourront jamais reprendre la politique de « réduire l'Allemagne par la famine ». Le symbole de ce grand achèvement est le *Balkanzug* ou express des Balkans qui effectue deux fois par semaine le trajet d'Anvers à Constantinople. Ce train allemand a maintenant remplacé — et les Allemands croient que c'est pour toujours — l'ancien Express-Orient international.....

Voilà la seconde base de la confiance allemande. Associée à la foi dans l'invincibilité de l'armée elle soutient la confiance du peuple allemand dans la victoire complète. Comment cette base de confiance peut-elle être détruite? Seulement en coupant les communications allemandes avec l'Orient. Si la Bulgarie était défaite soit par les Alliés à eux seuls, soit avec l'aide de la Roumanie, la confiance allemande recevrait un coup fatal. La présence d'une force alliée à Salonique a été une épine dans le flanc de l'Allemagne en raison de la menace qu'elle constitue en puissance pour la sécurité des routes fluviales et terrestres vers l'Orient. Si cette menace devenait une réalité les plus grandes inquiétudes se répandraient. Couper ces routes et rétablir la Serbie serait ruiner les espérances de l'Allemagne et faire tomber aussi sûrement la confiance allemande qu'en battant les armées du kaiser sur les fronts russe et français.

Les Allemands se sont sans doute fait des illusions sur ce que l'Orient pouvait leur rapporter pendant la guerre : ils doivent savoir maintenant qu'ils n'en peuvent tirer ni vivres ni matières premières; la Turquie d'Asie est un pays arriéré à développer et on n'y saurait moissonner qu'après des années d'efforts. Pour l'instant l'Empire ottoman n'a fourni aux Empires germaniques que de la chair à canon, qui a servi, ce qui n'est d'ailleurs pas négligeable, à occuper une partie des forces russes et anglaises. Mais une paix boiteuse, qui permettrait au kaiser de régner jusqu'au golfe Persique, par ses vicaires de Vienne, Pest, Sofia et Stamboul, laisserait tout l'équilibre du continent gravement rompu au profit de l'Allemagne. Et nous n'avons pas besoin d'insister pour montrer ce qui résulterait d'une telle situation pour nos intérêts dans le Levant.

* *

Que la paix intervienne demain sous les apparences mensongères d'un retour au *statu quo ante* et la Turquie restera une simple dépendance de l'Allemagne. La bande jeune-turque qui a exercé le pouvoir au profit des Allemands et qui l'a conservé grâce à leur aide sera de plus en plus entre leurs mains. Elle aura besoin d'eux pour échapper aux haines formidables qu'elle a soulevées. La politique allemande profitera de ce

besoin pour accentuer l'emprise militaire commencée avant la guerre par les von der Goltz et les Liman von Sanders, et qui n'a cessé de se renforcer depuis deux ans. Même si dans quelques années la Jeune-Turquie voulait secouer cette emprise, il serait trop tard : elle se trouverait ligotée, et la force turque, de plus en plus organisée et contrôlée par l'Allemagne, serait un instrument tout prêt pour les agressions germaniques contre l'Égypte, le Caucase et les sphères d'influence de l'Angleterre et de la Russie en Perse.

Comment dans un tel cadre, le retour au *statu quo ante* pourrait-il restaurer la position des Alliés, et notamment de la France, dans le Levant? Même si on rétablissait les capitulations, même si nos écoles, occupées et pillées par les Turco-Allemands, étaient rouvertes et indemnisées, notre clientèle resterait perdue et notre influence ne survivrait pas à la tourmente. Nos amis ont été traqués, dépouillés, massacrés : nous parlons moins ici des Arméniens que des Syriens persécutés dans des conditions particulièrement graves pour notre honneur et dont il sera parlé dans un autre article. On assure que ces clients traditionnels de la France croient encore en nous parce qu'ils voient que le drame n'en est pas encore au cinquième acte et qu'ils espèrent bien que nous aurons le dernier mot. Mais si la conclusion était une « paix blanche », c'est-à-dire une consolidation de la Turquie d'Enver pacha et l'impunité pour tous les attentats et tous les crimes, nous n'existerions plus en Orient : le travail de sept siècles aurait été balayé en quelques mois : belle conclusion pour le magnifique chapitre oriental des *Gesta Dei per Francos!* C'est d'ailleurs sans doute cette perspective qui a inspiré la politique féroce des Turco-Allemands : ils ont massacré les Arméniens pour faire place nette d'allogènes jugés dangereux dans les régions voisines du Caucase, mais ils ont décimé les familles notables de Syrie pour bien convaincre nos clients de notre abandon et de notre impuissance. Ils comptaient que le traité final consacrerait notre honte et l'effacement définitif auquel nous serions condamnés. Notre disparition complète et abjecte de l'Orient, telle est la vérité que cacherait le mensonge du retour au *statu quo ante*.

Mais, fera-t-on sans doute observer, cette hypothèse est absolument invraisemblable; nos Alliés ne peuvent plus revenir à ce *statu quo*. Voit-on l'Angleterre laissant, après cette expérience, peser la menace turque sur son domaine d'Asie et sur l'Égypte, avec l'aggravation terrible qui résulterait pour sa situation dans l'Islam d'un écrasement et d'une nouvelle sujétion du chérif de La Mecque aux Turco-Allemands? Voit-on surtout la Russie renonçant à réaliser son rêve séculaire après un effort colossal qu'il n'a cessé d'inspirer? La Russie, provoquée de la manière la plus sanglante dans sa solidarité slave et orthodoxe, n'a certes pas engagé la guerre pour Constantinople et les Détroits; avant le coup de folie des Jeunes-Turcs elle se rallia formellement à la

proposition de la France et de l'Angleterre de garantir son intégrité territoriale à l'Empire ottoman s'il conservait la neutralité. Mais l'Empire et la nation russes, obligés de faire la guerre à la Turquie en même temps qu'aux puissances germaniques, la font depuis vingt mois surtout pour les Détroits et Constantinople : la Turquie s'est jetée dans le creuset et les Russes ne veulent pas qu'elle en sorte indemne. Peut-être même regardent-ils plus passionnément du côté de « Tsarigrad » que de celui de Varsovie. Nos Alliés veulent des emprises et des sûretés dans une partie des territoires qui constituent l'Empire ottoman, ils les veulent trop fort pour rengainer l'épée avant de les avoir obtenues. Même si leur constance n'allait pas jusqu'au point nécessaire pour prendre directement aux dépens de l'Allemagne elle-même, des garanties, elle ira certainement jusqu'au moment où les Allemands devront abandonner leurs associés turcs aux conséquences de la folie où ils se sont laissés entraîner en octobre 1914. En Orient la politique anglaise est guidée par une prévoyance et surtout la politique russe est inspirée par une passion qui ne permettront pas le maintien de la Turquie d'avant la guerre. Cette passion et cette prévoyance ne s'inclineraient que si les Alliés étaient nettement vaincus. Toutes les paroles russes et anglaises le prouvent.

Jamais l'Angleterre et surtout la Russie ne pourront s'accommoder du voisinage dans l'Asie occidentale d'une Turquie restée vassale de l'Allemagne, c'est-à-dire que jamais elles ne se résigneront à une paix qui laisserait subsister un État ottoman libre de conserver les liens noués avant la guerre et devenus plus étroits pendant celle-ci. Il est bon à cet égard, et d'ailleurs pour toute notre politique européenne, de bien comprendre la nature de la querelle entre l'Allemagne et la Russie. Tant que l'Empire allemand, continuant la politique constante de la Prusse du XIX^e siècle, n'a eu d'autre objet que de maintenir son unité et ses conquêtes, en contenant la France, tant qu'il a estimé avec Bismarck que les Balkans « ne valaient pas les os d'un grenadier poméranien », la vieille entente entre Pétersbourg et Berlin put être maintenue. Mais, lorsque l'Allemagne a voulu soutenir l'Autriche, rivale de la Russie dans les Balkans, et s'en servir comme d'un pont vers l'Orient, l'accord d'autrefois s'est changé en hostilité; ce n'est pas l'existence de l'Empire allemand en lui-même, c'est la politique orientale du pangermanisme qui a amené ce changement. Des paroles très nettes à cet égard ont été prononcées dans une réunion anglo-russe, à Moscou, au mois de juin dernier, par M. Maklakov, un des membres les plus éloquents de la Douma. Il a résumé clairement la manière de voir que cette grande crise et ses causes ont inspirée à la Russie. Après avoir dénoncé l'hostilité sournoise de l'Allemagne qui avait su s'insinuer dans le gouvernement de la Russie, coloniser subrepticement ses provinces frontières, entretenir sa faiblesse intérieure, attiser le dissentiment russo-polonais,

pousser l'Empire des tsars vers l'Extrême-Asie. M. Maklakov disait en propres termes, en ce qui concerne la question qui nous intéresse ici :

Depuis le moment où les rêves de l'Allemagne passèrent de l'union à l'impérialisme et que cet impérialisme voulut s'avancer vers Bagdad, de la mer du Nord au golfe Persique, nous devînmes ennemis. Ou l'Allemagne aurait dû abandonner son rêve du *Drang nach Osten*, et alors renoncer à l'idée de l'hégémonie, ou bien la Russie était obligée de se préoccuper de la germanisation des Slaves des Balkans et d'Autriche-Hongrie. Devant cette politique allemande, il nous aurait fallu oublier nos rêves sur Constantinople et nous réconcilier avec le voisinage de l'Allemagne au Caucase. Si les intérêts de la Russie étaient conciliables avec l'Empire allemand, ils n'étaient pas compatibles avec l'impérialisme allemand.

Le point où cet impérialisme blesse la Russie est l'Orient et c'est aussi un des points où il menace l'Angleterre. Les deux puissances ne voudront donc pas laisser se reconstituer à la paix l'espèce d'Orient où l'hégémonie pangermaniste a pu pousser de si profondes racines. Pour arracher celles-ci il faudra bouleverser la vieille terre ottomane. La Turquie ne survivra pas telle qu'elle était à la folie qu'elle a commise en renonçant à sa politique particulière et conservatrice.

C'est dire que les intérêts français ne pourront donc manquer d'être sauvegardés, renforcés, consolidés, ne serait-ce que par ricochet, comme corollaire des exigences que nos Alliés auront pour eux-mêmes dans certaines parties de la Turquie, et qui devront avoir une contre-partie française dans la région où la France a des intérêts et des droits historiques tout particuliers. Même si nous nous lassions de la lutte avant d'avoir obtenu ces avantages en Orient, nos Alliés n'auraient pu s'en lasser : c'est pour eux une affaire essentielle ; et bon gré mal gré, la solidarité générale que nous avons avec eux nous mènera jusqu'au moment où notre part orientale nous aura été assurée. Il n'y aurait de doute à cet égard que si un désaccord existait sur cette part entre nous et nos Alliés eux-mêmes. Or on a les meilleures raisons de croire que tel n'est pas le cas. Il suffit de réfléchir pour voir que la possibilité d'un retour au *statu quo ante* n'existe guère en ce qui concerne la Turquie.

Cela est très vrai, mais il n'en est pas moins bon de montrer ce que serait le *statu quo* en Orient. La claire perception de sa monstruosité nous sera une aide pour en écarter absolument l'idée et suivre volontiers dans leurs efforts nos Alliés qui ne sauraient y consentir.

* *

Mais même obligé d'abandonner la Turquie, ce à quoi il ne songe guère dans la superbe qui lui reste encore, et de renoncer au moins pour un temps à la réalisation intégrale de la formule « Hambourg- Golfe Persique », l'impérialisme germanique aurait en arrière une position de repli encore fort belle qui lui permettrait de peser de plus en plus lourd en Europe et de réserver

ses chances futures en Orient. Il lui resterait la possibilité d'absorber l'Autriche-Hongrie, et ceci nous amène à parler avec plus de détail de la « Mittel Europa ». On nous excusera de quitter un peu ici notre terrain asiatique : en ce moment les questions ne se tiennent-elles pas toutes plus encore qu'en temps normal ? Les « coloniaux » ont le droit de s'intéresser, même dans leurs organes spéciaux, à la sécurité continentale de la France d'où tout dépend ; qu'on nous permette d'ailleurs de rappeler cette boutade : « L'Orient commence à Vienne. »

C'est par Vienne, en tout cas, que les pangermanistes pensaient entamer la conquête de l'Orient : cette « Mittel Europa » que rêve, que travaille même à préparer l'Allemagne, obligée de reconnaître que la guerre ne clora pas son compte avec Albion maîtresse des mers, et qui devait s'étendre jusqu'au golfe Persique, a, comme son nom même l'indique, sa clef de voûte au centre de l'Europe, dans l'empire austro-hongrois. Les plans d'hégémonie du pangermanisme ont pour premier objet l'absorption politique et la germanisation de la monarchie de Habsbourg. Cette absorption s'est faite pendant la guerre : l'Empire de François-Joseph n'est plus qu'une croûte autrichienne remplie d'une farce allemande. Le rétablissement du *statu quo* ne nous rendrait que cette croûte, mince apparence vide de toute réalité capable de nous rassurer sur l'équilibre et l'indépendance futurs de l'Europe. A moins de consacrer la défaite des nations qui défendent les libertés européennes, la paix ne doit donc pas permettre la conquête sournoise mais certaine que l'Allemagne a faite en mettant la main sur tout ce qui constitue la vie du « brillant second ».

Cette mainmise est partiellement sensible pour le grand public dans les événements militaires. Partout on voit les armées austro-hongroises infiltrées, durcies, pour ainsi dire, par une certaine proportion de cadres ou même de troupes allemandes. Cet alliage est nécessaire pour maintenir en ligne les soldats de François-Joseph, fournis dans une proportion supérieure à 60 0/0 par des populations slaves et latines qui, en versant leur sang dans cette guerre, se sacrifient malgré elles pour les oppresseurs de leur nationalité. Mais l'absorption de la monarchie de Habsbourg se poursuit bien ailleurs que dans l'armée : c'est un phénomène qui se développe dans toutes les fibres du corps autrichien. Des circonstances dynastiques s'ajoutent à la guerre pour le favoriser : un empereur caduc ne peut plus mener les événements et un archiduc héritier très jeune et sans doute tenu en bride parce que suspect à l'Allemagne n'a pas encore l'autorité voulue pour exercer sur eux la moindre influence. Si on ajoute à ces circonstances la faiblesse de l'organisation autrichienne par rapport à celle de la Prusse-Allemagne, on comprendra que, dans ce contact dont la guerre fait un tête-à-tête sans aucune diversion, l'individualité de l'Autriche soit plus que menacée.

Les passions nationalistes des 10 millions

d'Allemands d'Autriche, exaspérées par la guerre, favorisent l'incorporation de fait sinon de forme de l'Etat autrichien à la grande Allemagne. L'évolution qui se produit dans ce sens a été très clairement étudiée dans un article que publiait la *Nineteenth Century* du 1^{er} juillet, sous la signature L.-B. Namier. L'auteur nous montre comment toutes les forces dominant la politique intérieure de l'Autriche s'associent maintenant pour pousser à une union de plus en plus étroite avec l'empire voisin. Autrefois les pangermanistes autrichiens, qui ne se consolaient pas de l'expulsion de leur pays du corps allemand par l'effet de la guerre de 1866, désiraient d'une manière plus ou moins consciente et ouverte un démembrement de la Monarchie de Habsbourg : l'Archiduché, les provinces des Alpes, l'Istrie, la Bohême et la Moravie, seraient rentrées dans le corps germanique dont le poids aurait servi à écraser les dissidents tchèques et slovènes, seuls non Allemands de ces provinces. Du reste des domaines autrichiens, Galicie, Bukovine et même Dalmatie, les pangermanistes d'Autriche se souciaient autant que de la Hongrie. Une telle opinion, indifférente à la grandeur de la Monarchie, heurtait cependant le vieux loyalisme autrichien, très profond, et ne pouvait par conséquent gagner la masse des Allemands sujets de François-Joseph, malgré l'irritation grandissante que leur inspirait la lutte contre les nationalités slaves qui s'efforçaient de plus en plus violemment de se faire reconnaître des droits égaux à ceux des Allemands. Les pangermanistes autrichiens se recrutaient surtout dans la bourgeoisie, le monde universitaire, et ils avaient contre eux les tenants de la vieille idée de la « Grande Autriche ». Cette idée était chère à la noblesse, soutien traditionnel de la Monarchie; elle inspirait tout le corps ancien de la bureaucratie autrichienne. Noblesse et bureaucratie avaient en vue la consolidation de l'Etat de Habsbourg. Allemandes de fait et de tradition, elles ne l'étaient cependant pas avec une passion obstinée : lorsque cela paraissait utile à la vie de l'Etat autrichien, elles admettaient fort bien que l'on fit des concessions aux nationalités slaves. Elles étaient moins nationalistes que monarchiques et continuaient la vieille tradition impériale devenue, depuis 1867, plus étroitement autrichienne. Comme elles, le Clergé se sentait avant tout loyaliste et autrichien. Il était d'instinct hostile à la Prusse protestante. On se rappelle que le pangermanisme a été, pendant une période, étroitement associé en Autriche au mouvement anticatholique du *Los von Rom*. La population viennoise, désireuse de voir sa ville conserver le rang de capitale d'Empire, regardait, elle aussi, avec méfiance le pangermanisme. Enfin les paysans loyalistes, soumis à des influences cléricales et nobiliaires, faisaient la base, le fond de cette armée politique de l'Autriche des Habsbourg indépendante, alliée mais non unie à l'Allemagne.

L.-B. Namier nous montre comment, à l'heure actuelle, le mouvement pangermaniste et les

aspirations de la Grande Autriche se confondent en un seul courant qui emporte en commun vers une association étroite avec l'Allemagne presque tous les Allemands autrichiens capables d'idées politiques. Les pangermanistes ne désirent plus, en effet, rapprocher seulement de l'Allemagne les Etats héréditaires des Habsbourg, mis à part du reste de la Monarchie : c'est toute l'Autriche-Hongrie qu'ils veulent apporter au germanisme. Ils comptent maintenant en faire un Etat nettement centraliste et allemand. L'Autriche de demain comprimerait sans merci les nationalités slaves et latines, coupables de trahison par désir d'indépendance ou pour irrédentisme obéissant à des attractions étrangères.

Ceux qui les jugent et veulent les traiter ainsi ne s'arrêtent d'ailleurs pas à se demander si les mauvais sentiments des peuples slaves et latins de l'Empire ne résultent pas de l'incapacité radicale et traditionnelle des Allemands d'Autriche d'admettre que les autres nationalités sont majeures et peuvent prétendre être traitées sur le pied d'égalité. Lorsqu'ils les accusent de regarder au dehors ils oublient d'ailleurs la paille et la poutre : eux-mêmes ne veulent-ils pas faire appel à l'étranger pour pouvoir mieux opprimer leurs cosujets slaves? Une brochure publiée par un Allemand autrichien au printemps de 1915 sur « l'Autriche après la guerre » exprimait cette idée que l'Allemagne doit aider les Allemands d'Autriche à construire comme il convient l'Etat autrichien : « Par notre propre force, disait cette brochure, nous, Allemands, ne pouvons tenir plus longtemps en Autriche... nous sommes perdus si l'Allemagne ne nous aide pas à créer en Autriche un Etat dans lequel notre existence sera assurée. » Pour assurer leur existence, les Allemands d'Autriche croient nécessaire d'étouffer celle d'autrui. Ils ne conçoivent pour eux l'être qu'en tant que peuple impérial qui se fait le geôlier des autres peuples de la monarchie et demande pour cela l'aide de l'Allemagne à l'intérieur même de l'Etat autrichien. Cette idée rallie maintenant tous les groupes politiques allemands d'Autriche. Un programme commun a été élaboré à la fin de l'an dernier par les socialistes chrétiens et l'Union nationale allemande : un de ses articles était l'attribution à la langue allemande d'une situation prédominante dans l'Etat tout entier.

C'est un retour à l'esprit de la croisade germanique, de l'assimilation violente, qui s'est exercé pendant des siècles dans la zone de contact des Germains et des Slaves, en partant, au Nord, des pays où les chevaliers teutoniques et porte-glaive christianisaient et germanisaient à la fois, par le fer et le feu, Lithuaniens, Slaves et tribus tannoises. Les Slaves et Latins d'Autriche sont menacés d'une politique analogue à celle que subissent les Polonais de Posnanie. Dans des discours prononcés le 13 avril 1916, à une réunion du Club allemand de Vienne, on voyait revenir la vieille expression de l'Autriche « Marche orientale » du germanisme. Le président disait : « La guerre a éclairé les Allemands d'Autriche sur

l'importance de la monarchie en ce qui concerne la position des Germains dans le monde ; elle leur a montré que les Allemands d'Autriche rendent à la nation entière le meilleur service en tenant leur place dans la vieille marche orientale. »

L'évolution est très nette : le pangermanisme, autrichien et même purement allemand ne veut plus maintenant diviser l'Autriche, il se rallie au maintien de la vieille monarchie mais pour l'incorporer tout entière au corps germanique. L'avantage pour l'impérialisme allemand est clair comme, par conséquent, le danger pour nous. Il ne s'agit plus, en effet, d'apporter à l'Allemagne dix millions d'Allemands d'Autriche avec à peu près le même nombre de Tchèques et de Slovénes : il s'agit de lui incorporer de gré ou de force les cinquante-deux millions passés d'habitants de toute la monarchie de Habsbourg. Il s'agit de consolider la monstrueuse situation actuelle, qui nous permet, soit dit en passant, de considérer avec une belle ironie l'indignation des Allemands nous reprochant d'employer contre eux des sujets berbères, nègres, indiens — d'ailleurs volontaires : dans cette guerre les soldats fournis par plus de 30.000.000 de Slaves et Latins d'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire par des peuples européens, chrétiens, arrivés à la pleine conscience d'eux-mêmes, sont obligés de se faire tuer pour maintenir un Etat qui les opprimait et qui, d'après les programmes adoptés en commun par les Allemands d'Autriche de tous les partis, doit dorénavant être plus que jamais une machine à germaniser de force tous ses sujets. La forme juridique de cette situation nouvelle voulue par les Allemands d'Autriche est que l'Alliance austro-allemande serait non plus diplomatique mais constitutionnelle : ce ne serait plus un pacte entre deux Etats mais une symbiose.

Les anciens partisans de la Grande Autriche sont entraînés. L'esprit loyaliste est modifié, obnubilé, par la poussée du nationalisme germanique. La gravité de la crise l'explique ; aujourd'hui l'Allemagne est comme un flotteur nécessaire pour empêcher de sombrer le navire autrichien qui s'est laissé prendre dans la tourmente ; de plus, les vieux Autrichiens sont grisés par l'idée de participer à l'orgueil et aux gains de l'impérialisme germanique. Dans un discours prononcé, en octobre 1915, le Dr Gessmann, ancien ministre et actuellement maire de Vienne, disait : « Il est indéniable que l'avenir va nous apporter une reconstruction intérieure et extérieure... Une nouvelle Autriche doit naître du sang qui a coulé sur les champs de bataille, une Autriche dans laquelle les Allemands doivent avoir une position correspondant à l'importance de leur histoire et de leur culture... Nous désirons que les batailles que l'Autriche et l'Allemagne ont livrées coude à coude soient suivies d'un approfondissement de leur alliance et d'un rapprochement économique qui assurera la prédominance des puissances centrales en temps de paix... Notre avenir économique ne peut manquer de s'étendre d'Ostende à Bagdad. Une grande

Europe centrale doit naître, puissante et prédominante, et elle doit dicter au monde ce que l'esprit allemand et l'âme allemande pourront juger bon. »

Ainsi un vaste impérialisme central européen tente et convertit les partisans du vieil impérialisme autrichien. Prenant d'abord une forme seulement économique — les souvenirs des *Zollvereine* allemands devraient pourtant être un avertissement — il n'alarme pas trop le loyalisme à la Maison de Habsbourg. Ce bloc enfariné de la « Mittel Europa » ne dit cependant rien de bon à certains loyalistes d'Autriche : quelques voix se sont élevées parmi eux pour crier au danger. En Hongrie aussi quelques hommes s'inquiètent : les Magyars, depuis le dualisme, se sont appuyés sur les Allemands d'Autriche pour opprimer les autres nationalités de la couronne de Saint-Etienne ; ils sont devenus la seconde race impériale, l'autre peuple baron de la monarchie ; oui, mais eux-mêmes ne risquent-ils pas d'être submergés, de voir emporter les privilèges acquis en 1867, sous la poussée du pangermanisme qui annexe, accommode et exploite l'idée de la « Grande Autriche », laquelle ne s'était jamais réconciliée au fond avec les atteintes portées à l'ancien centralisme de l'Empire ? Mais les meneurs de la politique hongroise ont voué leur âme au succès de l'agression allemande. De plus ils n'ont à choisir qu'entre la victoire germanique avec ses dangers de demain pour l'indépendance magyare, et le démembrement du Royaume de Saint-Etienne, dont les parties Roumaine, Serbe, Slovaque, Ruthène iraient soit à des Etats étrangers, soit à un nouvel Etat tchéco-slovaque indépendant ou au moins autonome à naître de la victoire des Russes et de leurs alliés. Les meneurs magyars dans cette crise sont donc, comme dit le proverbe anglais, « entre le diable et l'abîme de la mer », une alternative n'est pas plus tentante que l'autre. Quant aux loyalistes d'Autriche, ils s'apercevraient sans doute qu'au lieu d'avoir l'empire sur Bagdad ils ne seraient plus maîtres dans leur propre maison le jour où la fin de la guerre, qui a déjà subordonné leur armée, permettrait à la politique, à l'industrie et à la finance allemandes de dominer une Mittel Europa dirigée de Berlin. Mais l'exaspération de la lutte et le péril actuel leur cachent le péril de demain.

Pour que l'Autriche sorte de la mauvaise passe consciente d'elle-même et assurée de conserver son indépendance, il faudrait qu'elle ait une tête capable de vouloir sans et même contre Berlin, de faire les sacrifices nécessaires, de conclure à temps une paix fondée sur une politique intérieure libérale, absolument étrangère au pangermanisme oppresseur dont nous avons indiqué les projets. Il faudrait donc tout d'abord que l'empereur-roi soit une personne ayant de la valeur et une grande autorité. On a vu que cette crise s'est ouverte pendant que le trône des Habsbourg était virtuellement vacant, au cours d'un interrègne de fait déterminé par la caducité du souverain auquel un très jeune archiduc, appelé soudainement au

rôle de prince-héritier, n'était pas encore en situation de suppléer. Peut-être cet effacement du trône des Habsbourg a-t-il même été une des causes immédiates de la guerre. François-Ferdinand paraît avoir été engagé dans de mystérieuses tractations avec Guillaume II, et Berlin, inquiet et déçu par la mort de ce prince, a pu vouloir entraîner l'Autriche et consolider la subordination du « brillant second » en jouant la partie avant le commencement du règne d'un jeune archiduc qui ne passait peut-être pas pour accepter d'avance avec enthousiasme le rôle de vassal du César allemand. Peu importe d'ailleurs : au point où en sont les choses, la monarchie austro-hongroise est devenue dans toute la réalité une dépendance de l'Allemagne ; c'est-à-dire que la question d'Autriche-Hongrie, qui domine actuellement tout le problème du futur équilibre européen, ne peut plus être résolue par l'Autriche elle-même que dans le sens d'une mainmise de l'impérialisme allemand sur tous les pays de la double monarchie. Vienne a abdicqué. Seule une force du dehors, celle des Alliés, peut assurer une autre solution, en apportant à l'Europe centrale un régime tout différent que celui qui résulterait de la paix conclue sur la base mensongère de l'impossible retour au *statu quo ante*.

* * *

Telle est la réalité qui doit être présente à tous les esprits. Nous sommes menacés, et cette fois sans qu'il reste une possibilité de rupture entre l'Allemagne et l'Autriche, de la constitution d'un empire germanique non plus de 68 millions d'habitants, mais de 120, où une minorité slave et latine devrait bien marcher sous la férule des peuples maîtres, allemands et magyars, et fournir à leur impérialisme tous les concours, y compris celui de l'impôt du sang, comme ils le font dans cette guerre entreprise en partie pour sceller définitivement leur servitude. La paix qui suivra la tourmente laissera se créer cette Mittel Europa ou, en rendant cette création impossible, sauvegardera l'équilibre européen : les deux choses sont radicalement incompatibles.

L'opinion des pays alliés commence heureusement à s'éveiller à cet égard. Des articles paraissent çà et là, destinés à montrer que c'est en Autriche-Hongrie qu'est le nœud de la question européenne. Nous avons cité celui de la *Nineteenth Century* ; au moment où il paraissait, la *National Review* en publiait un sur le « Danger de la Mittel Europa ». Il montrait le péril où nous met l'ambition de la Prusse sur ses alliés et disait en ce qui concerne l'Orient : « Nous devons clairement comprendre et perpétuellement nous rappeler que la soudure de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne serait une menace pour nos possessions orientales. » En France a paru récemment un livre entièrement consacré à la question de la Mittel Europa : le « Plan pangermaniste démasqué », par M. André Chéradame, dont nous publions plus loin l'annonce sous notre rubrique des Livres nouveaux. Mais il y a encore beau-

coup à faire pour que les éléments de la question européenne entrent bien dans les esprits.

On rencontre parfois des hommes qui s'attachent à écarter toute inquiétude en ce qui concerne un agrandissement de l'Allemagne dans le centre de l'Europe en répétant que l'incorporation sinon directement à son Etat, du moins à son corps impérial, de populations étrangères et même hostiles, serait pour elle non une force mais une faiblesse. L'expérience de cette guerre, et même l'expérience tout court, devrait nous épargner cette sornette. L'armée austro-hongroise n'a sans doute pas été rendue particulièrement solide par la tiédeur ou même la révolte de conscience de nombre de ses soldats, cependant, après deux ans, elle tient encore. L'individu est de plus en plus domestiqué, écrasé, submergé par le machinisme de la guerre scientifique qui l'encadre et peut le faire marcher contre son gré. Et la puissance, la complexité de l'organisme social et politique de l'Etat contemporain produisent le même résultat dans la paix. Le pouvoir a toujours mille moyens de mener les troupeaux sourdement mécontents. La vanité et la cupidité servent à tenir les plus fortes têtes : avec la finance et l'industrie, de notre temps, l'immense écheveau d'intérêts dans lesquels est intriquée la fortune de tout homme qui en a quelque peu, un gouvernement a de formidables moyens d'imposer et de consolider l'ordre qui lui plaît. Ces moyens d'action sont tels que la pénétration allemande a certainement pensé les employer pour dominer la France elle-même : on a vu des influences de banques s'exercer très haut chez nous, dans les années qui ont précédé la guerre, pour obtenir l'émission sur notre marché d'emprunts austro-hongrois qui auraient facilité des armements ennemis au moment même où notre pays devait se prémunir contre eux en aggravant ses charges militaires. Qu'on évite de parler de la résistance des peuples qui n'ont pas la direction de leur machine publique ! Il ne faut pas être dupe de la phraséologie politique : le discours de La Boétie n'a jamais été, et plus que jamais, sous l'Etat moderne, il ne serait qu'un simple exercice de rhétorique. A notre époque de complication industrielle, financière, et de technicité formidable un gouvernement est imbécile qui ne fait pas marcher à son gré les peuples auxquels il est superposé, et l'imbécillité n'a jamais été parmi les nombreux vices que l'on est en droit de trouver au gouvernement prussien.

Qu'on lui en donne le temps et il ligotera dans ces liens, si généralement efficaces que les indépendants sont des isolés et risquent d'être bientôt des découragés, Slaves et Latins d'Autriche-Hongrie. Demain il ligoterait jusqu'aux Magyars et Bulgares qu'il flatte aujourd'hui d'associer à son oppression des autres nationalités. Si nous voulons que les forces latentes des peuples capables de nous aider à assurer l'équilibre européen deviennent des forces effectives, il faut leur assurer un régime politique qui leur permette d'avoir une organisation nationale.

S'en soucier ce n'est pas se mêler gratuitement des affaires intérieures de l'Autriche : si vous avez un voisin qui aiguise une arme contre vous est-ce se mêler de ses affaires que d'entraver son travail ? C'est ce que chacun doit s'efforcer de faire comprendre à l'aveuglement, à la paresse et à l'indifférence de trop d'esprits. Le gros danger de la menace que prépare contre notre sécurité la politique allemande, c'est que cette menace se crée sur un terrain qui sort du champ de la vision habituelle à la plupart de nos compatriotes. Beaucoup ont encore de la peine à voir nos intérêts en dehors du retour de l'Alsace-Lorraine et de mesures pour assurer notre frontière de l'Est.

C'est une myopie dont l'effet a malheureusement été sensible dans la conduite de nos affaires militaires pendant l'année 1915, jusqu'à ce que l'on se soit décidé à l'expédition de Salonique. Affermies, tranquillisées sans doute par une diplomatie présomptueuse qui croyait faire marcher le crocodile bulgare au son de ses petites flûtes, des conceptions militaires erronées se sont obstinées à ne considérer que le front français : les Balkans n'étaient qu'un théâtre secondaire où l'ennemi n'avait pas de forces à dépenser. Et c'est ainsi que nous n'avons décidé d'y faire un effort sérieux qu'à l'époque où il n'était plus temps de résister sur le Danube avec l'armée serbe conservée entière, de donner directement la main à la Roumanie, d'isoler la Turquie, de contenir la Bulgarie et sans doute d'entraîner la Grèce. Les Austro-Allemands se sont chargés de confondre cette pauvreté d'intellect, et de nous montrer qu'ils pouvaient tirer des avantages primordiaux d'un bon jeu sur ce soi-disant théâtre secondaire. La lettre du *Times*, que nous traduisons plus haut, nous dit quel réconfort moral l'ennemi a tiré de se voir, par l'écrasement de la Serbie, maître de la route Berlin-Bagdad. Mais ce n'est pas seulement par là que notre insuffisance balkanique a prolongé gravement la guerre. Les Austro-Allemands ont disposé des Bulgares et des Turcs, auxquels ils pouvaient, après l'invasion de la Serbie, faire librement passer des munitions : ainsi, sans rien prélever sur les effectifs des Empires centraux, l'ennemi a pu occuper des centaines de mille Russes, Anglais et Français, en Arménie, sur le Tigre, sur le canal de Suez, et même à Salonique où il fallait bien aller, fût-ce à la onzième heure, pour empêcher un effondrement balkanique irrémédiable qui eût pu, en octobre 1915, entraîner jusqu'à la Roumanie.

En somme, notre longue insuffisance en Orient a réalisé, au moins d'une manière militaire et pendant la guerre, la « Mittel Europa » s'étendant de la mer du Nord à Bagdad. Voulons-nous que la paix consacre et aggrave, en donnant à l'Allemagne le loisir d'organiser les pays dépendants, ce que la guerre a fait provisoirement ? Sommes-nous capables de regarder, en politique comme en stratégie, au delà de notre front particulier, d'avoir une vision générale et européenne de la guerre et de la paix ? Voilà la question qui

se pose dès aujourd'hui et qui pourra s'imposer avec urgence demain.

La méditer et la faire comprendre autour de soi serait infiniment plus utile que de se permettre cette littérature de capitaine Fracasse à laquelle la presse et même parfois la tribune se sont livrées en ce qui concerne le traitement que nous infligerons à l'ennemi. Le vieux bon goût français, qui s'était exprimé dans la fable de la peau de l'ours, aurait dû suffire à déconseiller un tel ton qui a ridiculement devancé une victoire encore à remporter. Ajoutons qu'il risquait de retarder cette victoire. Il n'est pas seulement absurde de parler de démembrer l'Allemagne dont l'unité est chose acquise et impossible à détruire sans imposer aux Allemands un régime de garnisaires auquel personne ne saurait songer : ce langage est de plus malfaisant, car il doit exaspérer la résistance du peuple allemand. Notre constance l'a gravement déçu ; notre blocus l'accable de privations, mais notre littérature de guerre fournit chaque jour à ses maîtres, qui l'ont lancé dans l'aventure, un fouet pour le faire marcher le ventre vide. Sans doute l'effort d'une telle lutte exige un état d'esprit violent et sans nuances, mais nous n'avons aucun besoin de soutenir notre volonté et nous retardons l'affaiblissement de celle de l'ennemi en dépassant avec tant de fracas ce que nous pouvons réellement vouloir ou même simplement croire possible.

Sir Edward Grey avait très heureusement interprété la formule « écraser le militarisme prussien », si souvent prononcée par les Alliés et qui peut si bien servir à exaspérer la volonté du peuple allemand. Il avait dit que ce militarisme devait mourir de la déception d'une Allemagne vaincue mais non pas démembrée, et du changement qui pourrait en résulter dans les forces dirigeantes de sa politique intérieure. C'était ne pas rebuter à l'avance les partisans d'une paix acceptable par les Alliés, que la colère inspirée par les erreurs des dirigeants peuvent aider le découragement à recruter en Allemagne. De même on peut dire, sans exaspérer nécessairement à l'avance tout le peuple allemand, que nous voulons comprimer tout d'abord ce militarisme, dont le prince de Bülow prévoit et préconise dans un livre récent l'extension après la guerre (1), en l'empêchant de s'étendre à des peuples non allemands et qui ne lui fourniraient leur chair que pour entretenir et aggraver l'oppression dont ils souffrent.

Il sera sans doute déjà très difficile d'amener le plus grand nombre des Allemands à se résigner à voir briser un impérialisme dont le credo a été inculqué, sous des formes variées, à toutes les classes de la nation, par l'enseignement et même la religion militarisés de la Prusse. C'est pourtant un sentiment que nous ne pouvons éviter de heurter ni renoncer à dompter, parce que nous ne saurions faire une paix ménageant l'impérialisme allemand sans accepter pour nous-mêmes

(1) Voir le *Temps* du 6 juillet.

une manière de sentence de mort avec sursis. Mais cet impérialisme ne se confondra pas nécessairement, surtout au moment de la déception et de la grande lassitude, avec le sentiment de l'unité allemande elle-même qu'il est absurde d'inquiéter. Et cette unité n'est pas atteinte par le seul fait que l'on veut que l'Allemagne soit non plus un surpeuple mais un peuple indépendant parmi ses pairs, et qu'elle s'arrête là où commence la patrie de nations qui ne veulent pas être allemandes.

Comment, dans le règlement de la question de l'Europe centrale, assurer l'application de cette formule qui résume à la fois les nécessités de notre sécurité et celles de la justice?

Il ne nous appartient pas, et ce n'est pas le lieu, d'essayer de résoudre une question qui exige une si sérieuse étude. On ne peut énoncer que quelques-unes des données principales de la question. Il est clair, tout d'abord, que si les Alliés sont victorieux et imposent, au lieu de la subir, la solution du problème de l'Europe centrale, la monarchie austro-hongroise sera sensiblement diminuée. Des Polonais et des Ruthènes iront sous des formes différentes à l'Empire des Tsars, des Serbo-Croates à une Serbie plus large et sans doute dualiste ou fédéraliste, des Italiens à l'Italie et des Roumains à la Roumanie, si, comme c'est probable, le gouvernement de Bucarest accomplit l'acte que demandent à la fois la sécurité et l'irréductibilité de la nation. Que deviendra le reste : 30 ou 32 millions d'hommes? Les Tchéco-Slovaques devront-ils constituer, comme certains le veulent, un état indépendant? La vieille monarchie pourra-t-elle, avec un règne nouveau, survivre à la tourmente, et adopter un régime fédéraliste, garanti par de véritables autonomies assurées aux Tchéco-Slovaques, libres à côté des Allemands et des Magyars?

On ne peut que poser la question. Elle n'est pas absurde pour l'Autriche-Hongrie comme pour l'Allemagne, puisqu'il s'agit d'un Etat composite, d'un corps dont l'épaisseur est traversée par des lignes de clivage, ce qui n'est plus le cas de l'Allemagne. Ces lignes doivent-elles démarquer à l'avenir des nations et des états entièrement séparés, doivent-elles, au contraire, du moins certaines d'entre-elles, limiter le domaine de nations vraiment autonomes mais restant gouvernées par le vieux sceptre rajeuni? C'est à voir. Un seul point est certain, c'est qu'une paix qui permettrait à un Empire de 52 millions d'habitants de rester tel qu'il était, c'est-à-dire en situation de s'aggraver militairement et économiquement à l'Allemagne, laisserait sans sécurité la France, l'Italie, la Russie et l'Angleterre. Il ne faut pas que les peuples opprimés d'Autriche-Hongrie puissent servir à de nouvelles tentatives pour opprimer les peuples encore libres de l'Europe, que le militarisme prussien y trouve matière aux augmentations que demande le prince de Bulow. C'est la condition de la liberté future des Alliés et même de ces neutres qui vont bénéficier de nos sacrifices sans en avoir, la plupart du temps,

compris les mérites ni même l'intérêt. Si l'Allemagne nous rendait demain l'Alsace-Lorraine, nous serions les vaincus d'après-demain, dans le cas où, par contre, elle réaliserait sa Mittel Europa. Il faut élargir nos vues, comprendre le sens de cette guerre qui a appris l'Europe à nombre d'entre nous, et qui commence à en imposer la notion même à l'insularisme borné des Anglais qui vivaient dans l'illusion du « splendide isolement ». En considérant ainsi le problème on voit bien qu'il ne serait pas résolu si chacun des Alliés obtenait ce qu'il désire particulièrement : leur intérêt général ne se confond pas avec la somme de leurs intérêts directs et particuliers. A une question générale européenne, il faut une solution européenne, et c'est l'Autriche-Hongrie qui en impose le terrain et le choix. Il n'y a pas de moyen terme : ou bien la paix rendra les pays de la Monarchie de Habsbourg inassimilables à l'Empire germanique, ou bien, sous les espèces menteuses d'un retour au *statu quo*, elle sera l'origine d'un empire central de plus de 120 millions d'hommes. Dans ce dernier cas la plus grande, la plus sanglante de nos guerres de l'indépendance se sera terminée par la défaite. Le projet de Mittel Europa doit être notre *delenda Carthago*.

C'est dire ce que vaudraient les avantages ou les garanties que nous aurions pu obtenir en Orient ou ailleurs si ce problème fondamental recevait une solution germanique. Du reste, pour finir sur la question du Levant, il est bon de faire une observation qui s'applique aux intérêts que la France, la Russie et l'Angleterre ont à défendre en Orient : avant, puis pendant la guerre, le germanisme a dévalé par le Danube et les Balkans sur l'Asie : il se grossissait, dans son cours, des Bulgares et des Jeunes-Turcs avec le panislamisme dont ils avaient hérité d'Abdul Hamid ; or quand on veut arrêter une avalanche il faut la prendre à son point de départ, en l'espace les pays de l'Autriche-Hongrie.

ROBERT DE CAIX.

L'ALLIANCE RUSSO-JAPONAISE

Le nouveau traité d'alliance entre la Russie et le Japon qui a été signé le 3 juillet à Petrograd n'a pu être une grande surprise pour les lecteurs de *L'Asie française* et ne leur a certainement pas fait l'impression d'une grande nouveauté. Depuis la paix de 1905 et surtout depuis neuf années nous avons signalé ici chaque étape de rapprochement entre la Russie et le Japon. Ceux qui ont suivi nos informations et nos articles sur ce sujet se rappellent comment, après une courte hésitation, la Russie avait adopté la politique de demander à une entente avec le Japon la consolidation de ce qu'elle conservait de sa situation

en Mandchourie, au lieu de chercher, dans une guerre de revanche, la reprise de ce qu'elle avait dû abandonner en terminant la campagne mandchourienne par la paix de Portsmouth. L'orage qui s'amoncelait visiblement en Europe rendait cette politique nécessaire et raisonnable, tandis qu'une paix, qui n'avait pas privé la Russie de ses positions essentielles en Extrême-Orient, l'avait laissée possible.

Les étapes visibles, déclarées, du rapprochement russo-japonais, furent les conventions du 30 juillet 1907 et du 4 juillet 1910. Dès la première, les deux adversaires de 1904-1905 constataient, établissaient leur solidarité pour le maintien de la situation que l'un avait conservée et l'autre acquise à la fin de leur conflit. Voici le texte du 30 juillet 1907 :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à respecter l'intégrité territoriale actuelle de l'autre, de même que tous les droits résultant pour l'une ou l'autre des hautes parties contractantes des traités en vigueur, accords ou conventions appliqués à présent entre les hautes parties contractantes et la Chine, et dont les textes ont été échangés entre les puissances contractantes, ceci dans la mesure où ces droits ne sont pas incompatibles avec le principe de l'égalité de traitement énoncé dans le traité signé à Portsmouth le 5 septembre 1905 et dans les conventions spéciales conclues entre la Russie et le Japon.

ART. 2. — Les deux hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Chine, de même que le principe du traitement égal en ce qui concerne le commerce et l'industrie pour toutes les nations dans ledit empire. Elles s'engagent également à soutenir le maintien du *statu quo* et le respect de ce principe par tous les moyens pacifiques à leur disposition.

Le 4 juillet 1910, ces germes d'alliance s'épanouissaient; l'assurance que les deux puissances se donnaient n'était plus limitée à l'emploi de moyens pacifiques : le traité conclu à cette date disait en effet, dans ses principaux articles :

ART. 2. — Chacune des hautes parties contractantes s'engage à maintenir et à respecter le *statu quo* en Mandchourie, tel qu'il résulte de tous les traités, conventions et autres arrangements conclus jusqu'à ce jour, soit entre la Russie et le Japon, soit entre ces deux puissances et la Chine.

Des copies des susdits arrangements ont été échangées entre la Russie et le Japon.

Art. 3. — Dans le cas où un événement de nature à menacer le *statu quo* susmentionné viendrait à se produire, les deux hautes parties contractantes entreront chaque fois en communication entre elles, afin de s'entendre sur les mesures qu'elles jugeront nécessaires de prendre pour le maintien dudit *statu quo*.

Le texte du 3 juillet 1916 n'ajoute presque rien à celui du 4 juillet 1910. Le voici :

Le gouvernement impérial du Japon et le gouvernement impérial de la Russie ont résolu de poursuivre leurs efforts pour le maintien de la paix en Extrême-Orient et s'engagent à observer ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Japon refusera de participer à tout accord politique ou combinaison dirigée contre la Russie. La Russie refusera de participer à tout accord politique ou combinaison dirigée contre le Japon.

ART. 2. — Au cas où les droits territoriaux ou les intérêts particuliers en Extrême-Orient de l'une des parties contractantes, reconnus par l'autre partie, seraient menacés, le Japon et la Russie se consulteront sur les mesures à prendre en vue d'une assistance mutuelle et d'une coopération pour la sauvegarde et la défense de ces droits et intérêts.

Il faut un fort parti pris de faire bruit et sensation de toute chose pour présenter le dernier texte de l'Alliance extrême-orientale russo-japonaise comme une grande nouveauté dans la politique « mondiale ». Si beaucoup des organes de la grande presse n'étaient pas aussi quotidiens par la portée de leur vision que par leur périodicité, ils auraient plutôt discerné dans le traité du 3 juillet le nouvel habillement d'une vieille connaissance. A considérer ainsi cet acte diplomatique, dans la série de faits dont il dépend, on reconnaît en lui le fruit d'un arbre qui commençait déjà à donner, dès 1907, fruit nouveau et excellent, mais qui ne diffère d'ailleurs pas beaucoup de celui qui l'a précédé.

*
* *

Il ne dépendit d'ailleurs pas du Japon que cet arbre fût planté plusieurs années plus tôt, sans que le terrain eût d'abord subi le labour de la guerre russo-japonaise, préparation paradoxale d'une telle plantation. Toute une école d'hommes d'Etat japonais avaient commencé à penser à un accord avec la Russie peu après leur guerre avec la Chine. Cette combinaison politique était aussi valable pour l'Extrême-Orient d'alors que pour celui d'aujourd'hui. La Russie et le Japon s'y coudoyaient dans le voisinage scabreux mais éventuellement avantageux d'un « homme malade ». La perspective de l'héritage pouvait aussi bien donner lieu à une entente qu'à une dispute. D'accord, les deux seules puissances capables de se faire réciproquement contrepoids dans l'Asie orientale pouvaient doser les remèdes, écarter les médecins provenant de l'intérieur ou de l'extérieur, marquer des parts, bref s'assurer des profits sans couvrir les chances terribles et s'imposer les sacrifices d'un conflit. C'était une politique de tout bénéfice. Il semble à peu près certain qu'elle eut pour partisan le prince Ito, le principal peut-être des *genrô*, des anciens dans le conseil desquels s'élaborait la politique de l'empereur Moutsou Hito.

En dehors même des conditions générales et permanentes de la politique extrême-orientale, une récente expérience devait inciter les Japonais sagaces comme ce grand homme du Meidji à rechercher un rapprochement avec la Russie. La fin de la guerre sino-japonaise avait montré que le gouvernement de Pétersbourg pouvait très vite organiser un groupement de puissances capable de paralyser le Japon. La France, pour consolider son alliance russe et nullement pour évincer le Japon de Port-Arthur, l'Allemagne pour rompre le tête-à-tête entre la France et la Russie, avaient immédiatement répondu à l'appel de Pétersbourg décidé à faire reviser le traité de Shimonoséki,

que le Japon victorieux venait d'imposer à la Chine. De là la démonstration navale à trois devant laquelle le gouvernement de Tokyo dut s'incliner. Il était clair que le Japon ne pouvait rien pour faire disparaître les motifs d'ordre européen qui avaient assuré à la Russie le bénéfice de cette concurrence des bonnes volontés française et allemande. C'était à une entente avec la Russie elle-même que l'on devait demander une garantie contre le renouvellement de la pénible expérience de 1895. Il fallait pour le Japon ou bien réaliser cette entente, ou bien trouver ailleurs un appui qui empêcherait éventuellement l'empire des tsars de s'assurer des alliés dans une nouvelle entreprise antijaponaise. Mais la première alternative était la meilleure puisqu'elle faisait disparaître toute chance de conflit avec la Russie elle-même, éventualité qui, à elle seule, était déjà formidablement redoutable. Et, lorsque Ito vint en Europe, à la fin de 1901, c'était très vraisemblablement, on n'en faisait pas trop mystère, dans le but d'élaborer un accord entre les gouvernements du Tsar et du Tennô.

L'histoire dira comment cet espoir fut déçu et comment le Japon dut immédiatement se rejeter sur le pis aller : l'autre alternative, le moyen de n'avoir à lutter que contre la seule Russie s'il ne pouvait s'entendre avec cette puissance et s'il lui fallait, décidément, se préparer à un conflit avec elle. Il semble qu'à Pétersbourg on ne comprit rien à la gravité que la force et la décision du Japon donnaient au problème des relations russo-japonaises. Il semble aussi qu'à Paris, où le prince Ito fit un séjour, chercha peut-être un concours pour ouvrir les oreilles russes à ses propositions, on ne sut ou ne voulut rien voir, on fut incapable de comprendre la nécessité de ne pas laisser absorber la Russie par une crise Extrême-Orientale et d'agir en conséquence. Alors régnait sur notre diplomatie un ministre très porté à conclure de nombreux accords et à s'en faire une parure mais qui n'a jamais semblé capable du courage nécessaire pour donner le moindre avis utile à ses alliés. Il n'est pas douteux, d'autre part, que les influences allemandes, qui continuèrent jusqu'à la guerre de 1914 à pénétrer toutes les fibres de l'organisme politique russe, firent de leur mieux pour ne pas faciliter à la Russie les chemins orientaux sur lesquels l'Allemagne poussait en même temps la Russie de toutes ses forces. Ce n'est pas calomnier les Allemands que de leur prêter ce machiavélisme. On se rappelle cette entrevue navale du golfe de Finlande où un simple signal du théâtral César allemand semblait inviter le Tsar à un partage du monde, partage dans lequel le lot de la Russie devait être une immense aventure : « L'Amiral de l'Atlantique salue l'Amiral du Pacifique » signala le yacht du Kaiser à celui du Tsar. On ne pouvait dire plus clairement : « Laissez-moi l'Europe et tournez-vous vers l'Orient le plus lointain. » Et malheureusement la Russie suivit cette dangereuse route, qui répondait au désir de certains de ses gouvernants de tourner la politique de l'Empire

dans la direction qui leur semblait être celle de la moindre résistance. Sûre de sa supériorité sur les peuples de l'Extrême-Orient, la Russie ne se donna même pas la peine de considérer la chance d'accord avec le Japon que lui ouvrait la venue de Ito.

La plus grande partie de la flotte russe fut peu à peu transférée dans les eaux du Pacifique, autour de la base de plus en plus fortifiée de Port-Arthur. La politique des Alexiev, des Bezobrazov conduisait tout droit la Russie à un conflit avec le Japon : les meneurs de l'Extrême-Orient russe voulurent, à la mainmise sur la Mandchourie méridionale, ajouter une pénétration économique et même militaire en Corée : c'était véritablement acculer le Japon à une guerre de défense nationale. Cette politique, qui le heurtait avec tant de légèreté, méconnaissait aussi bien sa force que ses intérêts essentiels. Elle ne se préparait pas au conflit qu'elle rendait inévitable tandis que le Japon s'y était préparé non seulement par les armements mais encore par la diplomatie : Ito, qui n'avait pu rapporter de son voyage en Europe l'entente avec la Russie, s'était immédiatement rabattu sur l'autre alternative : une alliance qui empêcherait tout secours de venir d'Europe aux Russes dans une guerre en Extrême-Orient. Il l'avait trouvée à Londres où il était allé immédiatement après sa déception de Pétersbourg : à cette époque le Japon voulait avoir sans délai une assurance ou l'autre. Et le 30 janvier 1902 l'alliance anglo-japonaise, qui assurait au Japon le tête-à-tête avec la Russie en Extrême-Orient, avait été signée. Voici le texte de ses articles principaux.

ART. 2. — Au cas où la Grande-Bretagne ou le Japon, dans un but de défense de leurs intérêts respectifs, comme il a été indiqué ci-dessus, se trouveraient engagés dans une guerre avec une autre puissance, l'autre partie contractante restera rigoureusement neutre et s'emploiera de toutes ses forces à empêcher d'autres puissances de se joindre aux hostilités entreprises contre son allié.

ART. 3. — Si, dans le cas précité, une ou plusieurs puissances s'associaient aux hostilités contre cet allié, l'autre partie contractante viendrait à son secours et mènerait la guerre de concert avec lui, pour ne conclure la paix qu'après accord mutuel.

L'Angleterre avait conclu cet engagement parce qu'elle était encore dominée par les préoccupations de sa politique d'outre-mer. Les Anglais étaient effrayés par les ambitions illimitées et confuses que la Russie d'alors semblait avoir du côté de la Chine. Ils avaient essayé de composer, d'assigner des bornes à ces ambitions, de les arrêter au nord de la Grande Muraille. Des accords établissant des zones russe et anglaise pour la construction des futurs chemins de fer chinois avaient été signés. A l'usage on vit qu'ils ne précisaient, ne délimitaient rien. La politique extrême-orientale russe des années 1901-1904, menée surtout de Port-Arthur, avait quelque chose d'indéfini et d'insatiable qui devait inquiéter, irriter les autres intéressés. Elle fut aussi incapable de se délimiter en présence des inquié-

tudes de l'Angleterre que de s'arrêter devant les impossibilités auxquelles elle acculait le Japon. Elle ne cessa de ressembler à ce qu'elle fut dans les dernières semaines de 1903 et les premières de 1904, alors que le Japon, effrayé des entreprises russes qu'il ne réussissait pas à arrêter en Corée, allait tirer l'épée contre une puissance qui ne lui opposait pas exactement des refus, mais dont la politique, tiraillée entre Pétersbourg et Port-Arthur, où siégeait la « vice-royauté d'Extrême-Orient », était incapable d'élaborer et de faire, avec la précision nécessaire et en temps utile, ses réponses aux demandes de plus en plus pressantes du gouvernement de Tokyo.

C'est devant cette inconnue, qui semblait vouloir devenir de plus en plus énorme et inquiétante, que l'Angleterre vit probablement d'un œil favorable la guerre qu'engageait le Japon son allié. Elle n'allait cependant pas tarder à trouver sa politique elle-même singulièrement encombrée par les suites de cette guerre : nous ne faisons pas allusion ici aux embarras nouveaux mais encore peu visible que les victoires du Japon devaient causer à la domination anglaise en Asie. Il s'agit de quelque chose de plus immédiat et de plus grave ; la guerre russo-japonaise a permis aux germes du grand conflit actuel d'être déposés dans le sol européen.

La politique allemande a voulu tirer parti de cette crise qu'elle avait contribué à amener en poussant la Russie aux aventures. Pendant la guerre elle pensa que le moment était venu de mettre, comme on dit vulgairement, la France dans sa poche. Après la guerre elle estima pendant plusieurs années qu'elle pouvait traiter la Russie en vaincue, impuissante à soutenir sa politique traditionnelle, et l'Austro-Allemagne mena les affaires balkaniques sans respecter les sentiments ni les intérêts de la Russie. Pour ne parler que de la France, rappelons que le voyage retentissant de Guillaume II à Tanger est de mars 1905. A ce moment la Russie était au plus mauvais moment de la guerre de Mandchourie. Sans cette circonstance, les hésitations, très réelles, du Kaiser à ouvrir un différend marocain avec la France pour l'attirer par le chantage dans l'orbite de la politique allemande, l'auraient sans doute emporté. L'Allemagne aurait préféré vraisemblablement s'en tenir à sa première et d'ailleurs exacte interprétation de l'accord franco-anglais d'avril 1904, c'est à-dire n'y voir qu'une liquidation coloniale sans menaces pour personne. Mais l'extrême diminution du poids russe en Europe fit croire aux meneurs de la politique allemande qu'ils pouvaient sans grand danger faire violence à la France, la contraindre à se rallier au système allemand, le lui imposer en vue de la lutte anglo-allemande à laquelle les pangermanistes songeaient dès lors depuis plusieurs années. La guerre russo-japonaise a fourni à la politique germanique l'occasion de prendre l'attitude qui devait, dix ans plus tard, aboutir à l'incendie européen.

Il semble bien que, pendant même qu'elle du-

rait, l'Angleterre comprit. La crise d'Algésiras la netteté de la menace allemande non sur le Maroc mais sur l'indépendance même de la politique de la France, obligea l'Angleterre, depuis des années occupée presque exclusivement de colonies, à commencer à se refaire, pour ainsi dire, un esprit européen. Et aussitôt après la paix de Portsmouth, sa diplomatie, qui avait pu considérer le conflit russo-japonais comme utile pour les intérêts britanniques en Chine, travailla à amener un rapprochement qui permettrait à la Russie de collaborer au salut de la liberté de l'Europe. Il n'est pas douteux que l'Angleterre encouragea à Tokyo le renouvellement des tendances qui avaient fait partir en 1901 le prince Ito pour Pétersbourg. Sans doute, avant même la paix russo-japonaise, elle avait signé le 12 août 1905 un renouvellement de son alliance avec le Japon, conclue en 1902 pour une durée de cinq années. Mais elle eut soin de ne publier ce traité nouveau que le 26 septembre c'est-à-dire trois semaines après l'annonce de la conclusion de la paix entre la Russie et le Japon. Dès le 6 septembre le marquis de Landowne, ministre des Affaires étrangères, avait adressé à l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg une lettre explicative destinée à rassurer entièrement la Russie sur le renouvellement de l'alliance anglo-japonaise. Et il est certain que depuis lors l'Angleterre n'a cessé de travailler à faire rentrer cette alliance dans le cadre de sa politique européenne, et à s'en servir pour renforcer le système d'ententes qui était imposé à sa diplomatie par la précision chaque année plus nette de la menace germanique. C'est en 1907 que la pacification politique de l'Asie, qu'elle désirait pour assurer sa sécurité en Europe, se manifesta par des actes diplomatiques.

Nous avons parlé plus haut du traité, annonçant la future alliance, qui fut conclu le 30 juillet 1907 entre la Russie et le Japon. Le 10 juin de la même année, un accord avait été également signé entre la France et le Japon. Il donnait aux deux puissances une garantie assez vague et sans doute très théorique dans les régions chinoises voisines de leurs possessions respectives... « Les Gouvernements de la France et du Japon, disait-il, ayant un intérêt spécial à voir l'ordre et un état de choses pacifique garantis notamment dans les régions de l'Empire chinois voisines des territoires où ils ont des droits de souveraineté, de protection ou d'occupation, s'engagent à s'appuyer mutuellement pour assurer la paix et la sécurité dans ces régions, en vue du maintien de la situation respective et des droits territoriaux des deux parties contractantes sur le continent asiatique. » Ce langage assez vague n'avait peut-être pas très grande valeur en Asie même, mais il était une manifestation : il devait servir à rendre le Japon sympathique à la France, inquiète et irritée jusqu'à un certain point pendant la guerre des Japonais contre ses alliés russes. Cette sorte de réconciliation morale pouvait servir financièrement le Japon : elle devait faciliter à l'Angle-

terre la tâche de conciliation et d'apaisement des querelles asiatiques qu'elle jugeait nécessaire pour faire face à l'orage qui montait en Occident. Elle-même fit un acte pour concilier complètement ses intérêts en Asie avec ceux de la Russie : la vieille querelle de « l'éphant et de la baleine », comme disait Bismarck, devait être liquidée et, le 31 août 1907, sir Arthur Nicholson, ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg, signait avec M. Iswolski, alors ministre des Affaires étrangères, un accord destiné à harmoniser en les départageant les intérêts de la Russie et de l'Angleterre en Perse, dans l'Afghanistan et au Tibet.

Désormais l'alliance anglo-japonaise n'était plus un système opposé à la Russie. Les deux politiques entre lesquelles le Japon avait à choisir en 1901 mais dont l'obstination de la Russie ne lui laissa bientôt pas le choix, se fondirent : le Japon allié de l'Angleterre allait pouvoir devenir allié de la Russie : en l'espèce les Anglais avaient plus en vue l'Europe que l'Extrême-Orient lui-même.

Comment l'entente, puis l'alliance au moins régionale entre la Russie et le Japon ont-elles fonctionné en Extrême-Orient ? Nos lecteurs se rappellent que nous leur avons signalé tous les développements de la politique combinée des Gouvernements de Pétersbourg et de Tokyo. Pour se mettre d'accord il fallait avant tout que la Russie et le Japon délimitassent leurs sphères d'action : c'est ce que ces puissances ont fait en plusieurs étapes, en prenant pour base le partage qui avait été esquissé par la paix de Portsmouth elle-même. A leurs accords publics s'ajoutèrent des accords secrets qui confirmaient l'attribution de la Mandchourie méridionale à l'influence japonaise, tandis que la Mandchourie septentrionale était de plus en plus dévolue, avec le consentement du Gouvernement de Tokyo, à l'influence russe. Bientôt cette entente s'étendit à la Mongolie et il semble bien qu'en 1912 des accords secrets réservèrent la Mongolie intérieure, environ jusqu'au méridien de Pékin, à l'action du Japon, tandis que la Mongolie extérieure était attribuée à l'influence de la Russie.

Nous avons, autant qu'on le pouvait, parlé de ces accords secrets, en particulier au mois de juin 1912, lorsque le prince Katsoura se rendit à Pétersbourg et dans d'autres capitales européennes. Le correspondant du *Times* à Tokyo publiait une note que nous reproduisîmes alors et qui disait : « Il est exact que d'importants échanges de vues ont eu lieu entre la Russie et le Japon pour compléter leurs accords de 1907 et 1910. Leur objet était de définir les sphères d'intérêts respectives de la Russie dans la Mongolie extérieure et la Mandchourie du Nord et du Japon dans la Mongolie intérieure et la Mandchourie du Sud. » L'Agence Reuter recevait vers le même moment de l'année 1912 un télégramme de Pétersbourg disant qu'un nouvel accord, délimitant les sphères d'influence des deux pays en Mandchourie et en Mongolie, avait été récemment con-

clu entre les Gouvernements de Pétersbourg et de Tokyo.

Des questions qui se posaient alors sur place recommandaient à la Russie et au Japon de préciser leurs ententes mandchouriennes et mongoles. On se rappelle comment, au lendemain de la révolution chinoise qui aboutit à l'établissement de la république, les Lamas et princes de la Mongolie extérieure déclarèrent que le lien de vassalité à l'empereur qui les unissait à la Chine étant brisé, ils devenaient libres de déclarer leur indépendance. La Russie les soutint dans cette voie. Elle avait besoin pour cela d'être d'accord avec le Japon, et c'est grâce à son entente avec ce pays qu'elle a pu s'assurer une sorte de protectorat sur la Mongolie extérieure qui est, comme nous l'avons montré à maintes reprises, une dépendance géographique de la Sibérie, dont la véritable limite avec les régions chinoises est marquée par la bande du désert de Gobi et des déserts qui le prolongent à l'Ouest. Depuis lors le gouvernement chinois, après une longue résistance, a dû s'incliner et, comme nous l'avons dit, il signait le 8 juin 1915, avec la Russie un accord reconnaissant l'existence du gouvernement autonome de la Mongolie extérieure, l'influence de la Russie sur ce gouvernement, et se contentant pour la Chine du maintien d'une suzeraineté purement nominale sur les terres du Lama d'Ourga et des autres princes mongols du Nord et de l'Ouest.

Il est possible qu'un nouvel accord non public soit intervenu en même temps que la convention signée le 3 juillet 1916 entre les gouvernements de Pétersbourg et de Tokyo. Dans de pareils pays les délimitations peuvent avoir besoin d'être quelque peu modifiées et précisées à mesure que l'action organisatrice des puissances qui s'y sont partagé l'influence se précise et s'étend. On assure que la Russie a cédé au Japon la section du chemin de fer de Mandchourie s'étendant entre Tchan-tchoun et le Soungari et qu'elle a reconnu aux Japonais le droit de naviguer sur une partie du cours de cette rivière vers Kirine. Quoi qu'il en soit les faits aussi bien que les actes diplomatiques montrent qu'il n'y a aucun fléchissement dans la politique de rapprochement entre la Russie et le Japon.

Il est évident qu'elle est très avantageuse aux deux puissances. Sans doute certains peuvent se demander si elle ne doit pas rapporter aux Japonais des avantages plus substantiels qu'aux Russes. La prise par le Japon de la position que l'Allemagne s'était créée au Chantoung et les facilités qu'il aura de s'immiscer dans les provinces les plus riches de la Chine du Nord-Est représentent incontestablement des bénéfices matériels plus grands qu'un protectorat sur la Mongolie ou que ceux que pourrait procurer l'extension de l'influence russe sur l'extrême ouest chinois ; mais la géographie détermine de toute nécessité l'action de chaque puissance et il n'est pas douteux que le Japon et la Russie, même avec des avantages inégaux, ont grand intérêt à rester d'accord dans leur politique extrême-orientale. Ennemis ils pourraient

se paralyser, se faire un mal énorme, comme l'a révélé la guerre de 1904-1905, qui faillit se terminer par l'épuisement complet du Japon aussi bien que par la défaite de la Russie. Associés au contraire, ils mettent du même côté de la balance extrême-orientale les seuls poids qui seraient capables de s'y faire équilibre, c'est-à-dire que, d'accord, les deux puissances sont à peu près complètement maîtresses de mener à leur gré la politique de l'Extrême-Orient. C'est un fait que nous avons déjà maintes fois constaté; il ne saurait surprendre aucun de nos lecteurs, et il explique assez le maintien de l'alliance russo-japonaise, même en dehors des circonstances européennes actuelles qui la rendent si précieuse pour la Russie.

* *

Cette alliance a en effet une action positive sur le grand conflit actuel : et à cet égard la sage évolution marquée par la politique anglaise après 1905 et déclarée par les accords de 1907 produit ses résultats. Sans doute, le Japon n'est pas intervenu directement dans le conflit : la campagne qu'il a faite à Port-Arthur était purement locale et menée en vue de bénéfices locaux. Mais non seulement la Russie a pu, grâce à ses relations avec le Japon, dégarnir complètement de troupes son Extrême-Orient pour reporter tout son effort contre les ennemis de l'Ouest; mais encore les arsenaux japonais n'ont cessé de travailler à lui fournir des armes et des munitions.

Ces envois, qui se font en toute sécurité par le transsibérien, n'ont vraisemblablement pas été aussi gros que l'imagine l'opinion publique française et qu'essaie de le faire croire le gouvernement allemand, désireux d'apitoyer les neutres et aussi de bien montrer à l'opinion allemande les difficultés contre lesquelles il se débat. Le Japon n'est pas encore un grand pays industriel. Il a des intérêts économiques particuliers à poursuivre même pendant la guerre et qui absorbent une bonne partie de sa capacité de production. Il lui aurait été impossible de satisfaire pour une grosse part les besoins d'une énorme machine militaire comme celle de l'Empire des tsars. Mais néanmoins son appoint a été très appréciable et il a valu à la Russie un avantage correspondant à celui que trouve le Japon lui-même à se faire ainsi le fournisseur de ses alliés, à relever par là le cours de son change, le cours des titres qu'il a placés sur les marchés étrangers, et à améliorer par conséquent d'une manière très large sa situation économique et financière dans le monde.

Si donc la convention du 3 juillet est — comme nous nous sommes efforcés de le démontrer — un fait qu'il faut considérer dans sa suite historique pour ne pas y voir une nouveauté impressionnante et pour ne pas en exagérer le caractère, il confirme la solidité d'un accord précieux pour ceux qui y ont participé directement comme contractants et indirectement comme amis et alliés de la Russie et du Japon.

R. C.

LA GUERRE EN ORIENT

I

En Arménie.

Dans notre dernier Bulletin nous avons constaté que les Russes en Arménie avaient pris, entre le 15 février et les premiers jours de mars, Erzeroum, puis Mouch, puis Bitlis. Depuis lors en deux périodes d'offensive, coupées par une période de défensive assez difficile, qui semble avoir duré pendant le mois de mai et une partie du mois de juin, nos Alliés ont encore avancé et au moment où nous mettons sous presse ils sont maîtres de toute l'Arménie, sauf la partie Sud, vers Kharpout.

Le 14 avril, l'armée du Caucase forçait le passage de la rivière Kara-Dhéré qui se jette dans la mer Noire au port de Surmeneh, à environ 30 kilomètres à l'Est de Trébizonde. C'est sur ces positions que les Turcs avaient essayé de défendre le grand port du Nord-Est de l'Anatolie. Mais, attaqués de front par l'armée russe, tandis que la flotte du tsar les bombardait à gauche, ils ont été obligés de reculer sans même s'arrêter pour essayer de couvrir Trébizonde. Aussi cette dernière ville fut-elle occupée sans combats très violents par les troupes du grand duc Nicolas, le 17 avril : les Turcs se retirèrent dans la direction de Kirésoun, sur la mer Noire, et aussi vers le Sud, en utilisant l'excellente chaussée construite par des ingénieurs français et reliant Trébizonde à Erzeroum par Baïbourt avec un embranchement sur Erzindjan.

* *

La prise de Trébizonde a privé les Turcs de la tête de la seule route qui, avec celle de Rizeh, déjà entre les mains des Russes, conduit des rives de la mer Noire vers l'intérieur de l'Arménie. Trébizonde était en effet le port qui desservait ce pays et même, par des caravanes, les régions de l'Ouest de la Perse. C'est seulement depuis l'ouverture du chemin de fer de Transcaucasie que le commerce de la Perse occidentale avait, et seulement, d'une manière partielle, abandonné la voie de Trébizonde. La population de cette ville était, avant la guerre, d'environ 45.000 habitants, dont 12.000 Grecs et 8.000 Arméniens : ces derniers ont d'ailleurs été massacrés en grand nombre pendant la guerre et au moment même l'évacuation de la place par les Turcs.

Trébizonde est un centre célèbre depuis l'antiquité. C'est là que les 10.000 Grecs de Xénophon aboutirent à la mer, après leur retraite terrible par la haute vallée du Tigre et les montagnes d'Arménie. Lorsque Cyrus fut tué par son frère Artaxercès, à une soixantaine de kilomètres de Babylone, les mercenaires grecs qu'il avait amenés jusqu'au cœur de l'Empire Perse n'avaient plus

qu'à battre en retraite. Ne pouvant se diriger par la voie qui les avait amenés de Cilicie, le long de l'Euphrate, voie tenue par les forces d'Artaxercès et qui traversait d'ailleurs un pays ravagé lors du passage de l'armée de Cyrus, ils durent remonter le Tigre et une fois qu'ils furent arrivés dans la haute vallée de ce fleuve, ils n'eurent plus qu'une alternative, c'était d'aboutir à une des colonies grecques de la mer Noire : la plus proche était Trébizonde. C'est là que finirent les tribulations racontées par Xénophon.

Une histoire, peut-être légendaire, veut que Trébizonde ait été fondée par les Grecs de Sinope, en 756 avant Jésus-Christ. Après la défaite de Pharnace, roi du Pont, vaincu par Jules César, elle devint une colonie romaine que l'empereur Hadrien favorisa grandement. Sa position de débouché sur la mer de la route qui venait de Téhéran et de Tébriç lui assura une grande prospérité. Une partie même des très rares marchandises qui, dans l'antiquité, venaient en Europe de la Chine lointaine et qui ne consistaient d'ailleurs guère qu'en objets de grand prix, comme les soieries, passaient par Trébizonde pour se répandre dans l'Empire romain. Menacée un instant par l'invasion Seldjucide, Trébizonde y échappa à la fois en raison du caractère éphémère de la puissance de cette tribu turque et de l'abri que donnent au littoral du Pont les hautes montagnes qui le séparent du plateau d'Arménie. A la suite du pillage de Constantinople par les Latins et de la fuite de l'empereur, Constantinople devint le siège d'un Empire dissident sous Alexis Comnène : l'Etat qu'il fonda ainsi dura deux cent cinquante ans et fut par conséquent le dernier morceau de la puissance byzantine qui résista à la conquête turque.

Sans doute la ville fut plusieurs fois attaquée mais la force de sa position la défendit. Peut-être ses princes auraient-ils pu se maintenir plus longtemps encore, mais leur corruption et leurs désordres les perdirent. Et quand Mahomet II parut devant Trébizonde, huit ans après avoir pris Constantinople, le dernier des empereurs locaux, David, lui vendit sa couronne et son pays pour une pension et la promesse d'un asile en Europe. Il fut cependant retenu prisonnier et, quelques années plus tard, ses sept fils et lui furent décapités : on connaît l'histoire tragique de sa veuve creusant, de ses propres mains, sur la plage de San Stefano les tombes de son mari et de ses enfants dont les cadavres avaient été jetés à la voirie de Constantinople.

C'est de Trébizonde qu'était natif le cardinal Bessarion, ami du dernier empereur de Constantinople et qui, comme archevêque de Nicée, fit de son mieux pour assurer la réunion des deux églises. Il accompagna son maître aux conciles de Ferrare et de Florence. Non seulement il obtint la pourpre mais même il faillit deux fois devenir pape. C'est surtout comme littérateur qu'il est connu. Il traduisit certaines des œuvres de Socrate, fut un des défenseurs du platonisme et il participa au mouvement des idées de la Renais-

sance italienne, comme ami de plusieurs Italiens illustres, entre autres Cosme de Médicis.

**

A la suite de la prise de Trébizonde, les Russes s'arrêtèrent à peu de distance à l'Ouest de cette ville, sur le littoral, et se bornèrent à se défendre contre les attaques turques sur les positions de Platana, situées à une vingtaine de kilomètres du port. Les efforts du grand duc Nicolas se portèrent alors dans le pays entre Erzeroum et Erzindjan. Les Russes gagnèrent encore un peu de terrain et ils occupèrent, à égale distance entre les deux villes, la ville de Mama-Khatoun au milieu de mars.

Depuis ce moment les Turcs reprirent l'offensive et à plusieurs reprises firent reculer les Russes. Il est certain que dans le courant d'avril les renforts organisés par les Allemands, et dont les transports ont été assurés par des automobiles venues en grand nombre d'Allemagne, ont commencé à peser très lourdement sur les lignes russes. On a pu croire pendant longtemps que l'avance de nos Alliés dans l'Est de l'Asie Mineure était définitivement enrayée.

Les plus durs combats eurent lieu à la fin de mai et les Russes durent évacuer Mama-Khatoun : Les Turcs reprirent même le pays jusqu'à 40 ou 45 kilomètres d'Erzeroum. Mais l'effort de l'ennemi n'a pas donné tout ce qu'on pouvait craindre et depuis le commencement de juillet nous sommes dans une nouvelle période de forte avance russe vers l'Ouest. Nos Alliés ont élargi toutes leurs positions dans le pays qui s'étend au Nord de Trébizonde et à l'Ouest d'Erzeroum : ils ont occupé Baïbourt, puis Goumouch-Kané, mettant ainsi la main sur toute la route de Trébizonde à Erzeroum. Talonnant l'ennemi en retraite, les Russes ont occupé le 25 juillet Erzindjan, où ils ont pris des dépôts d'armes et de munitions. Le 26, le communiqué publié à Pétrograd était ainsi conçu : « Le 25 de vaillants éléments de nos troupes, commandés par le général Youdenitch ont occupé Erzindjan, parachevant la conquête de l'Arménie. »

Voici le résumé que donnait, le 28 juillet, le *Journal des Débats*, des opérations qui ont abouti à ce grand succès.

Pour comprendre ce qui se passe sur le front de près de 350 kilomètres qui va de la mer Noire à Mouch, dans une direction à peu près Nord-Sud, il faut partir de cette notion qu'un tel front n'est tenable qu'à la condition d'être desservi par une route transversale qui assure la liaison entre les différentes parties de l'armée. Une question de ce genre se pose à peine dans nos pays où les routes sont à la densité de une par 3 kilomètres ; mais il en va autrement sur le champ de bataille d'Arménie. La ligne Rizeh-Erzeroum-Mouch formait une de ces transversales. Après la prise d'Erzeroum, les Turcs n'avaient plus derrière eux de base analogue qu'à sept jours de marche en arrière, sur la ligne Trébizonde-Erzindjan-Kharpout. C'est sur cette ligne qu'ils se sont retirés en la défendant, naturellement, par une série de positions avancées.

C'était une ligne extrêmement importante. A sa gauche,

Le grand port de Trébizonde la mettait en communication avec la mer ; au centre, elle s'appuyait sur la ville importante d'Erzindjan, qui a 15.000 habitants, et à droite sur celle de Kharpout, la première barrant le Kara-Sou, la seconde barrant le Mourad-Sou, c'est à-dire les deux grands fleuves de tête de l'Euphrate.

Les Russes, qui avaient attaqué la ligne d'Erzeroum par le centre, attaquèrent celle d'Erzindjan par la droite ; une expédition menée le long de la mer avec la coopération de la flotte les rendit maîtres de Trébizonde. On ne peut que difficilement imaginer une expédition poussant de Trébizonde vers l'Ouest. En fait, les Russes n'ont pas dans cette direction dépassé Platana, gagnant à peine une vingtaine de kilomètres. L'intérêt de la base navale établie à Trébizonde était au contraire de leur permettre un rabattement de l'aile droite vers le centre, face au Sud. C'est ce qu'ils firent. Malheureusement, le terrain que nous avons déjà eu occasion de décrire est très difficile ; il faut gravir, en partant de la mer, les plis successifs des chaînes pon-



tiques. Dans cette ascension, les Russes ne paraissent pas avoir dépassé Jevizlik, à une étape au Sud de Trébizonde.

Pendant que la colonne d'extrême droite, chargée d'exécuter le mouvement tournant était ainsi arrêtée, que devenaient les colonnes chargées d'opérer l'attaque frontale, face à l'Ouest ? Elles avaient à leur disposition deux routes principales. L'une, plus septentrionale, remontait le Tchourok ; les Turcs la barraient entre Ispir et Baïbourt ; l'autre, plus méridionale, conduisait d'Erzeroum à Erzindjan ; à mi-chemin de ces deux villes, à 17 heures de l'une et 18 h. 1/2 de l'autre, se trouvait la position de Mama-Khatoun, l'antique Derexene, dont les hauteurs rocheuses barrent les défilés qui mènent à la plaine d'Erzindjan. Les Russes, dans le premier élan de la poursuite après la prise d'Erzeroum, étaient descendus jusqu'à Mama-Khatoun, situé 500 mètres plus bas, mais les Turcs, jetant en hâte leurs renforts sur ce point important, l'avaient repris. Le 13 juillet, les Russes y rentrèrent de nouveau. A une dizaine de ki-

lomètres plus bas, la route traverse le Kara-Sou sur un pont de pierre de huit arches, long de 150 mètres, le pont de Kotour-Keupri. Les Russes l'enlevèrent le 24 juillet et poussèrent jusqu'à Jibija, à l'entrée de la plaine d'Erzindjan. Cette plaine est un bassin déprimé, en partie marécageux, en général bien cultivé, long de 30 kilomètres, large de 12. Dans ces plateaux déserts, ce sont des bassins fertiles et fermés de cette sorte, traversés par des fleuves et par des routes, qui ont servi à l'établissement des villes. En fait, nous sommes en pays d'oasis.

Pendant que la colonne de Mama-Khatoun arrivait par l'Est en vue d'Erzindjan, la colonne du Tchourok, opérant parallèlement, mais plus au Nord, remportant des succès aussi importants. Le 16 juillet elle enlevait l'important nœud de routes de Baïbourt. De là, deux chemins bifurquaient devant elle. L'un, se dirigeant au Nord-Ouest, était celui-là même que la colonne d'extrême droite attaquait par l'autre bout, par Trébizonde. Les Russes, à partir de Baïbourt, poussèrent sur cette route jusqu'à Goumouch-Kané, où ils entrèrent le 22 juillet, jusqu'à Ardosia, où ils entrèrent le 23. On ne peut douter que les deux colonnes de Baïbourt et de Trébizonde ait fait ainsi leur liaison. L'autre chemin qui part de Baïbourt, se dirige au Sud-Ouest s'élève sur un plateau qui sert de ligne de partage entre les eaux qui vont à l'Est et celles qui vont à l'Ouest. Celles-ci se réunissent pour former le cours du Kalkit-Irmak, l'ancien Lycus. Les Russes sont arrivés le 24 sur le haut cours de ce fleuve, à Kalkit-Chiftlik. Ils étaient là à deux étapes au Nord d'Erzindjan qu'ils débordaient par conséquent par le Nord en même temps qu'ils l'attaquaient par l'Est. Dès lors la chute de la ville était inévitable.

L'avance des Russes ne pouvait évidemment se borner à la partie nord de l'Arménie : leur mouvement s'est étendu également au Sud-Ouest. Dans cette direction ils ont pris Kighi, petite ville située à environ 100 kilomètres d'Erzeroum, à la tête d'une vallée qui conduit à Kharpout et, par Argana et Diarbékir, à la plaine du Tigre. Si la marche de nos Alliés en avant dans cette direction continue c'est une menace sérieuse pour les communications des forces turques qui opèrent contre les Russes dans l'Ouest de la Perse et contre les Anglais en Mésopotamie.

Cette menace serait d'autant plus intéressante pour les Russes qu'actuellement les Turcs font, sans aucun doute, un effort sérieux pour avancer dans le pays à l'Est de Mossoul et séparer de leur mieux, en envahissant la Perse dans cette direction, les forces russes des forces anglaises qui ont remonté le Tigre jusqu'à Kout-el-Amara.

Les Russes occupaient depuis assez longtemps le point de Revandouz, dans le Kourdistan, à quelque 80 kilomètres à l'Est de Mossoul, et les Turcs s'étaient efforcés en vain de les déloger. Mais dans ces derniers temps ils y ont réussi et leurs troupes ont obligé les Russes, qui semblent être arrivés là en franchissant les montagnes qui séparent le lac d'Ourmiah du bassin du Tigre, à reculer. Un peu plus au Sud, comme nous le verrons plus loin, les forces turques ont envahi la Perse et enfoncent ainsi un coin entre les troupes anglaises et les forces du tsar qui opèrent en Arménie.

Il est d'ailleurs probable que dans cette région les effectifs employés de part et d'autre sont

assez petits; le Kourdistan et la Perse orientale sont plus loin des bases des deux armées et plus difficiles que le plateau d'Arménie lui-même. En outre, les mouvements des forces adverses sont d'une rapidité telle qu'on peut croire que les troupes employées sont peu nombreuses. Il est vraisemblable qu'il n'y a rien là qui ressemble aux six corps d'armée au minimum que les évaluations attribuaient aux Turcs opérant en Arménie. Il y a donc moins à s'inquiéter de ce qui se passe sur ce théâtre. Et, jusqu'à présent les craintes que nous exprimions dans notre dernier numéro de voir les Turcs profiter de leur supériorité numérique et du fait que les Russes en marchant vers l'Ouest s'éloignaient de leur base, pour remporter des succès, n'ont pas été le moins du monde justifiées.

II

En Perse.

Dans notre dernier numéro nous avons montré les Russes, qui, sous la poussée turque, avaient reculé d'abord dans la Perse occidentale, reprenant du terrain : à la fin de février nos Alliés avaient occupé Kermanschah et quelques jours plus tard ils étaient arrivés à Kérinde, plus près de la frontière.

Le 10 mai, le communiqué de Pétrograde annonçait que les soldats russes étaient entrés à Kasr-i-Chirine et y avaient saisi un dépôt de munitions. Ce point est à quelque 30 kilomètres de Khanikine, le premier bourg ottoman sur la route de Téhéran à Bagdad. On pensait que nos Alliés joindraient leurs efforts à ceux des troupes britanniques de Mésopotamie. Mais, comme nous le faisons observer dans notre dernier Bulletin, il est probable que les Russes opéraient dans cette région avec des forces très peu nombreuses et qui auraient eu grand-peine à descendre dans la plaine de Mésopotamie pour combattre la sérieuse armée turque qui opère contre les Anglais au Sud de Bagdad.

Dans le courant du mois de mai les Turcs commencèrent à réattaquer les Russes dans la Perse occidentale et, sans doute renforcés, ils arrivèrent à avancer de nouveau vers la fin du mois de juin. Ils réoccupèrent Kasr-i-Chirine, puis Kérinde et enfin le 1^{er} juillet ils obligeaient les Russes, après un combat assez chaud, à évacuer la ville de Kermanschah. Depuis ce moment on n'a pas appris d'avance nouvelle des Turcs qui n'ont probablement pas beaucoup de troupes à distraire des fronts principaux d'Arménie et de Mésopotamie, surtout si, comme on l'annonce, les Austro-Allemands leur demandent d'envoyer des renforts en Galicie pour empêcher la débâcle de l'armée autrichienne et l'entrée en ligne de la Roumanie, qui est fort redoutée en ce moment par les empires centraux.

Une recrudescence de l'agitation intérieure en Perse a coïncidé avec le renforcement des troupes turques et leurs efforts pour reprendre du terrain

sur la route de Bagdad à Téhéran. Des bandes de cavaliers bien armés ont apparu dans le centre de la Perse et se sont livrés à des actes de brigandage dans toute la région comprise entre Ispahan, Téhéran, Sultanabad et Kermanschah. Des agents provocateurs allemands ont fait éclater dans la ville de Kirman une émeute : les Persans qu'ils ont armés, soutenus par soixante Autrichiens, sans doute des prisonniers allemands d'Autriche évadés de Russie, se sont emparés de l'arsenal et du télégraphe de Kirman.

Le *Novoié Vrémia* a publié une traduction de lettres échangées entre l'empereur d'Allemagne et Nizam sultan chargé de commander les petits contingents persans qui entretiennent du désordre sur les derrières des forces russes en Perse. Voici comme ce chef de bandes télégraphiait au kaiser.

« Comptant sur les sentiments de sincère amitié de Votre Majesté pour le monde musulman et occupant le poste de commandant en chef de l'armée nationale persane, j'ai l'honneur d'exprimer à Votre Majesté une gratitude cordiale pour les manifestations de votre sympathie pour nos intérêts nationaux. La Perse espère, avec l'assistance des brillants officiers de Votre Majesté, recevoir l'aide promise par vous sous forme d'armements et vaincre ensuite ses ennemis d'une manière définitive. Que Dieu bénisse la cause sacrée pour laquelle votre empire combat. »

L'empereur a répondu en ces termes :

« Je remercie Votre Excellence de la nouvelle qu'elle me donne de sa nomination au poste de commandant en chef de l'armée nationale persane. Je suis sûr qu'avec l'aide des patriotes et des braves troupes persanes vous réussirez à restaurer le glorieux passé de la Perse de manière qu'elle puisse occuper la place qui lui revient parmi les autres nations du monde. L'envoi en Perse de von der Goltz pacha et d'autres officiers allemands prouve que le gouvernement allemand est désireux de vous montrer toute la sympathie que méritent vos efforts. Que tous les patriotes persans soient assurés que le gouvernement impérial apportera à la nation persane le secours le plus actif dans le but de lui assurer son indépendance nationale qui a été menacée depuis des siècles par les ennemis de la Perse. L'Allemagne espère le triomphe des troupes persanes et prie pour lui. »

Il est d'ailleurs à croire que cette armée nationale n'est qu'un ramassis de bandes sans beaucoup de cohésion et, en tout cas, depuis deux ans elle ne semble pas avoir été capable d'inquiéter sérieusement les troupes russes qui opèrent en Perse. Le gros de la population a sans doute beaucoup plus à redouter de ces coupeurs de routes qu'il ne sympathise avec leur manière de soutenir l'idée nationale persane.

Les Anglais se sont occupés de réprimer les désordres dans les régions de la Perse qui les intéressent particulièrement. De petites troupes de l'Inde ont été débarquées depuis le milieu de l'année dernière à Bouchir et, à la fin d'avril, elles battaient les contingents ennemis qui créaient du

désordre dans les environs de ce port, sur la route de Chiraz. Un peu plus à l'Ouest, une troupe anglaise, à laquelle le cheick de Mohammera, allié de l'Angleterre, a livré passage, vint chasser les Turcs qui, avec l'aide de tribus rebelles, dominaient depuis des mois la province persane du Khousistan ou Arabistan. Les tribus rebelles attaquées par ces Anglais et par les contingents du cheick de Mohammera ont fait leur soumission. Il semble d'ailleurs que, grâce à l'aide du gouvernement de Téhéran qui, comme nous l'avons dit, s'est entièrement rallié aux Anglo-Russes à l'approche des cosaques qui ont été envoyés de Kazvine sur Téhéran à l'automne dernier, les Anglais sont de plus en plus maîtres de la situation dans la Perse du Sud. Ils ont fait nommer comme gouverneur de la province du Fars le prince Firman-Firma, qui fut premier ministre de décembre à mars et a toujours été très fidèle aux Alliés. C'est dans le Fars que les Anglais avaient eu à se plaindre du plus grand nombre d'attentats commis par les brigands, aidés par la gendarmerie persane que commandaient des officiers suédois ralliés à la cause allemande. En outre, le prince Nor es Sultaneh a été nommé gouverneur de la province de Kirman; c'est aussi un personnage dont les Anglais croient pouvoir être absolument sûrs.

Depuis lors, une petite colonne anglaise partie de Bender-Abbas est entrée à Kirman dans les premiers jours de juin. Elle était commandée par sir Percy Sykes, le meilleur spécialiste de l'Angleterre actuelle en ce qui concerne les affaires de Perse. Sir Percy Sykes parle admirablement la langue, il a été, de 1906 à 1913, consul général dans la province du Khorassan, il a publié une remarquable histoire de Perse qui a paru l'an dernier. Depuis le commencement de la guerre, il a été chargé d'organiser une force militaire dans le Sud de la Perse et nommé pour remplir cette fonction brigadier général. Il débarqua à Bender-Abbas le 16 mars, et malgré les prophéties des pessimistes, il réussit à lever un grand nombre de recrues; ainsi il constitue la police militaire de la Perse méridionale. Il a commencé avec cette force à faire la chasse aux bandes organisées par les Turcs et les Allemands et il espère bien réussir dans son entreprise de pacifier la Perse du Sud comme les Russes pacifient la Perse du Nord.

III

En Mésopotamie.

Le grave événement que nous faisons prévoir dans notre dernier Bulletin s'est produit en Mésopotamie : le 29 avril, après cent quarante-trois jours de siège, l'armée du général Townshend, qui était cernée à Kout-el-Amara, a dû se rendre aux Turcs. D'après le communiqué anglais, qui annonçait cet événement, la force capturée par l'ennemi s'élevait à 2.970 Anglais et 6.000 Indiens de tous rangs. C'était ce qui restait des 18.000 ou

20.000 hommes qui avaient pris Kout-el-Amara le 28 septembre et dont une partie avait marché sur Bagdad. Après avoir vaincu les Turcs à Ctésiphon le 2 novembre, Townshend s'était trouvé le lendemain en présence de quatre divisions ennemies de renfort et avait dû se replier jusqu'à Kout-el-Amara.

Voici les éphémérides de ce siège : le 3 décembre l'armée du général Townshend en retraite rejoignit sa base de Kout-el-Amara; elle y fut presque immédiatement entourée et, le 8 décembre, de fortes attaques turques commencèrent qui durèrent cinq jours. Le 25 décembre nouvelle attaque. Dans l'intervalle une force anglaise de secours s'était réunie à Imanali-Gherbi à 120 kilomètres en aval de Kout sur le Tigre. L'étiage des eaux avait rendu son transport par fleuve très difficile jusqu'à ce point. Le 6 janvier elle se mettait en route pour secourir le général Townshend en marchant sur les deux rives du Tigre. Après avoir franchi 35 kilomètres elle fut attaquée par des forces turques très supérieures en nombre à Cheikh-Saad : l'ennemi battit en retraite. Mais le 21 janvier les positions de Oum-el-Hannah à environ 35 kilomètres de Kout furent en vain attaquées par les Anglais. Pendant longtemps la colonne de secours resta immobile après cette attaque. Enfin le 8 mars les Anglais attaquèrent sur la rive droite les positions turques de Es-Sinn : l'ennemi ne put être délogé. Un mois plus tard, le 5 avril, nouvel effort des Anglais. Le général Goringe, chef de l'expédition de secours, attaquait les positions turques de Félaieh et les emportait. Il était alors à vol d'oiseau à une trentaine de kilomètres du général Townshend. Mais le 9 avril les Anglais étaient arrêtés devant les positions plus fortes de Sanna-i-Yat à 5 ou 6 kilomètres plus haut et une contre-attaque turque leur faisait perdre du terrain. Le 18 avril, sur la rive droite, les Anglais arrivaient à 17 kilomètres seulement de Kout et infligeaient des pertes très sérieuses aux Turcs dans une contre-attaque en masse lancée par ceux-ci. Malheureusement sur la rive gauche, ils restaient en échec et ils subissaient des pertes en essayant d'emporter les lignes de Sanna-i-Yat. A ce moment la garnison était arrivée au dernier degré de privations. On essaya de faire passer de nuit des navires de vivres sur le Tigre, ils furent malheureusement pris à 7 kilomètres environ des avant-postes du général Townshend. Comme nous venons de le voir, ce dernier dont les troupes étaient affamées se vit obligé de capituler quelques jours plus tard.

Il semble que des fautes graves aient été commises par l'armée de secours dont la tâche était rendue d'ailleurs très difficile par l'inondation. Comme beaucoup de fleuves à eaux limoneuses et à grandes crues, le Tigre a colmaté la région immédiatement voisine de ses rives, mais à quelque distance de chaque côté, sont des dépressions où croupissent des marais. Il en résulte que les Turcs en établissant des tranchées entre le fleuve et ces marais étaient assurés de ne pas être tournés

et obligeaient leurs ennemis à des attaques de front. Or, le pays présente ce caractère dans toute la région en aval de Kout, et les positions de Oum-el-Hannab, de Félaïeh, de Sanna-i-Yat et de Es-Sinn se composaient de tranchées partant du fleuve et aboutissant à droite et à gauche à des marais infranchissables.

On dit cependant que, au moins dans une circonstance, le 8 mars au matin, les troupes anglaises avaient réussi à faire occuper par leurs avant-gardes les principales positions d'Es-Sinn, que les Turcs avaient à peu près abandonnées, et que c'est la lenteur avec laquelle on fit avancer le gros de l'armée pour soutenir l'avant qui permit à l'ennemi de se ressaisir et de garnir des tranchées qui, défendues sérieusement, étaient presque impossibles à enlever.

Les soldats du général Townshend, et d'ailleurs toutes les troupes opérant en Mésopotamie, ont fait preuve de la plus grande endurance; outre l'ennemi résolu, dont l'énergie et l'habileté peuvent se mesurer à ce fait qu'à la bataille de Ctésiphon les Anglais eurent entre 5.000 et 6.000 tués et blessés, le climat très aigre en hiver, très chaud en été, fertile en fièvres, en dysenteries et en coups de soleil a fait de nombreuses victimes.

Après un mois et demi d'isolement, vers le milieu de février, les troupes de la garnison de Kout commencèrent à supporter de véritables privations bien que le 24 janvier on eût découvert dans les maisons de la population indigène de la ville, nombreuse d'environ 4.000 individus, des approvisionnements assez considérables qui furent réquisitionnés, leurs propriétaires étant désormais mis, comme les soldats, au régime des rations. En février, le lait commença à manquer pour les malades et les blessés. A partir de ce moment les rations ne firent que diminuer. Lorsque la capitulation s'imposa les régiments qui occupaient les lignes avancées y étaient restés pendant une quinzaine sans relève; les hommes étaient trop faibles pour emporter leur sac et leurs armes. Depuis longtemps tous les animaux de la cavalerie, de l'artillerie et du train avaient été abattus et mangés.

On cite à cet égard une anecdote qui est bien anglaise. La dernière mule qui fut sacrifiée avait fait trois campagnes à la frontière de l'Inde et on lui faisait porter au cou les rubans des médailles les rappelant : le boucher refusa trois fois de la tuer, mais il dut finir par s'y résigner.

Le manque de tabac fut une grande privation. On chercha une foule de moyens de le remplacer. Une herbe du pays servit jusqu'au commencement d'avril. Ensuite on fuma des feuilles de thé desséchées après avoir fourni leur infusion. Tous les moyens furent employés pour augmenter les vivres; on sema des graines, on étendit même les superficies cultivées en se servant de graines qui avaient été demandées par le sans fil et envoyées par des aéroplanes. Malheureusement la pression de l'ennemi fit perdre le terrain nécessaire à cette horticulture.

Pendant les derniers jours, au moment où on

se décida à essayer de faire passer deux bateaux fluviaux chargés de vivres qui, comme nous l'avons dit, furent capturés, des sacs de sel, de farine et du thé furent jetés sur Kout par des aéroplanes. C'est dans ces conditions que la garnison avait tenu pendant près de cinq mois, subissant à un certain moment un bombardement violent, qui ne cessa d'ailleurs jamais de se reproduire pendant quelques heures chaque soir, outre la grêle de balles de fusils et de mitrailleuses qu'un tir indirect envoyait sur la petite superficie occupée par les Anglais pour y rendre tout mouvement dangereux.

Constatons que les Turcs et en particulier leur chef, le général Khalil, se conduisirent en gentleman envers les prisonniers et permirent aux Anglais de l'armée de secours d'envoyer à Kout, aussitôt après la capitulation, des navires de vivres. Les blessés furent échangés immédiatement. Les relations entre les Turcs et leurs prisonniers prirent une forme singulièrement cordiale. C'est un contraste qu'il est bon de signaler avec les traitements ignobles souvent infligés aux prisonniers, en particulier anglais et russes, tombés aux mains des Allemands et internés en Allemagne.

Les événements militaires se sont beaucoup ralentis dans la plaine du Tigre depuis la chute de Kout-el-Amara et l'on n'a guère de nouvelles de ce théâtre des opérations. Celles que l'on a reçues ont d'ailleurs signalé des succès anglais. Le 19 mai, le général sir G. Goringe a réussi à enlever la redoute de Doujaïlar, le centre principal de la position d'Es-Sinn sur la rive droite du Tigre. Immédiatement après les Turcs ont reculé sur cette rive du Tigre jusqu'au Chatt-el-Haï, cet affluent du fleuve qui emporte les eaux du Tigre vers l'Euphrate, dans lequel il débouche à Nasiriyeh. Les avant-gardes anglaises sur la rive droite du Tigre sont en face de la ville de Kout qui, comme on le sait, est dans une boucle que fait la rive gauche du fleuve. Si ce mouvement avait pu être opéré un mois plus tôt la garnison de Kout eût été secourue. Peut-être, à vrai dire, les Turcs n'ont-ils pas éprouvé le besoin de résister sur la rive droite du Tigre après que l'arrivée des Anglais à portée de Kout ne pouvait plus sauver le corps du général Townshend. Le Chatt-el-Haï est d'ailleurs une ligne de défense qui, fortifiée, vaut largement les positions d'Es-Sinn sur la rive droite.

Au lendemain de ce succès du général Goringe on a cru que les Turcs seraient obligés d'évacuer les positions d'Es-Sinn rive gauche qu'ils occupaient encore et qui pouvaient être désormais prises d'enfilade par les batteries anglaises qui s'étaient avancées sur la rive droite. Il n'en a cependant rien été et le communiqué britannique du 14 juillet signalait que les mitrailleuses et l'artillerie ennemies étaient actives sur la rive gauche du Tigre jusque vers Sanna-i-Yat, c'est-à-dire sensiblement en aval d'Es-Sinn. Il semble donc bien que les Turcs n'ont évacué les positions qu'ils occupaient à Es-Sinn sur la rive droite

que parce qu'ils trouvaient bon de les reporter derrière la ligne d'eau du Chatt el-Haï; celle du Tigre, qui la continue à l'Est, a permis aux Turcs de maintenir toutes leurs positions de la rive gauche jusqu'à Sanna-i-Yat.

Quelques jours après le succès remporté le 19 mai à Doujaïlar par le général Gorringer une petite troupe de cosaques rejoignit le 22 mai le quartier général de l'armée anglaise en aval de Kout. Ces cosaques venaient de Kasr-i-Chirine et ont réussi ainsi à accomplir un raid très aventureux d'un peu plus de 300 kilomètres. L'entreprise était d'autant plus risquée que la partie montagneuse de cette route est occupée par des tribus kurdes qui sans aucun doute étaient hostiles aux Russes.

Il ne faut d'ailleurs pas attribuer une grande importance pratique à cette jonction qui n'a guère été que symbolique : quelques dizaines de cosaques ne pouvaient apporter un concours sérieux au général Gorringer et représentaient la minuscule avant-garde des troupes russes elles-mêmes sans doute peu nombreuses qui occupaient la ville de Kermanschah, reprise depuis par les Turcs. Ce n'est pas, étant données la longueur et la difficulté des communications, à travers la Perse que les Russes pourront sérieusement aider les Anglais de Mésopotamie, c'est en menaçant, comme ils le font par leur marche au Sud-Ouest d'Erzérourm, le chemin de fer de Bagdad et les lignes de communications de l'armée ottomane qui contient les troupes du général Gorringer. Si celles-ci reprennent l'offensive tandis que les Russes pousseront dans le Sud-Ouest de l'Arménie, la situation des armées turques de la région de Bagdad deviendra singulièrement risquée. Il n'est pas impossible que des décisions soient obtenues de ce côté à l'automne, lorsque le climat de Mésopotamie sera moins intolérable. Dans cette saison la chaleur est telle, en effet, que les troupes de part et d'autre ne peuvent guère fournir d'effort à moins de s'exposer à un nombre considérable de décès par insolation et coups de chaleur. Il faut attendre octobre et le retour d'une fraîcheur relative pour que les opérations puissent reprendre plus de vigueur. A ce moment les Anglais auront pu remédier à l'insuffisance constatée de leur organisation militaire en Mésopotamie.

On ne saurait attacher aucune importance aux nouvelles qui arrivent de temps à autre de petites attaques arabes sur les postes anglais du bas Euphrate ou sur les lignes de communications des Anglais dans la région de Bassorah. Les Turcs ont armé un certain nombre de nomades, lesquels ne peuvent d'ailleurs manquer d'être hostiles aux Anglais, mais les tentatives de ces indigènes sur les lignes de communications anglaises ne sont qu'un petit embarras analogue à celui que peuvent causer à des troupes françaises opérant dans le Sud-Algérien quelques rezzous venant du Tafilet. Les Anglais ont d'ailleurs, pour résister à ces tentatives, des auxiliaires arabes qu'ils font soutenir par de la cavalerie indienne. De ce côté

l'insurrection du chérif de la Mecque pourra être très utile à nos Alliés.

**

Nous avons signalé dans notre dernier numéro les vives critiques dont la conduite des opérations de Mésopotamie étaient l'objet. Le *Times* en particulier s'était distingué par sa vivacité : il demandait que l'on établît qui était responsable de la marche imprudente du général Townshend de Kout-el-Amara sur Bagdad. Il dénonçait l'insuffisance des moyens de transport terrestres et fluviaux donnés à l'expédition de Mésopotamie et il dénonçait aussi la misère du service de santé dont un grand nombre de malades et de blessés avaient été victimes. A cet égard des paroles autorisées lui donnaient raison, puisque M. Chamberlain, secrétaire d'Etat pour l'Inde, avait parlé de la « lamentable faillite » du service sanitaire en Mésopotamie.

Les réclamations et les protestations auxquelles ces faits ont donné lieu ont encore pris plus de violence depuis que nous avons publié notre dernier numéro. Des paroles d'une incroyable vivacité ont été prononcées, même à la Chambre des Lords où l'on mesure cependant d'ordinaire très soigneusement son langage. Nous voulons en donner au moins un échantillon. Le 12 juillet le duc de Somerset disait qu'il avait eu le matin même la chance de lire trois ou quatre lettres venant d'officiers du corps expéditionnaire de Mésopotamie. « Les cruautés que nos hommes ont eu à endurer par suite de l'incompétence des autorités de l'Inde et de la métropole sont, dit-il, inqualifiables. Tout le monde sait ce que nos soldats ont souffert lorsqu'ils ont été pris par les Allemands — mais ceux-ci sont des sauvages et l'on ne pouvait rien attendre d'autre d'eux. Cependant nos soldats ont souffert encore pis du fait du désordre qui a régné en Mésopotamie. Il est arrivé qu'un millier de blessés aient descendu le fleuve dans un bateau où il n'y avait qu'un seul médecin et un infirmier pour les soigner. Tous étaient mêlés : officiers, soldats anglais et indigènes, dysentériques et blessés dont les membres étaient brisés. Il n'y avait pas à bord une goutte de morphine ni le moindre flacon de chloroforme. La blessure d'un des officiers n'a pas été pansée une seule fois depuis le moment où il fut ramassé sur le champ de bataille jusqu'à celui où il arriva à Bombay; c'est la chose la plus honteuse que j'ai jamais lue. Qui est à blâmer? Dieu le sait. Mais il doit y avoir quelqu'un à blâmer dans la métropole et je pense que l'officier qui commande l'armée de l'Inde est chargé d'une terrible responsabilité. »

De son côté, le *Times* continuait sa campagne. Il dénonçait la folie de la marche de Kout-el-Amara sur Bagdad. Cette marche, d'après lui, a été entreprise avec une force absolument insuffisante, puisque le général Townshend ne disposait plus, assure-t-il, que de 11.000 hommes avec 28 canons. Des dépêches ont été publiées justifiant dans une large mesure l'accusa-

tion du *Times* et montrant que, sans dire formellement que l'entreprise était insensée, ce qui eût été difficile dans une correspondance avec son chef, le général Townshend avait donné son avis sur les forces nécessaires pour la mener à bien, forces infiniment plus considérables que celles qu'il avait à sa disposition. Le *Times* a, comme le duc de Somerset, dénoncé l'insuffisance complète du service de santé et à plusieurs reprises il a attiré l'attention sur une faute très grave qui aurait été commise par le général Aylmer, le 8 mars au matin, lorsqu'il trouva les positions d'Es-Sinnvides de Turcs et qu'il aurait pu, d'après les critiques de la campagne, arriver en quelques heures à Kout-el-Amara. Au lieu de cela les forces anglaises s'arrêtèrent, donnèrent le temps aux Turcs de garnir leurs tranchées et l'isolement du général Townshend ne put être rompu : faute qui rendit inévitable la capitulation du 29 avril. Le *Times* a insisté plusieurs fois sur ce fait, de même qu'il a dénoncé le désordre et l'imprévoyance avec lesquels l'expédition du général sir Yan Hamilton avait été embarquée en Egypte, puisque, d'après le grand journal anglais, quand elle arriva aux Dardanelles elle dut renoncer à se mettre à terre, le débarquement des choses qui lui étaient immédiatement indispensables étant rendu impossible par la manière dont les bateaux avaient été chargés. Il fallut revenir en Egypte et perdre un mois.

Nous ne pouvons que citer ces critiques sans donner ni même avoir d'avis en ce qui les concerne. Il est clair que des erreurs ont été commises en Mésopotamie et que des fautes colossales ont rendu vains les sacrifices des Dardanelles. Mais seule une enquête approfondie pourra faire la lumière sur la nature exacte de ces fautes et sur les responsabilités.

Une campagne comme celle qui était menée dans les Chambres et dans la presse ne pouvait manquer d'aboutir à une telle enquête. A plusieurs reprises, le 13 et le 14 juillet notamment, des membres du Parlement réclamèrent vivement au gouvernement la publication des correspondances échangées entre les autorités de la métropole et de l'Inde et le corps expéditionnaire de Mésopotamie.

Le gouvernement promit de publier ces documents aussitôt que cela n'aurait pas d'inconvénients : il avait d'ailleurs déjà reconnu que des fautes graves avaient été commises puisque la direction des opérations de Mésopotamie a été retirée il y a quelque temps aux autorités militaires de l'Inde et transférée au ministère de la Guerre à Londres. Le 21 juillet, sir E. Carson demandait au gouvernement de nommer une commission d'enquête. M. Asquith se rangeait à cet avis et le 28, après des débats assez animés qui avaient commencé le 25, la nomination de deux Commissions chargées d'enquêter l'une sur la Mésopotamie et l'autre sur les Dardanelles était définitivement votée par les Chambres, avec un programme définissant le terrain de leur examen et les pouvoirs qui leur seraient conférés.

Nous aurons certainement à revenir sur cette affaire, mais nous avons voulu dès maintenant signaler l'émotion qu'elle a soulevée dans les milieux politiques anglais, et qui confirme d'ailleurs les impressions que l'on ne pouvait manquer d'avoir sur les erreurs commises en Mésopotamie et aux Dardanelles.

Les champs d'opérations militaires DANS L'ASIE ANTÉRIEURE

(Notes géographiques.)

IV

Natura non facit saltus, répètent volontiers les naturalistes. Les géographes ne sont pas pour contester l'exactitude de cet adage, car leurs études leur permettent d'en vérifier chaque jour, la parfaite justesse et, en ce faisant, de rectifier plus d'une idée trop communément accréditée. Tel est précisément le cas pour la Mésopotamie. Celle-ci ne commence pas — comme on est trop fréquemment tenté de le croire — immédiatement au Sud des plateaux de « l'Arménie majeure » des vieux auteurs et des plateaux moins élevés de l'Iran ; entre elle et eux, il y a une transition, ménagée par les différentes parties du Kurdistan : Kurdistan turc des anciens géographes « bas Kurdistan » d'Elisée Reclus, Kurdistan iranien et Louristan.

C'est une suite de contreforts et d'avant-monts qui se développe sur une longueur d'environ 900 kilomètres et sur une largeur allant de 100 à 200 kilomètres, et qui se prolonge encore au Sud du Louristan dans l'Arabistan ou Khouzistan et dans le Farsistan. On pourrait assez exactement la définir en disant d'elle qu'elle constitue la frange méridionale du plateau arménien et la frange occidentale du plateau de l'Iran. Orienté d'abord d'Ouest en Est, puis du Nord-Nord-Est, au Sud-Sud-Est, ce feston montagneux commence par s'épanouir au Sud du Taurus arménien, depuis l'Euphrate jusqu'aux montagnes de l'Azerbeïdjan persan ; voici ensuite, en plein cœur du Kurdistan, au Sud-Est du lac de Van et dans l'Ouest du lac d'Ourmia, un véritable nœud orographique, où se soudent les unes aux autres les dernières projections du Taurus et les rides montagneuses qui dessinent en avant du plateau iranien le rebord de ce même plateau. Puis ce sont ces rides elles-mêmes, parallèles les unes aux autres, mais de moins en moins altières, descendant graduellement dans l'Ouest de l'Iran jusqu'à la plaine parcourue par le Tigre, comme le font loin dans le Nord, après s'être relevées dans le Taurus de Mésopotamie, les hauteurs qui

(1) Voir le numéro précédent de *l'Asie française*, p. 18-25.

viennent finalement expirer en plein cœur de la Mésopotamie septentrionale.

Essayons de déterminer succinctement, autant du moins que le permet l'imprécision des connaissances géographiques, les principaux traits physiques des différentes parties de cet immense feston.

A. De hautes montagnes, enserrant de petites vallées et un plateau ondulé, borné au Sud-Ouest par le Tigre et coupé sur plusieurs points par de nombreux affluents de ce fleuve, voilà comment Rawlinson définissait, il y a trois quarts de siècle, la partie la plus septentrionale de la zone de transition intercalée entre Arménie et Mésopotamie. Peut-être convient-il de revenir sur certains traits de cette vue d'ensemble, pour les préciser davantage. Il semblerait plus exact de voir, dans la partie nord-occidentale du Kurdistan, un terrain profondément tourmenté, couvert par deux séries de gradins, s'abaissant l'une et l'autre vers le Sud et conduisant : la première jusqu'au fond d'un bassin lacustre qui s'est vidé du côté du Sud-Est, par les défilés dans lesquels coule en grondant le grand fleuve de la contrée, la seconde jusqu'à la Mésopotamie elle-même. Le Mehrab-Dagh, entre Euphrate et Djidjlé, le Karadja-Dagh plus au Sud-Est, les monts de Mardin, le massif dolomitique de Tour-Abdin et ses prolongements orientaux, voilà les principaux jalons de la ligne incurvée qui délimite du côté du Midi l'ancien bassin lacustre de Diarbékir ; au septentrion, les plateaux de plus en plus bas par lesquels finit le Taurus du Tigre, ce talus méridional du plateau arménien, bornent ce même bassin. Ce sont partout moyennes montagnes, atteignant plus de 3.000 mètres, et semblant vouloir prendre les caractères de la haute montagne au Nord, dans le Niphathès des anciens ; au Sud, le Karadja-Dagh, le plus élevé des segments montagneux dont l'ensemble porte le nom de Taurus du Tigre, atteint seulement près de 2.000 mètres, à son point culminant, qui domine d'assez près le cours supérieur du Tigre, et de bien plus loin les plaines basses jusqu'où plongent leurs racines les dernières marches du long escalier menant depuis la haute Arménie jusqu'à la plaine d'Edesse et jusqu'à l'Euphrate.

Entre les deux systèmes du Taurus de Mésopotamie et du Taurus du Tigre, qui développent d'Ouest en Est, l'une en face de l'autre, leurs longues concavités depuis l'Euphrate jusqu'au pays des Hakkiari, dans le Sud du lac de Van, le fond de l'ancien lac se creuse dans la direction générale du Nord-Ouest au Sud-Est. C'est ce qu'indique le cours du haut Tigre occidental ou Djidjlé. Celui-ci en effet, dont l'altitude est supérieure à 1.000 mètres, au moment où il entre dans les défilés par lesquels il débouche dans le bassin de Diarbékir, n'est plus qu'à 660 mètres (ou peut-être même 579 mètres), à Diarbékir même ; il est encore sensiblement descendu plus en aval, avant de s'engager dans les longs couloirs au sortir desquels il ne se heurte plus à aucun obstacle sérieux. Mais cette différence d'al-

titude ne s'opère que peu à peu et même (si l'on peut dire) gradin par gradin, du moins du côté du Nord. La plaine de Diarbékir ne se confond nullement avec le bassin supérieur du Tigre ; elle est beaucoup moins étendue, car les plateaux, les contreforts, les avant-monts en réduisent singulièrement la superficie. Voilà ce dont on se rend bien compte quand, au sortir des défilés où gronde le Bitlis-Tchaï en aval de Bitlis, on tourne le dos à cette rivière pour gagner diagonalement en obliquant du Nord-Est au Sud-Ouest, la ville de Diarbékir. Ce sont d'abord, par Doukhan, Kermita et Ziaret, de perpétuels escaliers qu'il faut monter et descendre pour passer d'une vallée dans une autre, mais peu à peu, l'aspect du relief se modifie : les croupes s'abaissent et s'épanouissent ; puis c'est la plaine, une immense plaine d'alluvion à travers laquelle le Tigre serpente paresseusement et forme d'innombrables méandres. Même transformation dans le climat, qui contraste déjà sensiblement avec celui du plateau arménien, surtout dans la vallée du Tigre. Toutefois, bien que moins violents, les écarts de température sont encore très considérables dans le bassin de Diarbékir ; les moyennes de l'hiver et de l'été sont distantes de 46° (— 11° en hiver et + 36° en été) et les extrêmes sont — 20° d'une part et + 45° de l'autre. Les parties les plus basses du pays de Diarbékir demeurent encore deux mois par an recouvertes de neige, mais des dix autres mois de l'année, cinq sont des mois de pluies et les cinq derniers mois de sécheresse. Ainsi le régime climatique de la contrée n'est guère comparable à celui de la patrie des Haïkans.

Mieux peut-être que tout autre le comte de Cholet, a fait sentir la différence existant entre les deux pays situés au Nord et au Sud du Taurus du Tigre. Dès le milieu de février, lorsque le voyageur s'éloigne de Bitlis en descendant la « délicieuse » vallée du Bitlis-tchaï, il remarque que « la neige a presque disparu dans la vallée... ; pour la première fois depuis de longs mois, écrit-il (1), nous pouvons admirer sans grelotter le paysage pittoresque qui nous entoure ». A partir de Ziaret, les modifications sont plus sensibles encore ; « la neige ne nous apparaît maintenant que de loin en loin, et déjà nous sentons avec joie les premiers souffles du printemps... Après tant de jours de froidure et de privations, nous jouissons pleinement des premiers rayons de soleil qui nous échauffent ». Plus on descend, plus la chaleur s'accroît ; avant même d'avoir atteint Djefan et les bords du Yéziditchan-sou, « nous avons (constate le voyageur) présentement une température de 10 à 12 degrés, au lieu de — 15 ou de — 20 que nous rencontrions à Bitlis ». Dès lors, le touriste peut, une fois l'étape terminée, s'asseoir à la porte de son logis et se reposer tranquillement, débarrassé de toutes fourrures et de tous manteaux inutiles, réchauffé par le prin-

(1) Comte DE CHOLET : *Arménie, Kurdistan et Mésopotamie*, p. 241. Les citations qui suivent se trouvent aux pages 241-244 du même ouvrage.

temps qui l'environne de toutes parts. A la date du 20 février, entre Bismil et Diarbekir, c'est-à-dire sur les bords mêmes du Tigre, les terres sont détrempées par la fonte des neiges. Il n'en est guère encore ainsi, sur le plateau arménien, trois mois plus tard ! Le contraste n'est pas moins saisissant au point de vue hydrographique. Alors en effet qu'au Nord du Taurus arménien les torrents sont encore dans leur période de « maigres », et doivent attendre pendant de longues semaines la fonte des neiges qui gonflera leurs eaux et qui leur permettra de remplir leur lit, les rivières qui arrosent le bassin de Diarbekir sont déjà en pleine crue. Comment pourrait-il en être autrement quand les neiges, épaisses parfois de plusieurs pieds, fondent sous l'action du soleil à l'intérieur et sur tout le pourtour de cette vaste conque ? Dès les premiers jours de mars, des rivières comme le Yéziditchan-sou et le Batman-tchaï deviennent infranchissables dans la plaine ; larges alors de plus de 200 mètres, profondes de plus de 2 mètres, roulant des flots tumultueux animés d'une vitesse considérable, elles ne sont plus guéables que dans la partie supérieure de leur cours. Comme ses affluents, le Tigre lui-même cesse alors de couler à l'étiage ; le volume de ses eaux, accru par le tribut considérable que lui apportent continuellement affluents de droite et affluents de gauche, va toujours croissant, jusque vers le milieu de mai, la profondeur du lit et la rapidité du courant grandissent sans arrêt. Puis, comme les pluies ne suppléent plus aux neiges de l'hiver et n'alimentent plus les sources des cours d'eau, ceux-ci diminuent rapidement ; ils tombent bientôt à l'étiage pour ne plus se gonfler, temporairement, que pendant quelques semaines de l'automne, avant de redescendre encore au plus bas pendant les mois de l'hiver.

Tel est le régime de tout le réseau pluvial de la contrée dont le Tigre occidental constitue la principale artère. La branche ultime du Djidjlé, l'Argana-sou naît non loin du coude de l'Euphrate à Télék, entre deux des chaînons qui marquent la transition entre le Taurus du Tigre et le Taurus en-deçà de l'Euphrate ; puis il se fraie péniblement un passage à travers des montagnes auxquelles il échappe aux environs d'Argana, et il pénètre, non pas encore dans la plaine, mais déjà dans le bassin de Diarbékir. Il s'y grossit tôt après du Dibéné ou Tzébéné-sou, sorti du pays des Trois-Lacs (Outch Gheul). Dès lors, le Chatt el Djidjlé, le Tigre occidental est vraiment formé. Il se gonfle encore, en coulant dans la direction nord-sud que lui a imposée le Dibéné sou, des eaux que lui apportent quelques tributaires torrentueux étroitement venus des montagnes qui limitent sa rive droite, puis il pénètre à Diarbékir dans la belle et vaste plaine à qui cette capitale de la contrée impose son nom. Mais voici que bientôt les contreforts abrupts du « Mont noirâtre », du basaltique Karadja-Dagh imposent au Chatt el Djidjlé une nouvelle direction ; le Tigre occidental coule dès lors d'Ouest en Est, plus ou moins contenu sur sa rive droite par les promon-

toires septentrionaux du Karadja-Dagh et par les assises calcaires et crétacées des monts de Mardin. Bientôt la plaine, surtout développée au Nord du fleuve, se resserre ; plateaux et avant-monts se rapprochent et, en aval du confluent du Batman-sou, le Chatt el Djidjlé ne peut plus changer constamment de lit, comme il le faisait en amont, sur le dépôt alluvial constituant dans la plaine de Diarbékir le fond de sa vallée. C'est que déjà, entre l'Achit-Dagh et les contreforts du massif dolomitique de Tour-Abdin, les défilés ont commencé. Ils vont se prolonger pendant plus de 300 kilomètres, tant que le fleuve n'aura pas pu échapper à l'étreinte des montagnes qui l'emprisonnent et semblent vouloir l'empêcher de gagner la plaine : le massif de Tour-Abdin et ses contreforts basaltiques sur sa rive droite, les monts des Hakkari et surtout le Djoudi sur sa rive gauche. Sous l'action des eaux que lui ont apportées des montagnes ses différents tributaires de droite et de gauche, le Djidjlé avait déjà, en plaine même, modifié graduellement sa vitesse et son volume ; il modifie bien plus encore l'une et l'autre durant ce nouveau cours héroïque, qui le fait descendre de 300 mètres entre Diarbékir et Djezireh ibn Omar, de 400 mètres entre Diarbékir et Mossoul (1). « Encaissées entre de hautes falaises calcaires, ses eaux, dans des détours sans fin, se précipitent, en les couvrant d'écume, sur les gigantesques blocs de rochers éboulés dans son lit, ou se ruent en mugissant dans les profondes excavations qu'elles creusent progressivement dans la zone friable (2). » Voilà comment le comte de Cholet a vu le Tigre quand il l'a descendu à l'époque des crues printanières ; Müller-Simonis, qui l'a suivi un peu plus tôt dans la saison au temps de l'étiage, lui a naturellement trouvé beaucoup moins d'impétuosité. » Dès que le Tigre cesse d'être enserré dans de sauvages défilés, il coule paresseusement » écrit-il (3) ; de là des contrastes très brusques, qui ajoutent au charme du voyage et à la beauté des paysages.

Des tributaires dont se grossit le Djidjlé au long de son « cours héroïque », — Batman-tchaï, né sur le versant méridional des monts de Mouch ; Yézidkhan-sou, sorti d'une des grandes trouées faisant communiquer la vallée du Mourad-tchaï avec le bassin de Diarbékir ; Botan-sou enfin, — le plus considérable est ce dernier, qui porte encore le nom de Tigre oriental comme le Mourad-tchaï celui d'Euphrate oriental. Pour être moins long d'un sixième que le Djidjlé (250 kilomètres au lieu de 300), le Botan, dans lequel les Kurdes voient la branche-mère du Tigre, n'en est pas moins un cours d'eau important ; le Centrites des anciens plonge en effet par ses sources ultimes jusqu'en plein cœur du massif des Hakkari, et il en draine une partie des eaux, comme aussi celles des versants septentrional et oc-

(1) Altitude de Diarbékir : 660 mètres ; de Djézirch : 351 mètres ; de Mossoul : 250 mètres.

(2) COMTE DE CHOLET : *Arménie, Kurdistan et Mésopotamie*, p. 269.

(3) MULLER-SIMONIS : *Du Caucase au golfe Persique à travers l'Arménie, le Kurdistan, la Mésopotamie*, p. 356.

cidental des monts Djoudi, et celles du revers méridional des hauteurs qui délimitent au Sud le bassin fermé de Van. En aval de Saïrt, Séert ou Seurt, où il cesse de courir d'Est en Ouest pour se diriger presque droit au Sud en contournant l'extrémité occidentale des monts Djoudi, le Botan évoque le souvenir du Doubs entre Montbéliard et Besançon (1); un peu plus bas, une fois grossi par les eaux de son principal affluent de droite, le Bittis-tchaï, le Botan devient plus large que la Seine à Paris, et telle est encore son importance quand, 15 kilomètres en aval de ce confluent, il marie lui-même ses ondes avec celles du Djidjlé, un peu au-dessous du village de Bâlak.

Dès lors, le Tigre est formé. C'est un fleuve torrentueux, chargé de limon, de couleur aussi foncée que la terre de Sienne, au volume égal à la moitié de celui que, à son confluent avec l'Euphrate, il versera au Chatt-el-Arab (4.500 mètres cubes environ). « Moins large que le Rhin dans les défilés de Bingen, il se coule entre de grandes falaises calcaires, où pousse une abondante végétation de broussailles » (2). Tel est son aspect — sauf lorsque des bassins plus ou moins larges succèdent aux détroits, — durant toute la dernière partie de son cours montagneux, depuis Til (au confluent du Djidjlé et du Botan) jusqu'à Feïch-khabour, en amont de Mossoul; sur environ 100 kilomètres en ligne droite, « la physionomie générale de la contrée reste toujours aussi mouvementée et aussi sauvage; le fleuve fait même de si nombreux détours que l'on croirait toujours être sur un lac fermé de toute part, mais dont les berges, par un prodigieux phénomène, se déplaceraient avec rapidité et changeraient continuellement de forme et de couleur (3). Le *chatt*, le « fleuve », justifie son surnom; c'est bien la « flèche » (*tigris* en vieux persan), qui court en hâte, qui vole vers son confluent avec l'Euphrate et vers le golfe Persique en traversant une série de cluses dans lesquelles n'osèrent pas, naguère, s'aventurer les « Dix-Mille », ces mercenaires grecs dont Xénophon a raconté la retraite depuis le champ de bataille de Cunaxa jusqu'aux rivages du Pont-Euxin. Pour franchir aisément ces défilés faciles à défendre, il ne faut pas remonter le cours du fleuve, mais bien le descendre sur ces *kéleks* dont se servaient déjà les Assyriens; sur ces radeaux que supportent des outres en peau de mouton, le voyageur parti de Diarbekir gagne rapidement et sans encombre, s'il est conduit par des pilotes expérimentés, et Mossoul et Bagdad. En aval de Mossoul, au midi de ces défilés que le Tigre a franchis en suivant une direction générale Nord-Ouest-Sud-Est, c'est déjà la pleine Mésopotamie; le Kurdistan, très proche encore, semble situé bien loin dans le Septentrion. Autre pays, autre climat; autre végétation aussi, différente de celle du bassin du Djidjlé, dont les plateaux ne portent plus leurs antiques forêts, mais sont encore om-

bragés d'arbres magnifiques couverts de plantes grimpantes, dont les pâturages émaillés de fleurs nourrissent de nombreux troupeaux, dont les plaines alluviales sont fertiles et bien cultivées. Pour donner de la vie à ces territoires féconds, si différents des rudes paysages du plateau arménien, des Kurdes et des Haïkans, mêlés les uns aux autres comme dans les pays plus septentrionaux, mais dans des proportions inverses. Ils se livrent aux mêmes travaux, mettant en valeur le territoire sur lequel ils vivent, et plus occupés, — du moins en temps normal, — à cultiver leurs champs ou à soigner leurs bestiaux qu'à quereller leurs voisins sous le moindre prétexte. Pas, ou plutôt fort peu de différences entre les paysans du bassin de Diarbékir, pour qui ne fait que traverser le pays; « logés de la même manière, cultivant le sol d'une façon identique, tous également habillés, aux champs ou dans les rues, hommes ou femmes, jeunes filles ou garçons, vieux ou jeunes, d'une immense chemise de toile plus ou moins sale, les jambes complètement nues, et généralement crottées jusqu'au genou. La coiffure seule établit quelque différence, les musulmans portant presque tous le fez, qui est remplacé chez les chrétiens par un turban ou un bonnet quelconque. — Dans les maisons, la richesse plus grande se fait déjà sentir. Les pièces plus spacieuses sont mieux éclairées, meublées avec quelque recherche, et les jeunes épouses, restant chez elles la figure découverte, portent de jolies robes bleues ou rouges et rehaussent leur parure ou leur coiffure de nombreuses pièces de monnaie attachées sur un mince fil de cuivre » (1). Seule, en définitive, la différence de langage décèle la différence de race, quand on s'arrête dans ces gros et florissants villages, entourés de vergers en miniature et généralement dominés d'un vieux château, — l'habitation du bey, — qui parsèment les campagnes du Bas-Kurdistan. Et quelle vie patriarcale mènent les habitants, à en croire le comte de Cholet! Au moment où le soleil va disparaître à l'horizon, « de tous côtés, écrit-il (2), surgissent les moutons, bêlant, se bousculant, se poussant à qui mieux mieux pour regagner leur étable au plus vite; derrière eux s'avancent à pas lents les grands troupeaux de bœufs, qui reviennent du pâturage ou du labour, précédés par quelques petits ânes portant en travers sur leur dos de minces charrettes qui suffisent à gratter légèrement la surface de ce sol si fécond. Puis, pendant quelques instants, devant chaque maison, à la fontaine, sur la place publique, c'est un tohu-bohu indescriptible où sont entremêlés de la façon la plus bizarre, poules, oies, dindons, bœufs, ânes, chevaux ou chameaux s'entrecroisant en tous sens pour gagner leurs demeures. Mais bientôt tout ce monde a retrouvé sa place et les hommes passent rapidement dans les rues se rendant à la mosquée pour y faire la prière du soir. Le chant

(1) MULLER-SIMONIS, *Du Caucase au golfe Persique*, p. 350.

(2) MULLER-SIMONIS, *ouvr. cité*, p. 352.

(3) COMTE DE CHOLET, *ouvr. cité*, p. 270.

(1) Comte de Cholet: *Arménie, Kurdistan et Mésopotamie*, p. 245, 246.

(2) *Ourage cité*, p. 247, 248.

du muezzin retentit encore pendant un moment, puis tout retombe dans le silence. »

Voilà comment se présentent au touriste qui passe rapidement les villages du bassin de Diarbekir; cherchons maintenant quels souvenirs lui laisse son passage dans les villes du Bas-Kurdistan.

(A suivre.)

HENRY FROIDEVAUX.

LES TURCS ET LA SYRIE

Depuis quelques mois les Turcs ont décidé d'appliquer à la Syrie un régime de terreur. Les notables capables d'opposition et appartenant à toutes les classes et à toutes les religions de la population syrienne sont systématiquement persécutés. On assure que 4.000 personnes ont été déportées de Syrie dans divers séjours, dont le désert à l'Est de Damas. Les prisons d'Alep, de Damas et de Beyrouth sont pleines; vers le mois de mars on disait qu'il y avait déjà eu 816 condamnés à mort en Syrie. Parmi les hommes qui sont emprisonnés ou qui ont été pendus aux gibets dressés dans les grandes villes de Syrie figure l'élite de ce pays, tant musulmane que chrétienne. Le juriste libanais Selim Baz a été exécuté; on cite même parmi les condamnés à mort un grand docteur musulman de Damas.

Ces exécutions sont rendues particulièrement odieuses par la manière dont les sbires de Djemal pacha se sont procuré les moyens d'organiser contre leurs victimes une comédie judiciaire. Lorsque nos agents consulaires durent quitter leur résidence, au moment où la Turquie se joignit aux empires centraux, ils brûlèrent la partie la plus secrète de leurs archives, mais confièrent le reste aux consuls des Etats-Unis qui apposèrent des scellés sur les consulats français. Les autorités turques n'ont pas respecté ces scellés et il semble que, dans trop de cas, les consuls des Etats-Unis, dont le drapeau était cependant gravement insulté par cette désinvolture, n'ont opposé à ces violences que des protestations purement formelles. La preuve qu'ils auraient pu faire mieux, c'est qu'à Jérusalem un consul espagnol chargé de la garde des archives françaises ayant déclaré qu'il considérerait une violation du consulat français comme une atteinte à l'Espagne elle-même, les Turcs renoncèrent à s'emparer de nos papiers. Quoi qu'il en soit, un grand nombre de Syriens ont été emprisonnés, déportés ou pendus sur la vue de pièces volées dans les consulats français couverts de la protection, en l'espèce dérisoire, du drapeau des Etats-Unis. On leur a fait un crime de vieilles lettres de protestation de dévouement à la France, qui remontaient à des années et qui même, parfois, émanaient de leurs ascendants. La Turquie n'a pas voulu punir pour des trahisons, mais bien supprimer toute la classe

syrienne qui avait quelque indépendance et qui appartenait à la clientèle traditionnelle de la France.

En Syrie les Turcs ont même profité de la guerre pour appliquer la politique qu'ils ont fait subir aux Arméniens et dans une moindre mesure aux Grecs de l'Empire ottoman. Il s'agissait pour eux de faire disparaître toutes les populations qui s'opposaient à la centralisation absolue de l'empire, qui avaient un caractère particulier et qui étaient, par conséquent, un obstacle à cette « turquisation » impitoyable qui a succédé si vite à la courte illusion de l'ottomanisme libéral au nom duquel la Révolution Jeune-Turque de 1908 avait été faite ou saluée en commun par toutes les populations ottomanes.

Le groupe le plus cohérent et le plus indépendant de la Syrie, puisque son autonomie reposait sur des actes internationaux, le Liban, a été l'objet des fureurs particulières de la persécution de Djemal pacha. Sans doute a-t-on, pendant les premiers temps de la guerre, ménagé les Libanais: Djemal pacha affectait de respecter les privilèges administratifs du Liban, d'ouvrir des écoles, de faire rentrer les déportés et de réprimer sévèrement tous les méfaits que pouvaient commettre les soldats, jusqu'à des impertinences venielles commises envers les femmes. A ce moment la Turquie craignait sans doute que le Liban ne pût servir trop aisément de point d'attaque à une force française ou franco-anglaise dont le débarquement aurait soulevé tout le pays. Elle ne voulait pas s'exposer à avoir cette plaie dans le flanc pendant qu'elle tenterait l'expédition d'Egypte: de là l'ajournement des mesures qui devaient soumettre le Liban à une extermination analogue à celle qui a été subie par la population arménienne.

Au Liban on n'a d'ailleurs pas opéré comme en Arménie: la population est compacte, la montagne est peu accessible et c'est par la famine que l'on a agi. Les Turcs ont organisé le blocus de tout le Liban et la destruction par la faim de toute sa population. Voici ce qu'écrivait à ce sujet un Syrien dans le *Journal de Genève* du 16 juillet dernier:

Les Jeunes-Turcs sont à l'œuvre. Cependant, le système d'extermination des Arméniens a changé de caractère vis-à-vis du Liban: là, c'étaient les massacres, ici, c'est la famine.

Les renseignements qui nous parviennent de toutes parts et dont débordent les colonnes de la presse arabe d'Egypte et d'Amérique, s'accordent à reconnaître la situation tragique de la Montagne Blanche. Ce fut, surtout, à la suite de la visite mystérieuse d'Enver pacha en Syrie que les autorités militaires germano-turques prirent des mesures exceptionnellement tyranniques en vue d'affamer le Liban et de martyriser ses habitants. Un ordre a été donné pour interdire tout ravitaillement des populations libanaises. On n'autorise plus qu'une ration de quatre kilogrammes par tête, et pour la durée de vingt-cinq jours, d'une farine noirâtre et avariée qui provoque parfois des empoisonnements. Les indigènes en sont réduits à manger l'herbe des champs; les routes, sont jonchées de cadavres et l'on rencontre à chaque pas des corps putréfiés. Il

a été défendu aux Libanais d'importer aucune provision de Beyrouth. Ceux qui contreviennent à cette interdiction sont exposés aux pires châtements et roués de coups par les gardes, qui s'emparent des marchandises.

Les notabilités libanaises se sont rendues en délégation auprès du gouverneur turc, Ali Mounif bey, qui leur fut naguère imposé, pour implorer sa protection. Mais celui-ci leur répondit que c'était affaire au gouvernement d'agir, que les particuliers n'avaient pas à réclamer.

Cette situation fut encore aggravée par une invasion de sauterelles qui, onze mois durant, ont ravagé toutes les récoltes. Les animaux domestiques ayant été réquisitionnés par les autorités militaires, il fut presque impossible de se livrer aux travaux agricoles. Pour comble d'infortune, les malheureux paysans se virent interdire la chasse, même celle des co beaux. La multiplication des morts contraignit le gouverneur à autoriser l'inhumation hors des murs du cimetière.

Un grand nombre de familles sont entièrement anéanties, et bien des villages ont perdu plus du tiers de leur population. On évalue le nombre des individus morts d'inanition, jusqu'au commencement de mai, à près de quatre-vingt-mille.

Les secours qui ont été dépêchés par des émigrés syriens d'Amérique et d'ailleurs aux missionnaires américains de la Syrie, pour les distribuer à qui de droit, furent remis, par ordre du gouvernement, à la Banque ottomane de Beyrouth. Celle-ci aurait été chargée d'en livrer des acomptes hebdomadaires, en assignats, à condition que le capital demeurât une année entière dans ses coffres, et au taux de 80 piastres la livre sterling au lieu de 136.

La potence est dressée sur les places dans les principales villes pour tous ceux qui se révoltent contre cet état de choses. Le bilan des victimes, pour le mois d'avril, a été de trente-cinq. Les déportations sont nombreuses, on éloigne des chefs de tribus et des membres du clergé de toutes les communautés chrétiennes du pays. Le nombre des exilés de Beyrouth, du Liban et de Baabek est de quatre mille personnes de la meilleure société syrienne. On rapporte, d'autre part, que quatre cents familles ont été expédiées dans le désert à l'Est de Damas.

Djemal pacha, afin de satisfaire Enver et ses amis, gouverne la Syrie et le Liban par la terreur. La proclamation sanguinaire qu'il vient d'adresser à la population syrienne en est la preuve.

Cette situation intenable contraint nombre d'honnêtes gens à s'enfuir. La mer étant la voie qui se prête, avec le moins de risque possible, à cette opération dangereuse, on part sous le voile de la nuit, dans de petites barques discrètes, venues à l'heure voulue près de la côte. On se jette quelquefois à la mer bravant à la nage deux dangers mortels : la noyade et la fusillade de l'ennemi vigilant. Des bâtiments français de guerre, faisant sans cesse des croisières à proximité des côtes syriennes, recueillent les fugitifs et les conduisent à Port-Saïd sous la protection bienveillante de l'Angleterre. Des barques isolées n'ayant pas la bonne fortune de rencontrer les navires français ont atteint l'Égypte par leurs propres moyens dans un état désespéré.

On connaît les sympathies séculaires dont jouit la France en Syrie, et on se rappelle son intervention armée en 1860 et la constitution particulière qui fut accordée ensuite au Liban sous la garantie des grandes puissances. Ce statut spécial imposé à la Porte n'a jamais été complètement respecté par elle. La Turquie y voyait une entrave à sa souveraineté. Aussi avons-nous remarqué la rapidité avec laquelle le gouvernement de Stamboul, après son entrée en guerre, a, d'un trait de plume supprimé ces prérogatives et envoyé au Liban un gouverneur musulman turc nommé par lui à l'exemple de tous les fonctionnaires de l'empire ottoman.

Voici quelques fragments importants du discours prononcé par ce même gouverneur à la suite de la lecture du firman impérial d'investiture :

Vous n'ignorez pas que ma nomination à ce poste diffère de celle des gouverneurs précédents qui, eux, étaient nommés avec l'approbation des six puissances. La volonté de notre auguste maître m'a désigné à cette fonction *directement*. La décision prise par la Sublime-Porte seule indique clairement que la Turquie — que Dieu la conserve ! — a aboli de fait les protocoles existant entre elle et les puissances, tant en ce qui concerne le choix des gouverneurs du Liban qu'en ce qui touche le mode d'administration de cette mutsarrifîeh (sous-préfecture) et qu'elle a fait disparaître les digues qui empêchaient les Libanais de jouir des droits et des avantages garantis par la Constitution (1). La Turquie, de par sa souveraineté sur cette partie importante de l'empire, est devenue libre et a empêché toute intervention étrangère tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Nous savons maintenant quels sont les « avantages » de la mainmise turque sur ce pays, dont toute la population subit le même sort et endure les mêmes souffrances. Les martyres d'aujourd'hui font certainement oublier les querelles religieuses de jadis. Il ne s'agit plus, en effet, que de compatriotes parlant la même langue, ayant les mêmes aspirations. Aussi, partageant les sentiments de leurs frères chrétiens, les musulmans prient-ils Allah pour la victoire des Alliés et implorent-ils le secours du monde civilisé.

ALY EL GHAÏATY.

Il semble que cette situation ait ému quelques-uns des neutres qui peuvent intervenir : il est clair en effet que la France, à moins d'envoyer une expédition en Syrie — ce qui peut ne pas répondre pour l'instant aux nécessités générales de la guerre — est obligée d'ajourner à la fin de celle-ci le règlement de comptes très graves qu'elle a à faire avec les meneurs de la Turquie d'Enver pacha. Mais le Saint-Siège, qui a à Constantinople un délégué apostolique assez écouté, a protesté auprès du gouvernement ottoman : le Pape a reçu M^{gr} Carame, évêque maronite, qui lui a fait une relation détaillée des souffrances abominables infligées à ses compatriotes. Les États-Unis auraient fini par s'émouvoir de l'insulte faite à leur drapeau. Ils ont changé leur ambassadeur à Constantinople, M. Morgenthau, ils ont demandé la possibilité de ravitailler les chrétiens affamés en Syrie. Le bruit a couru que le gouvernement de Washington allait donner aux missionnaires américains l'ordre de quitter le territoire ottoman pour ne pas être gêné par leur présence dans ses discussions avec le gouvernement de Constantinople et même que des cuirassés américains ne tarderaient pas à aller faire une démonstration navale sur les côtes du Levant.

Le caractère incertain de la politique du président Wilson au Mexique et ailleurs ne semble pas présager que ces signes précurseurs nous annoncent à bref délai une action des États-Unis : tout au plus on peut espérer que la Turquie, redoutant cette nouvelle hostilité, permettra aux neutres de ravitailler la Syrie comme ils ravitaillent déjà, avec plus ou moins de facilité, les régions occupées par les Allemands en Belgique et en France. La situation militaire est d'ailleurs telle que les gouvernants de Constantinople ont peut-être quelques raisons de se modérer.

Ils ont en tout cas les plus fortes raisons de se dire qu'ils ont singulièrement facilité les sanctions que les puissances alliées pourront prendre à la fin de la guerre. Avant celle-ci les divisions de la population syrienne étaient plus fortes que la communauté d'intérêts de ses différents groupes. Les Turcs pouvaient s'appuyer sur ces discordes séculaires pour donner une base à leur domination. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi : tous les témoins qui arrivent de Syrie — et l'auteur de ces lignes a eu la chance d'en rencontrer — sont d'accord pour dire qu'un sentiment unanime d'exécration contre les Turcs rapproche maintenant les diverses communautés syriennes. Les exécutions qui ont décimé leurs notables, la terreur qu'elles subissent, la famine dont elles souffrent, leur ont inspiré un sentiment plus fort que le souvenir de leurs divisions traditionnelles : on voit maintenant le Druse aller chez le Maronite et le Métouali faire visite au Latin; c'est un fait sans précédent. Les Musulmans eux-mêmes, comme l'écrivait le correspondant du *Journal de Genève*, éprouvent maintenant pour le gouvernement de Constantinople des sentiments de haine qui ne peuvent qu'être encouragés par les nouvelles de la Mecque et des autres villes saintes du Hedjaz. Il n'y a plus aujourd'hui en Syrie un seul groupe qui ne saluerait comme une délivrance une intervention étrangère venant balayer le régime turc, lequel, après des siècles d'incapacité et de corruption, se livre depuis des mois à des cruautés sans nom.

LA RÉVOLTE

DU

CHÉRIF DE LA MECQUE

Depuis le commencement de l'année, de vagues rumeurs annonçaient que le mécontentement grandissait contre le gouvernement turc dans le monde arabe et que des révoltes pourraient se produire. Néanmoins, c'est d'une manière fort inattendue qu'une dépêche Reuter a annoncé vers la fin de juin, dans les termes suivants, que le grand chérif de La Mecque s'était soulevé contre le gouvernement ottoman.

Le Caire, 21 juin. — Des nouvelles authentiques ont été reçues d'après lesquelles Sa Hautesse, le grand chérif de La Mecque, soutenu par les tribus arabes de l'Arabie occidentale et centrale, a proclamé que les Arabes étaient indépendants de la Turquie qui a infligé à leur pays de si longues souffrances du fait de sa mauvaise administration et de son inertie.

Les opérations ont commencé vers le 9 juin et ont été marquées par des succès signalés des forces du grand chérif : La Mecque, Djeddah et Taïf ont été prises, les garnisons turques se sont rendues, à l'exception de celles de deux petits forts situés à Taïf et qui résistent encore.

Le nombre des soldats qui se sont rendus à La Mecque

et à Taïf n'est pas encore connu, mais à Djeddah 45 officiers, 1.400 hommes et 6 canons ont été pris.

Médecine d'après les dernières nouvelles, était étroitement assiégée et toutes les routes menant au Hedjaz sont dans les mains du chérif.

Le fait que Djeddah est maintenant dans la sûre possession du grand chérif rend possible la réouverture des communications par mer et le commerce avec les ports du Hedjaz peut reprendre. On espère donc avec confiance que les difficultés qui ont entravé le pèlerinage annuel aux villes saintes pendant les deux dernières années pourront maintenant être écartées.

Après la publication de ce télégramme, on a appris que les Turcs avaient rendu des forts qu'ils occupaient encore dans le voisinage de La Mecque et que, depuis la proclamation de leur indépendance, les Arabes avaient pris, dans cette région aux Turcs, 10 canons de campagne, 15 mitrailleuses, 100 officiers, 2.500 soldats et 150 fonctionnaires civils.

La ville de Yambo, port de Médecine, a été saisie par les insurgés.

Le cheik Saïd Idris, qui s'était révolté à plusieurs reprises dans l'Asir, au Sud du Hedjaz, s'est de nouveau soulevé contre les Turcs et il s'est emparé de Konfoudah, le port de sa province sur la mer Rouge.

Les fils du grand chérif Faïsal et Ali, commandent les forces qui assiègent Médecine. Elles sont couvertes au Nord par les tribus bédouines qui se sont soulevées à l'appel du grand chérif jusqu'aux environs de Damas, et qui ont détruit sur une très grande longueur le chemin de fer du Hedjaz achevé, on le sait, jusqu'à Médecine et qui pouvait servir à amener des forces turques pour réprimer l'insurrection.

Sans doute, les Turcs essaieront-ils de faire campagne contre le grand chérif : la proclamation de l'indépendance arabe et le fait que le maître du principal sanctuaire de l'Islam ne reconnaisse plus l'autorité du khalife de Stamboul portent au gouvernement jeune-turc un coup trop sérieux pour qu'il ne fasse pas tous ses efforts pour le parer. Mais la reconstruction de centaines de kilomètres de chemin de fer en pays hostile est un travail singulièrement difficile, surtout dans cette saison qui est absolument contraire à tout effort des hommes d'Anatolie dans le désert arabe. D'ailleurs, les Turcs ne disposent pas de forces très considérables pour faire campagne vers le Sud. D'après les dernières estimations, Djemal pacha, qui commande en Syrie, n'avait guère que 20.000 à 25.000 hommes, dont une partie sont des Arabes qu'il ne serait pas prudent de faire marcher contre le grand chérif de La Mecque. L'envoi de renforts est rendu difficile à un moment où l'armée turque a tant à faire en Arménie, où elle ne peut sans danger s'affaiblir devant les Anglais en Mésopotamie et où les empires centraux demandent même le concours d'une partie des forces de la Turquie pour résister aux Russes en Galicie et constituer une armée capable d'inquiéter la Roumanie devenue, semble-t-il, très menaçante.

La marche générale des événements ne nous présage pas qu'en hiver, lorsque la saison sera plus favorable à une campagne sur le Hedjaz, les Turcs soient en état de la tenter : l'entreprise du grand chérif de La Mecque a donc des chances sérieuses de réussir et de se consolider.

* *

Le soulèvement du Hedjaz n'est d'ailleurs que le couronnement d'une série d'événements qui s'étaient déjà produits en Arabie et le résultat de tendances anciennes dans le monde arabe. Les lecteurs de *L'Asie française* savent que l'Yémen, que les Turcs avaient envahi en 1870, n'a jamais cessé depuis ce moment d'être en révolte et de revendiquer par les armes son indépendance, ces dernières années sous la conduite d'un chef local, l'imam Yaha. Plus tard, depuis neuf ans, l'Asir s'était révolté à plusieurs reprises à l'appel du Saïd Idris. Depuis de longues années l'Arabie centrale n'avait jamais pu être soumise aux Turcs. Les Ouahabbites avaient nettement rejeté leur joug et les bourgades capitales du Nedjed : Riadh et Haïl, n'ont pas connu la sujétion au joug turc. Bien plus, les Arabes de cette région prenaient l'offensive et en 1913 Ibn Saound, chef de Riadh, avait chassé les Turcs de la province du Hasa, sur les bords du golfe Persique; les restes de la petite garnison turque de cette province furent recueillis dans un état déplorable par un vapeur anglais passant à portée de la côte.

L'agitation s'était étendue même au Hedjaz. Dans la première quinzaine de mai 1915, le gouverneur de La Mecque, Galid pacha, avait été attaqué par les tribus pendant qu'il se rendait à Djeddah, siège de sa résidence : son escorte de 3.000 soldats fut dispersée. Il n'osait plus sortir de Djeddah. Dans ces derniers temps les Turcs ne se maintenaient dans cette ville qu'en terrorisant la population et en accaparant tous les vivres que les Anglais permettaient d'y débarquer. C'est pourquoi depuis lors nos alliés ont rétabli le 15 mai dernier le blocus sur la côte du Hedjaz et, sans doute, cette mesure, exaspérant encore plus la population arabe contre les Turcs qui la rendaient nécessaire, a-t-elle été une des causes immédiates du soulèvement.

Le chérif avait d'ailleurs les meilleures raisons de profiter des circonstances pour affirmer son indépendance. A aucun moment sa famille, appartenant comme le Prophète à la tribu des Koréichites qui, d'après certains docteurs de l'Islam, doit fournir les califes, n'avait vu d'un bon œil l'autorité du Sultan de Constantinople l'emporter sur la sienne dans le monde islamique. Mais du moins, pendant longtemps, les chérifs de La Mecque, descendant de Mahomet par sa fille Fatma, avaient-ils été respectés par le gouvernement de Constantinople qui leur laissait une indépendance locale très étendue, à tel point que le chérif était le véritable maître de La Mecque, le gouverneur turc ayant plutôt les allures d'un ambassadeur que d'une autorité capable de faire

obéir le grand chérif. Dans ces dernières années la politique de centralisation commencée par Abdul Hamid et exaspérée par les Jeunes Turcs s'était fait sentir jusqu'au Hadjaz : son moyen était le chemin de fer qui, comme nous venons de le dire, a été poussé jusqu'à Médine, et que Abdul Hamid a certainement construit afin d'avoir l'instrument voulu pour transporter des troupes en Arabie et écraser toute tentative d'indépendance. Ces derniers temps, les autorités turques avaient même singulièrement manqué d'égards envers le grand chérif, et le commandant de la garnison de La Mecque, désireux de prouver au chérif son impuissance, avait été jusqu'à faire braquer les canons de la place sur la résidence chérifienne.

* *

Dans ces conditions, l'insurrection devait éclater dès l'instant où le chérif aurait le sentiment qu'elle avait quelques chances de succès. Le milieu moral lui était favorable : le régime jeune-turc s'est en effet fort discrédité dans tous les milieux pieux de l'Islam : tout le monde savait en Orient que le sultan et calife Mohamet V n'est plus qu'un souverain fainéant entre les mains d'une clique d'athées et d'intrigants, parmi les plus influents desquels on compte nombre de « deumnés », c'est-à-dire de Juifs, surtout de Salonique, convertis à l'Islam. Pendant les premiers temps de leur règne, l'athéisme des Jeunes-Turcs s'étala sans contrainte et, si, après la tentative de restauration d'Abdul Hamid en 1909, ils sentirent la leçon et se donnèrent les allures de pieux musulmans, personne ne se fit illusion sur leurs véritables sentiments et ils ne réussirent qu'à se donner une réputation d'hypocrites.

La façon dont les Arabes de Syrie ont été traités a ajouté une haine violente au mépris dont les Jeunes-Turcs étaient l'objet dans le monde arabe. Il n'y avait plus là une autorité morale, mais un joug et une contrainte que ses victimes devaient s'efforcer de secouer à la première occasion. Sans doute le chérif l'attendait-il, car il fut très réservé dans ses relations avec les Jeunes-Turcs depuis le commencement de la guerre où ils ont eu la folie de lancer l'Empire, et il ne manifesta en particulier aucun zèle à seconder la proclamation de guerre sainte par Mahomet V, proclamation qui, comme nous le savons, a fait long feu.

* *

Il n'est pas douteux que le mouvement de révolte arabe et en particulier l'attitude prise par le grand chérif ne peut qu'être agréable à la France et à l'Angleterre, puisqu'il constitue un embarras pour le Gouvernement ottoman qui s'est lancé follement en guerre contre les puissances traditionnellement amies de la Turquie. De plus, le fait que le grand chérif s'est soulevé contre les Turcs donne des raisons de plus aux sujets musulmans des deux puissances de ne

tenir aucun compte des appels à la guerre sainte, et justifie entièrement les efforts faits dans l'Inde par l'Agha Kan pour détourner les Musulmans de la péninsule indienne de se sentir solidaires de la Turquie dans l'aventure où elle s'est gratuitement précipitée. Mais il va sans dire que, quelles que fussent les sympathies que rencontrait dans les pays alliés le grand chérif de La Mecque, ni la France ni l'Angleterre ne pouvaient lui donner la moindre aide directe : son mouvement eût alors été entaché, aux yeux des Musulmans intransigeants, de la même tare que le gouvernement jeune-turc inféodé à l'Allemagne. C'est donc absolument à tort que les journaux d'outre-Rhin ont déclaré que le grand chérif de La Mecque était directement soutenu par la France et l'Angleterre et que sa révolte n'était qu'une forme hypocrite de l'action des deux puissances contre la Turquie.

Dès le mois de novembre 1914, la réserve des gouvernements alliés à l'égard du monde musulman s'affirmait. Au lendemain de l'entrée de la Turquie en guerre, le gouvernement de l'Inde publiait la déclaration suivante :

A l'occasion de l'explosion de guerre entre la Grande-Bretagne et la Turquie, guerre qui, au regret de la Grande-Bretagne, a été provoquée par la politique mal conseillée, et gratuitement agressive du gouvernement ottoman, Son Excellence le vice-roi est autorisé par le gouvernement de Sa Majesté à faire la déclaration suivante en ce qui concerne les villes saintes de l'Arabie, y compris les sanctuaires de la Mésopotamie et le port de Djeddah, de manière qu'il ne puisse y avoir aucun malentendu chez les loyaux sujets musulmans de Sa Majesté en ce qui concerne l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté dans cette guerre qui n'a aucun caractère religieux. Les villes saintes et Djeddah seront à l'abri de toute attaque ou de toute tentative des forces militaires et navales de la Grande-Bretagne aussi longtemps que les pèlerins se rendant de l'Inde dans les villes saintes et sanctuaires en question ne seront pas molestés. A la demande du Gouvernement de Sa Majesté, les Gouvernements de France et de Russie donnent des assurances analogues.

La nouvelle de la révolte du chérif de La Mecque a amené un court échange de vues à la Chambre des lords le 26 juin. Lord Cromer a constaté combien il était difficile de rien prévoir en Orient puisque, malgré le désastre de Kout-el-Amara, le monde arabe croyait pouvoir entreprendre de se libérer de la Turquie. Parlant au nom du Gouvernement, lord Crewe a déclaré :

Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas été très étonné des nouvelles qu'il recevait d'Arabie. Son point de vue n'a pas cessé d'être que les villes saintes aussi bien d'Arabie que de Mésopotamie doivent être assurées d'un régime musulman, et du moment où il est apparu que le gouvernement turc, agissant sous des influences étrangères et se trouvant sous quelque chose qui ressemble fort à la domination allemande, cessait de représenter la foi musulmane dans le sens véritable, il est devenu évident qu'un soulèvement comme celui qui s'est produit n'était en aucune manière impossible. Le gouvernement turc a, depuis un certain temps, perdu sa valeur comme représentant de l'Islam et les choses étant ainsi, personne ne saurait être surpris de ce qui s'est produit parmi ceux qui se consi-

dèrent comme les véritables représentants de la foi musulmane. De plus, il est évident que personne ne saurait refuser sa sympathie aux hommes qui luttent pour rejeter un joug étranger. Enfin le gouvernement britannique ne saurait manquer d'être bien disposé pour les efforts des Arabes pour se libérer de la domination turque, étant donnée la gêne que celle-ci a causée inévitablement depuis le commencement de la guerre au pèlerinage. Des milliers et des milliers de sujets de Sa Majesté se rendent de l'Inde et même de régions plus lointaines encore, aux pèlerinages des villes saintes et il semble que ce qui vient de se produire rendra plus facile d'encourager un renouvellement de ces pèlerinages qui ont été entravés dans une large mesure par le blocus qu'il a été nécessaire d'établir devant les ports turcs de la côte arabe.

Enfin le 28 juillet les journaux anglais annonçaient que le gouvernement britannique, désireux de bien préciser son attitude dans cette délicate matière, avait fait publier la déclaration suivante parmi les Musulmans des colonies anglaises :

Pendant de longues années, les Arabes souffrant du mauvais gouvernement turc ont espéré le jour où ils pourraient regagner leurs libertés anciennes, et des révoltes contre la domination turque en Arabie ont été fréquentes dans le passé.

Les méfaits du gouvernement actuel de Constantinople et sa complète soumission à l'influence allemande ont plongé la Turquie dans une guerre désastreuse.

Cela reste la politique invariable de la Grande-Bretagne de s'abstenir de toute immixtion dans les affaires religieuses et de ne rien épargner pour mettre les villes saintes de l'Islam à l'abri de toute agression extérieure.

C'est un des articles inaltérables de la politique britannique que ces villes saintes doivent rester sous une autorité musulmane indépendante.

Le présent état de guerre a placé beaucoup de difficultés et de dangers au travers de la route de ceux qui désirent accomplir le pèlerinage; mais l'attitude prise par le chérif de La Mecque permet d'espérer que des arrangements pourront être pris grâce auxquels les pèlerins pourront à l'avenir visiter les sanctuaires en paix et en sécurité.

Il va sans dire que la politique de la France et de la Russie est absolument la même que celle de l'Angleterre en ce qui concerne les sanctuaires de l'Islam et la révolte du grand chérif : les gouvernements de Paris et de Pétrograd ont, à cet égard, la même attitude, les mêmes intérêts et les mêmes vues que celui de Londres.

*
* *

Il est très difficile de savoir actuellement quelles pourront être les conséquences du soulèvement du grand chérif. Certaines personnes s'attendent à voir le califat reconnu entre ses mains par la plupart des Musulmans : c'est peut-être aller un peu vite en besogne et oublier combien le monde arabe est émiétté et peu disposé à se soumettre à une autorité unique, même religieuse. Il est donc très possible que le mouvement du grand chérif n'aboutisse pas à produire des effets appréciables en dehors de l'Arabie elle-même et des régions immédiatement voisines. Mais, même réduit à ce domaine, l'événement est

très grave pour les Turcs : il souligne le commencement de leur défaite dans la guerre actuelle, il achève la déchéance du califat de Stamboul que déjà l'aventure jeune-turc avait fortement ébranlé. La déposition d'Abdul Hamid, son remplacement par un gouvernement qui ne pouvait manquer d'être considéré comme mécréant, et qui fait de Mahomet V une sorte de souverain faînéant, ne laissent plus de valeur morale au calife des Osmanlis. Le califat turc ne pouvait se maintenir que par la force, laquelle, même en pareille matière, est un criterium qui s'impose toujours. Mais surviennent les défaites d'Arménie, l'impression que la Turquie va être vaincue définitivement et du coup le califat de Constantinople perd une autorité dont doit hériter dans une large mesure le grand chérif de La Mecque. Celui-ci a pour lui la tradition ; il est Arabe, et descendant du Prophète : seule la force incontestée d'un rival pouvait rendre vaines ses grandes raisons de légitimité. Or la force turque paraît sur son déclin et il est très possible que le mouvement du grand chérif soit une des causes qui pourront précipiter les événements en Mésopotamie et peut-être même à l'Ouest jusqu'au littoral de la Syrie.

LA SITUATION EN CHINE

Après la mort de Youan Chi Kai, qui ouvre l'ère des difficultés bien plus qu'elle ne la clôt, il est temps de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les événements qui se sont déroulés dans ce pays, depuis deux ans, pour, en démêler, s'il est possible, les causes essentielles et le sens général. Les faits ont déjà été exposés ici même, mais nous les reprendrons afin d'éclairer cette investigation.

Quand la guerre éclata en Europe, Youan Chi Kai, qui avait, depuis déjà plusieurs mois, complété son coup d'Etat de 1913 par la suppression, dans les provinces, des derniers vestiges de l'organisation constitutionnelle, crut pouvoir non seulement rester à l'écart du grand conflit, mais encore en être assez indépendant pour ne rien changer, ni même surseoir, de ses desseins personnels. L'attitude soudain menaçante du Japon, au début de 1915, et l'affirmation catégorique de ses ambitions en Chine, appuyée d'un ultimatum devant lequel il fallut se soumettre, ne lui dessillèrent pas les yeux. Cet aveuglement est d'autant plus incompréhensible que l'homme d'Etat, qui avait dû faire face à la révolution de 1911 et à la rébellion de 1913, n'ignorait certainement pas le rôle que les Japonais y avaient joué. Il aurait dû en conséquence prévoir que sa politique trouverait chez eux une hostilité redoutable et qu'il serait, contre elle, par suite des alliances mises en jeu par la guerre, sans aucun recours.

Celui qui ne s'était jusqu'alors jamais trompé et qui, dans les circonstances les plus difficiles, en 1898 et en 1900, avait eu la conduite la plus habile et la plus circonspecte, commettait là sa première imprudence et sa première erreur, sans doute parce que, très supérieur devant des éléments purement chinois, il perdait de sa perspicacité en présence des conditions mondiales toutes nouvelles faites à la Chine par les événements. Il y a eu certainement de sa part un manque de jugement, une évaluation inexacte des chances futures, dus probablement à l'action persistante d'agents de l'Allemagne qui le convainquirent du triomphe inévitable de ce pays. Il a, pour son malheur, cru, comme Ferdinand de Bulgarie et comme Constantin de Grèce, à la victoire du kaiser. Quand il a vu plus clairement la situation et qu'il a voulu, pour y parer, s'allier, à la fin de l'année 1915, au moment de rétablir l'Empire, aux puissances de l'Entente et prendre ainsi l'assurance indispensable, il était trop tard. Ce qui aurait peut-être pu se faire et qui l'aurait sauvé, offert spontanément *au début de la guerre*, ne pouvait plus s'accomplir.

Revenons aux faits dont l'enchaînement et les conséquences ont entraîné la disparition du dictateur. Après le coup d'Etat, la deuxième étape vers l'Empire fut franchie, à la fin de l'année 1914, par les décrets qui lui attribuèrent la présidence à vie avec le droit de choisir, lui-même, son successeur. Il aurait pu se contenter de ce pouvoir en somme héréditaire qui lui donnait déjà tous les avantages de la souveraineté monarchique. Mais il avait, ou peut-être plutôt son entourage immédiat avait, pour lui, des ambitions plus hautes, il lui fallait la suprême gloire d'être, dans la prodigieuse histoire de la Chine, un fondateur de dynastie. Il semble que, parmi ses familiers, ceux qui contribuèrent le plus à le pousser dans cette voie, furent son fils aîné Youan Ke Ti et son conseiller le plus influent, le Cantonais Liang Che Yi.

Quoi qu'il en soit, dès le début de l'été de 1915, la campagne commença. De grands personnages, des groupes de hauts fonctionnaires lui adressèrent des pétitions lui demandant de rétablir l'Empire et de monter sur le trône. On se rappelle comment, avec une modestie et un désintéressement dont la manifestation était évidemment plus rituelle que sincère, il repoussa d'abord ces offres. Bien loin que d'aspirer à régner sur la Chine, il avait, disait-il, fait acheter, en Angleterre, un cottage pour y prendre sa retraite et y terminer ses jours. Une organisation fut créée à Pékin et dans les provinces sous le nom de *Cheou An Hwei* (association pour la paix) dont le but était de créer, dans tout le pays, un mouvement qui devait donner à Youan Chi Kai, en ceignant la couronne, l'apparence d'obéir aux vœux des populations.

La propagande très active faite par cette association eut d'abord tout le succès qu'on en attendait. Les Chinois, les groupements commerciaux surtout, qui voyaient, dans le rétablissement de

l'Empire, une assurance d'ordre et de tranquillité favorables aux affaires, suivirent l'impulsion. Des adresses furent envoyées de tous côtés à Youan Chi Kai l'invitant à se proclamer empereur. Un journal à grand tirage, l'*Asiajépaou*, avec deux éditions, l'une à Pékin, l'autre à Changhaï, fut créé et répandu à profusion, pour aider à établir le courant.

Au mois d'août, on apprit par la voie de la presse, qu'un conseiller étranger du gouvernement chinois, le Dr Goodnow, américain, consulté par le président, avait fait un rapport dans lequel il concluait à la nécessité pressante de revenir au régime monarchique. Un autre conseiller, le jurisconsulte japonais Ariga se serait prononcé dans le même sens. Par contre, le Dr Morrisson, l'ancien correspondant du *Times*, également conseiller, aurait donné l'avis prudent de renvoyer à plus tard une aussi grave décision.

A la fin du mois d'octobre, la démarche du ministre du Japon à Pékin, démarche appuyée par les autres représentants de l'Entente et qui eut pour objet d'engager Youan Chi Kai à renoncer, pour le moment, à une restauration monarchique qui risquait de compromettre la paix dans le pays, ne fut pas prise en considération. Le ministre des Affaires étrangères répondit que le gouvernement était maître de la situation et qu'il n'y avait pas de troubles à craindre. Ainsi que l'a rapporté le correspondant du *Times*, il affirma que « le mécanisme nécessaire avait été créé pour connaître l'opinion du pays et que le gouvernement n'aurait qu'à se conformer à la volonté de la nation. »

A cette époque en effet, aucune opposition sérieuse n'avait encore fait son apparition. Les généraux sur lesquels Youan Chi Kai s'était jusqu'ici appuyé et qui l'avaient d'ailleurs poussé au coup d'Etat, deux ans auparavant, les soutenaient dans cette entreprise. L'amiral Tang, qui commandait au Hounan, Chang Chun, inspecteur militaire du Yangtsé, Long Si Kouang, gouverneur de Canton, lui avaient télégraphié pour approuver cette transformation politique. Tchang Tsou Ling et Feng Lin Kouo, qui commandaient les troupes en Mandchourie, avaient fait de même. Tchang avait même terminé sa lettre par cette phrase énergique : « Si des gens osent s'opposer à votre avènement, je me chargerai de les détruire. » Le maréchal Feng Kouo Chang, gouverneur de Nankin, qui avait vaincu les révolutionnaires en 1911, se rendit à Pékin et eut avec le président une entrevue qui ne fut pas de nature à lui donner la moindre inquiétude. Le concours d'un autre général, Toan Tsi Yoei, qui avait toujours été de la clientèle de Youan, ne faisait également pas de doute. Enfin, les princes de la famille impériale déchu donnaient, eux-mêmes, leur approbation.

* * *

Dans ces conditions, qui paraissaient très favorables, les choses suivirent leurs cours.

Une première tentative de rébellion à bord

d'un croiseur, en rade de Changhaï, au commencement du mois de décembre, très facilement réprimée, n'était pas de nature à faire prévoir les obstacles qui allaient surgir. Quelques jours plus tard, exactement le 12 décembre, après avoir marié sa fille à l'ex-fils du Ciel, Siuen Tong, âgé de dix ans, comme pour se créer, par ce lien familial avec le rejeton de l'ancienne dynastie, un nouveau droit à son héritage, Youan Chi Kai rétablit par décret le régime monarchique et se proclama empereur, sous le nom de Hong Hsien, en renvoyant à une date indéterminée le couronnement.

La réponse des ennemis du nouveau souverain ne se fit pas attendre. On apprenait, le 23, que l'ancien gouverneur du Yunnan, le général Tsai, qui avait quitté Pékin en cachette et était revenu subrepticement dans cette province, avait proclamé l'indépendance, après avoir envoyé, au gouvernement, un télégramme le sommant de renoncer au rétablissement de la monarchie.

L'attitude de Tsai, en cette circonstance, est de nature à faire réfléchir. Après s'être mis à la tête de la révolution au Yunnan, en 1911, contre la dynastie mandchoue, il avait, depuis lors, toujours marché d'accord avec Youan contre le parti révolutionnaire de Sun Yat Sen. Il s'était rangé de son côté lors de l'insurrection de juillet 1913 et avait adhéré au coup d'Etat du mois d'octobre. Il avait accepté ensuite un poste de confiance, auprès du dictateur à Pékin. Lorsqu'il quitta la capitale, il se rendit au Japon où il passa quelques jours avant d'aller soulever le Yunnan. Le plus grand journal anglais de Chine, le *North China Daily News*, de Changhaï, a prétendu, depuis, qu'avant de prendre ainsi la tête du mouvement insurrectionnel il avait, au début de la campagne monarchique, signé une des pétitions qui demandaient à Youan Chi Kai de monter sur le trône. Revirement singulier, mais sur lequel il n'est pas bien difficile de faire des hypothèses très plausibles et qui fut du reste imité ensuite par tous ceux sur lesquels le malheureux Youan avait le plus de droit de compter. Ce qu'il importe, dans tous les cas, de remarquer, c'est que Tsai, à peine arrivé au Yunnan et avoir levé l'étendard de la révolte, put entrer immédiatement en campagne et se mettre en marche avec ses troupes sur le Seu-Tchouan. Cela suppose des armes, des munitions, beaucoup d'argent, un très sérieux appui.

Dès que le mouvement fut ainsi lancé, tous les ennemis de Youan Chi Kai se groupèrent et lancèrent des manifestes aux populations chinoises et aux nations étrangères. On retrouvait parmi les signataires, après Tsai, chef incontestable des insurgés, tous ceux qui avaient déjà uni leurs rancunes lors de la rébellion de 1913; les chefs révolutionnaires comme Sun Yat Sen, Ouang Ching, Cheng Ki Meï, Hou Han Min, etc..., l'ancien vice-roi de l'Empire Tsen Tchoen Hien, rival personnel de Youan, auxquels se joignit le disciple de Kang Yu Wei, le monarchiste libéral Liang Tsi Tchao, qui ne pardonnait sans doute pas à

Youan Chi Kaï sa trahison de 1898, malgré qu'il eût accepté de collaborer avec lui comme ministre, depuis l'établissement de la République. Il y eut même des conjurés jusque dans la famille de Youan puisqu'un de ses neveux, nommé Youan Yng, tenta de faire sauter son palais avec des bombes, au mois de janvier.

Malgré que la personnalité de Tsaï fut de nature à inspirer des craintes, on put croire d'abord que cette insurrection serait battue comme l'avait été celle de 1913. Les nombreuses troupes que Youan avait envoyées au Seu-tchouan avaient battu nettement les rebelles yunnanais dans la région de Souifou. Sans doute, le Koéitchéou, voisin du Yunnan, dont il avait toujours suivi le sort s'était à son tour soulevé, mais le Sud, gouverné par Long Si Kouang, à Canton, restait fidèle et les chefs du Yang-tseu avaient tellement participé à la politique de Youan Chi Kaï contre les révolutionnaires que les rives du grand fleuve paraissaient à l'abri. Toute cette région centrale était du reste dominée par les deux grandes lignes de Pékin-Hankéou et de Tien-tsin-Poukow à l'aide desquelles des forces militaires importantes pouvaient être rapidement envoyées du Nord. Le pire qui pouvait être prévu, était que toutes les provinces du Sud, assez éloignées des pinces de cette tenaille, en profitassent pour se joindre peu à peu au mouvement et se proclamer également indépendantes. C'est du reste ce que certaines firent par la suite, le Kouang si, au mois de mars, le Kouang-toung et le Tché kiang, au mois d'avril. Le Hounan, au mois de mai.

* *

A la fin du mois de février pourtant, la situation avait paru assez sérieuse au nouvel empereur pour qu'il renonçât à l'Empire. Par un décret du 23, il rétablit en effet la République et il entama, sur cette base, des négociations avec le général Tsaï, pour le rétablissement de la paix. Les hostilités paraissent en effet s'être dès lors arrêtées, dans cette région de l'Ouest, et la nouvelle fut même donnée que Tsaï acceptait cette solution à la condition que de sérieuses garanties fussent données. Malgré les violences de la presse hostile qui continuait à réclamer la démission de l'ex-empereur, redevenu président, on pouvait croire que les choses allaient s'arranger ainsi, quand des difficultés graves se produisirent de la manière la plus inattendue, du côté de ceux-là même que l'on aurait pu croire acquis à Youan.

Il y eut d'abord la défection de Long si Kouang, le dictateur de Canton, qui, après s'être déclaré pour Youan Chi Kaï au point d'avoir envoyé un corps de troupe attaquer Tsaï, au Yunnan, laissa proclamer l'indépendance du Kouang-toung. Puis ce furent les généraux du Yang-tseu qui prirent soudain une attitude nettement hostile. Le maréchal Feng Kouo Chang, celui-là même qui avait battu les révolutionnaires à Han-kéou, en 1911, et qui, par la suite avait poussé Youan au coup d'Etat, n'hésitait pas à se tourner contre son ancien

patron, et lui adressait, à la fin d'avril, une missive dans laquelle il lui demandait catégoriquement de démissionner. En même temps, d'accord avec Chang Chun, le vainqueur des révolutionnaires, à Nankin, en 1913, il proposait la réunion, dans cette dernière ville, d'une commission chargée de décider si le pouvoir devait être maintenu ou retiré à Youan Chi Kaï. Enfin, le général Toan Tsi Yoeï, à qui le président venait de confier le poste de premier ministre, après l'avoir accepté et avoir formé le Cabinet, demandait avec insistance à se démettre de cette haute fonction. C'était le lâchage général. Il ne saurait faire de doute que ce fut ce double abandon de Feng qui entraînait, avec lui, les troupes du Yang-tseu, et de Toan, qui avait organisé, comme ministre de la Guerre, les divisions du Nord, aggravé du manque d'argent, qui donna à Youan, le coup suprême, en le convainquant que la partie était irrémédiablement perdue.

Que ces hommes aient obéi à des mobiles intéressés et à des intrigues dont on ne connaîtra jamais sans doute la trame, c'est probable, mais il est également certain que leur conduite s'expliquait déjà par le fait que l'imprudence et la maladresse de Youan, dans toute cette affaire, donnaient une désastreuse impression de faiblesse. Cette impression, l'hostilité déclarée du Japon avait aussi largement contribué à l'établir et à l'accroître. Tous ceux qui ont suivi, depuis cinq ans, les vicissitudes de la politique chinoise ne seront pas surpris de cette attitude d'un pays qui avait du reste accueilli le triomphe de Youan Chi Kaï, après la révolution, avec un mécontentement fort vif. Que son gouvernement ait non seulement refusé son concours à l'homme d'Etat en perdition, mais ait encore travaillé à sa perte, en refusant de recevoir ses envoyés, en aidant ses ennemis et en s'opposant à ce que le reliquat des revenus de la Gabelle encaissés par les Banques du Consortium lui soit versé, il n'y a donc là rien qui ne soit très logique.

Si on ajoute que les nations de l'Entente, pour des raisons de politique générale faciles à expliquer, réglaient leur conduite sur celle du Japon, on comprendra à quel point Youan Chi Kaï se trouvait condamné. Le dénouement ne s'est d'ailleurs pas fait longtemps attendre. Le 30 mai, des dépêches d'Extrême-Orient apprenaient que Youan avait été empoisonné et quelques jours plus tard, le 6 juin, de nouvelles informations confirmaient la mort, mais en l'attribuant à un suicide. Peu après, on annonçait que le fils aîné du défunt, Youan Ke Ti, avait également mis fin à ses jours.

* *

Cette disparition apparaît dès à présent comme un événement considérable, pour la Chine et pour la politique générale de l'Extrême-Orient, elle ne prendra cependant toute son importance que plus tard, lorsque toutes ses conséquences se seront produites. Mais il ne servirait de rien d'épiloguer et de pronostiquer à ce sujet, bor-

nous-nous à constater les résultats immédiats.

En premier lieu, il y a la nomination du vice-président Li Youan Houng, comme successeur provisoire de Youan Chi Kai. Rien ne pouvait mieux souligner la pénurie d'hommes dont souffre la Chine que cette désignation en pareil moment. Li, qui a des qualités de prudence et de bonhomie, est en effet un homme de second plan. Depuis les débuts de la révolution de 1911, il a beaucoup plus bénéficié des événements qu'il ne les a dirigés. Dominé d'abord par les « Jeunes Chinois » ensuite par Youan Chi Kai, son rôle fut beaucoup plus de figuration que d'action personnelle. Il n'a certainement aucun des dons supérieurs d'homme d'Etat que réclament impérieusement les circonstances.

Bien que ce drame politique reste très obscur, une chose importante semble néanmoins établie, c'est que la défaite de Youan Chi Kai n'a pas été le fait du parti révolutionnaire de Sun Yat Sen. Ce parti s'est mêlé certes au mouvement et s'est efforcé, comme en 1911, de le diriger et de l'accaparer, mais, réduit cette fois à sa véritable importance, il n'a pas réussi. Les chefs militaires tels que Tsai, Feng Kouo Chang, Long Si Kouang, Chang Chun et Toan Tsi Yoeï, qui dominent la situation et ont montré en 1913 l'aversion qu'ils avaient pour Sun, ne pouvaient le lui permettre. Son élimination a été catégorique à Canton notamment où ses représentants furent écartés du conciliabule qui eut lieu au moment de la proclamation d'indépendance, avant la disparition de Youan Chi Kai, pour l'établissement d'une fédération de la Chine du Sud. Il était d'ailleurs invraisemblable que les « têtes » de cette conférence, Tsen Tchoen Hien, ancien vice-roi de l'Empire, et Liang Tsi Tchao, disciple de Kang Yu Wueï, dont les révolutionnaires avaient, en 1911, massacré les partisans, pussent consentir à marcher avec lui. Ses chefs ont bien tenté de rétablir de nouveau leur autorité par la force, avec l'aide des pirates, sur la grande métropole du Sud, ainsi qu'ils le firent il y a cinq ans, mais Long Si Kouang, appuyé par la population, qui ne tenait pas à revoir leur administration néfaste, les a battus. De même Feng Kouo Chang, au moment où il prenait son attitude antimonarchique, n'hésitait pas moins à attaquer et à réduire la garnison d'un des forts du Yang-tseu, qui se rebellait dans le sens des révolutionnaires.

En somme, les généraux, ancien appui de Youan Chi Kai, se sont tournés contre ce dernier aux abois, mais sont restés hostiles à la coterie de l'ancienne « Union jurée ». Si celle-ci reste de la sorte éloignée du Gouvernement, ce sera tout bénéfique pour la Chine qui ne serait pas de nouveau soumise, sans de sérieux dommages, à l'inexpérience de ses dirigeants. On ne peut, il est vrai, rien pronostiquer de certain à ce sujet, car on ne sait pas jusqu'à quel point Sun Yat Sen par exemple, qui a jadis fait des déclarations caractéristiques sur la nécessité d'un accord étroit entre la Chine et la Japon (1), ne bénéficiera pas,

(1) *Osaka Mainichi*, mars 1916.

à Pékin, de l'influence accrue que le nouveau traité russo-japonais va donner, dans cette capitale, à ce dernier pays (2).

Quant à cet instrument diplomatique entre les deux grands pays, qui se disputaient naguère la prépondérance en Extrême-Orient et dont la presse alliée se déclare maintenant satisfaite, retenons donc simplement ceci que le concours du Japon est absolument acquis à la Russie et par conséquent aux Anglais et à nous, dans la terrible guerre que nous soutenons, et c'est la chose essentielle. Attendons l'avenir pour en connaître exactement le prix.

JEAN RODES.

LES CHOSES CHINOISES

VUES DE PÉKIN

L'article que l'on vient de lire donne un excellent résumé de la situation de Youan Chi Kai et aussi des espérances plutôt médiocres que sa disparition et les capacités de ses adversaires victorieux peuvent inspirer en ce qui concerne l'amélioration des choses de Chine. Nous trouvons exactement la confirmation des idées de M. Jean Rodés, avec quelques détails et données en plus, dans des lettres écrites à Pékin à la fin d'avril ou commencement de juin, et dont nous croyons intéressant de publier ci-dessous quelques extraits caractéristiques :

Le mouvement qui a soulevé les provinces chinoises du Sud n'est pas seulement antimonarchiste, et c'est en vain que, pour l'apaiser, le président Youan Chi Kai a officiellement renoncé à son projet de restauration impériale.

C'est la révolte d'une opinion publique quasi unanime contre la personne même du dictateur, dont le jeu, tendant à tout subordonner à son intérêt personnel et à ses ambitions familiales, a fait trop de dupes, produit trop de déceptions, provoqué trop de rancunes.

Ce qui caractérise l'insurrection actuelle et la différence profondément de la guerre civile de 1913, c'est que les chefs ne sont pas des révolutionnaires professionnels ni même les Représentants du parti républicain avancé, dit Kouo Min Tang.

Dès le début, il est apparu que les adversaires de Youan Chi Kai ne transigeraient pas avec lui.

(2) Cet article était écrit lorsque la nouvelle a été donnée de la réouverture du Parlement dissous par Youan Chi Kai, il y a deux ans et demi. Les élections pour les deux Chambres, surtout pour celle des députés, furent faites dans les pires conditions. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les relations qui en furent publiées à l'époque par les journaux européens d'Extrême-Orient. L'immense majorité des électeurs du premier degré s'abstint, d'ailleurs, en sorte que le parti révolutionnaire, le seul qui fût à peu près organisé, fit facilement prévaloir ses candidats. La Chambre, qui s'est réunie de nouveau et qui a plutôt laissé de mauvais souvenirs, appartient donc en grande partie à cette coterie politique. Il en résulte que cette assemblée doit logiquement se trouver en contradiction avec les hommes qui, pour avoir été hostiles aux ambitions monarchiques de Youan, n'en sont pas moins beaucoup plus près des idées de celui-ci, que de celles des disciples de Sun Yat Sen. On pourrait donc à coup sûr prévoir des conflits si la Chine n'était pas par excellence le pays des accommodements qui n'ont rien à voir avec l'irréductibilité des principes. — J. R.

En avril dernier, les gouverneurs du Yunnan firent connaître les conditions auxquelles ils étaient disposés à faire leur paix avec le gouvernement de Pékin et ces conditions contenaient les clauses suivantes :

1° Youan Chi Kai devra démissionner dans un délai fixé; on pourra lui accorder la vie sauve, mais il sera banni à l'étranger;

2° Les treize fondateurs du Comité Tchéou Ngan Houi dont Yang Tou, seront condamnés à la peine capitale;

3° Youan Chi Kai et les treize fondateurs de la Tchéou Ngan Houi devront rembourser les 60 millions qui ont été consacrés à la campagne de restauration monarchique;

4° Les fils et petits-fils de Youan Chi Kai seront à perpétuité privés de leurs droits civils;

5° Youan sera, conformément à la constitution, remplacé par Li Youen Hong;

6° Tous les fonctionnaires civils et militaires seront maintenus à leur poste à l'exception des Membres du Cabinet, qui passeront en jugement devant une Haute-Cour.

Sans doute, de longues négociations menées à la chinoise, auraient eu pour résultat quelques diminutions dans les exigences des insurgés; mais cela n'est pas certain en présence de leur hostilité formidable contre Youan Chi Kai. Cette hostilité était telle que, bien que le Président-Dictateur ait songé à tirer parti du danger japonais pour faire autour de soi l'union de tous les Chinois contre l'ennemi du dehors, l'auteur des lettres que nous citons constatait : « L'exécration dont il est l'objet est telle que les Chinois ne se font pas faute de déclarer, dans le Sud et même à Changhaï, qu'à tout prendre ils préféreraient l'hégémonie japonaise au joug du Dictateur. » Et ce correspondant résumait ainsi la situation de Youan :

Sommé par les sudistes de se démettre, confiné dans son palais par la menace des conspirateurs, miné par l'influence japonais, Youan Chi Kai résiste encore, gagne du temps, promet de l'argent et en cherche. Les monarchistes, obligés de l'abandonner, lui reprochent amèrement d'avoir brisé leurs espérances. Les anciens collaborateurs, qu'il a naguère éloignés et traités en suspects et dont il doit solliciter à nouveau le concours aujourd'hui, ne l'abordent qu'avec méfiance et discutent l'éventualité de sa démission. Ce départ, auquel nul n'aurait songé il y a trois mois, fait aujourd'hui l'objet de toutes les conversations.

La situation financière ajoutait encore, comme nous l'avons dit à maintes reprises, aux difficultés de Youan. En vain celui-ci essaya de composer avec ses ennemis, de former un Cabinet responsable. Ou bien ceux auxquels il proposait des portefeuilles se « défilèrent » ou bien ils ne lui donnaient aucune sécurité. L'impression que produit en effet la conduite des associés comme des adversaires de Youan, c'est celle d'une profonde anarchie causée par la prédominance absolue des intérêts individuels et d'un bas utilitarisme, qui semblent dominer l'âme de tous les politiciens

chinois. Ceux-ci s'associent ou se trahissent selon les circonstances, et il semble qu'il faudrait le plus robuste optimisme pour faire le moindre fond sur leur attitude à quelque moment que ce soit.

Au commencement de juin, voici comment résumait la situation l'auteur de nos lettres de Pékin :

La révolte du Yunnan, qu'au mois de janvier dernier le gouvernement de Pékin se flattait de pouvoir circonscrire et d'abattre aisément a promptement fait tache d'huile.

Huit provinces se sont maintenant formellement déclarées affranchies de la dictature du président Youan : le Yunnan, le Kouei-tchéou, le Kouang-si, le Kouang-toung, le Tchékiang, le Seu-tchouan, le Kiang-si, le Hounan.

Le mouvement ne s'arrête pas à la ligne du Yangt-seu, dans le Nord même les incidents se multiplient, le Chan-toung et la Mandchourie sont profondément troublés et jusque dans Pékin la population vit dans une constante inquiétude.

De tous les points du pays le président Youan Chi Kai a été mis en demeure de se démettre. Sa volonté a paru chancelante et ses angoisses ont profondément ébranlé sa santé. Sa constitution physique, pourtant exceptionnellement robuste, n'a pas résisté à cette épreuve; les bruits alarmistes qui ont couru à ce sujet dans Pékin ne sont pas sans fondement : le Président, dont l'état nerveux s'est manifesté déjà par une gastrite, a dû s'abstenir pour quelque temps de tout travail; il n'a pas été jusqu'ici en mesure de fixer un jour d'audience au nouveau ministre de Russie, arrivé à Pékin le 27 mai. De sérieux indices font présumer que l'état du malade s'est aggravé ces tout derniers jours. On soupçonne toutes les complications que peut comporter la maladie d'un despote asiatique.

Les agents officieux prétendent pourtant qu'après avoir discuté l'idée de sa retraite Youan Chi Kai est aujourd'hui résolu à la lutte à outrance. Ses derniers partisans allèguent qu'il est retenu au Palais par le sentiment de son devoir et la crainte de livrer son pays à une complète anarchie.

Il se retirerait dans ses terres du Honan, disent-ils, si le vœu unanime de la Nation lui désignait un successeur digne d'assumer et d'occuper la place suprême. Mais tandis que les sudistes ont proclamé le vice-président Li Youan Hong, il est clair qu'à Nankin le maréchal Fong travaille pour lui-même et qu'à Pékin le grand secrétaire d'Etat, président du Conseil des ministres responsable, Touan Tchi Jouei, prépare sa propre candidature.

Singulière république où l'on croit que le chef du pouvoir exécutif doit choisir lui-même son successeur, où l'on ne songe pas que le jeu normal des institutions puisse assurer la transmission du pouvoir, où l'on exige qu'un plébiscite désigne, à point nommé, un homme de génie.

... La population de la capitale chinoise a des préoccupations et des craintes plus directes, plus immédiates et pour elle plus troublantes que la révolte des provinces du Sud et les intrigues politiques.

La crise politique est dominée par la crise financière, économique, monétaire qui menace de prendre la forme d'une crise alimentaire.

Après avoir décrété le 12 mai le cours forcé des billets de ses banques d'Etat, le gouvernement chinois a laissé prendre par ses administrations une série de mesures incohérentes, contradictoires et paradoxales, de nature à déprécier le cours du papier-monnaie et à affoler ou à paralyser le marché commercial.

Depuis le décret du 12 mai on a vu, tour à tour, non seulement la Douane, mais l'administration des chemins de fer, l'administration des Télégraphes et la Poste refuser à leurs guichets les billets des banques d'Etat chinois. Un marchand condamné à 5 dollars d'amende pour avoir augmenté le prix d'un objet qu'on voulait lui payer en papier-monnaie, n'a pu faire accepter ces mêmes billets quand il a voulu purger sa condamnation.

Bien plus, la Banque des Communications elle-même a refusé de recevoir ses propres billets que lui offrait une banque étrangère invitée à solder un compte débiteur.

Une des conséquences des mesures extraordinaires prises par l'Etat chinois s'est produite, en particulier, sur les lignes de chemins de fer dont l'activité s'est trouvée subitement réduite. Les vendeurs de grains et de denrées, obligés de payer en argent le transport de leurs marchandises, et craignant de n'en recevoir le paiement qu'en mauvais billets, ont subitement cessé leurs envois vers les villes.

Le gouvernement chinois saisit pour ses propres besoins toutes les recettes du Pékin-Hankéou et ne laisse même pas à l'administration du chemin de fer les sommes nécessaires pour payer les commandes indispensables à l'exploitation; le matériel neuf reste en douane puisqu'on ne peut retirer les connaissements y afférents qui sont en banque.

A Tientsin les autorités locales ont vainement tenté d'adopter de puérils systèmes pour permettre à la population pauvre d'échanger ses billets contre du cuivre. On n'a fait ainsi qu'accroître le mécontentement général et le danger de troubles.

Tout ce désarroi risque d'aboutir à la disette, au pillage, aux pires excès.

Jamais les Chinois n'ont eu plus besoin de leur extraordinaire faculté de vivre dans le gâchis et de s'adapter par une sorte de diplomatie résignée et de passivité souple aux circonstances qui paralyseraient complètement l'existence d'une nation occidentale moderne. Et notre correspondant concluait ainsi :

Les efforts du président Youan Chi Kaï pour faire de la Chine un Etat homogène, unifié sous l'autorité du Palais de Pékin, n'ont abouti qu'à un lamentable échec. L'étendue du territoire, la difficulté des communications, le chiffre de la population, la diversité des langues prouvent qu'on ne saurait sans danger tenter d'étouffer le particularisme provincial qui correspond à des faits naturels et à d'inéluctables nécessités. Toute réforme financière supposera donc, entre le budget de l'Etat et les budgets des provinces, une distinction qui jusqu'ici n'a jamais été nettement et durablement établie. Certains réformateurs ont voulu s'inspirer de l'histoire de Napoléon 1^{er} pour tenter une centralisation chinoise. Les faits ont démontré l'inanité de telles conceptions.

Ces phrases étaient écrites le 5 juin, le lendemain 6, on apprenait que Youan Chi Kaï était mort dans la matinée. Cette mort fut-elle naturelle ou autre? En tout cas elle arriva au moment opportun puisque la manière de trêve qui avait été établie entre les révoltés et les forces de Youan Chi Kaï devait cesser le lendemain et que les hostilités allaient par conséquent reprendre entre le gouvernement du dictateur et les insurgés.

A ceux-ci maintenant de montrer ce dont ils sont capables : on ne saurait leur faire grand crédit, leurs méthodes, leur moralité politique, les connexions étrangères de certains d'entre eux, tout en un mot fait craindre que la mort de Youan Chi Kaï, comme conclut M. Jean Rodes, promette pour la Chine au moins autant d'embarras que ne lui en eût valu la continuation de l'existence de l'homme qui essaya en vain de restaurer l'Empire.

L'Arménie et la France

Sous ce titre les intellectuels arméniens de Paris ont fait prononcer il y a quelque temps à la salle Gaveau une conférence par M. A. Tchobanian dont les articles sont bien connus de nos lecteurs. Nous croyons intéressant, surtout dans les circonstances dramatiques où se trouve actuellement l'Arménie, de publier le texte de cette conférence.

Mesdames, Messieurs,

Nous venons aujourd'hui apporter à la France, à son âme chevaleresque, à sa noble culture, l'hommage d'affection et de gratitude des intellectuels arméniens de Paris.

Cette affection, cette gratitude que les artistes, hommes de science, hommes de lettres arméniens de Paris éprouvent pour la France ne reposent pas seulement sur ce qu'ils lui doivent individuellement pour la formation de leurs personnalités, elles sont basées aussi sur la conscience de ce que le peuple arménien tout entier doit à la France.

Tout homme vraiment civilisé, tout homme qui a simplement un cœur noble, de quelque nation qu'il soit, n'a et ne peut avoir pour la France, pour la beauté de son rôle historique, pour le rayonnement bienfaisant de sa généreuse pensée, que des sentiments d'admiration et de reconnaissance; mais, à ces raisons générales, s'ajoutent, pour les Arméniens, des raisons particulières, une série de liens historiques et de relations intellectuelles qui attachent le peuple arménien à la France et donnent à son affection pour elle une empreinte profonde et spéciale.

Je vais rappeler, dans cette brève causerie, les plus importants et les plus significatifs de ces liens moraux.

*
* *

Notre nation a eu son premier contact avec la France à l'époque des Croisades. Après une existence plusieurs fois millénaire, son antique patrie étant entièrement envahie, dominée, ravagée par les Seldjoucides, puis par les Tartares, une partie de ses enfants étaient allés fonder en Cilicie une Arménie nouvelle, et cette vaillante petite principauté chrétienne luttait avec ses propres forces, avant-poste de l'Europe, contre la masse musulmane, lorsque les nations de l'Europe, entraînées par la France, vinrent combattre elles-mêmes le grand combat du monde moderne contre le vieux monde asiatique. Les Arméniens assistèrent les Croisés et trouvèrent à leur tour en eux un appui qui leur permit de faire durer ce royaume de l'Arménie Mineure plus de deux siècles. C'est particulièrement avec les Croisés français que l'Arménie Mineure noua des relations d'étroite amitié. De nombreuses alliances entre les familles princières arméniennes et les

maisons françaises de Chypre, d'Antioche, de Jérusalem, amenèrent les Arméniens à adopter les coutumes et les usages des Francs, à modeler la cour de Sis sur celle d'Antioche ou de Jérusalem; la noblesse arménienne prit les allures de la chevalerie franque. A la fin, la famille royale s'étant éteinte, les Arméniens invitèrent les membres de la maison des Lusignan de Chypre à venir occuper le trône. Le dernier roi d'Arménie fut Léon VI de Lusignan. Le royaume de l'Arménie Mineure renversé par les Mamelouks, Léon VI, après sept ans de captivité en Egypte, put obtenir sa délivrance, vint en France et mourut à Paris, en 1593. Ses restes reposent à Saint-Denis. Avant de mourir, Léon VI fit une tentative de restaurer l'indépendance de sa patrie adoptive, il se rendit à Londres pour amener une « entente cordiale » entre son pays et le Royaume britannique afin de lever une nouvelle croisade et de libérer son royaume du joug des Mamelouks. Il échoua, et avec lui, sous les voûtes de la Basilique de Saint-Denis, la liberté arménienne s'endormit pour un long et douloureux sommeil.

Ces souvenirs, si chers au cœur de tout Arménien, et tant d'autres encore, comme le fait que quelques-uns des premiers livres en langue arménienne ont été imprimés à Marseille, et surtout le souvenir ineffaçable de l'énergique intervention de la France en 1862 en faveur de l'héroïque cité de Zeitoun, où un rayon de la liberté arménienne s'obstinait encore à survivre et contre laquelle le sultan Abdul-Aziz avait décidé d'envoyer une armée de 150 000 hommes pour l'anéantir — hier encore, n'était-ce pas la France qui, par un geste superbe, un des plus beaux de cette guerre, de ses braves marins, sauvait sur la côte de Djébel-Moussa, 4.000 Arméniens qui, après quarante jours de résistance désespérée, assiégés par les massacreurs, leurs munitions épuisées, se trouvaient menacés d'extermination? — tout cela constitue un lien sacré entre la France et notre peuple. Mais un lien peut-être plus puissant encore et plus profond, c'est la conscience de la grande part prise par l'influence de la pensée française dans le relèvement intellectuel et le réveil national de notre peuple.

* *

La vie intellectuelle n'a jamais complètement cessé en Arménie par suite de la chute de l'indépendance politique; elle s'est seulement ralentie, engourdie sous la pesée d'un régime d'ignorance, d'oppression, de terreur et qui élevait de lourdes barrières entre l'Orient et la civilisation d'Occident. Au fond des couvents, la langue et la littérature nationales étaient maintenues, cultivées autant que cela était possible; la race donnait des artistes à foison, qui, dans l'impossibilité de continuer le développement de l'art national (sauf pour la miniature et la musique religieuse qui survivaient à l'ombre des couvents) interprétaient, illustraient, décoraient la vie des maîtres musulmans, construisaient des mosquées, des palais, façonnaient de belles faïences, des orfèvreries, tressaient de magnifiques étoffes et tapis, créaient des chants, des danses, des poèmes pour la caste conquérante.

Pourtant, l'esprit arménien, ayant peu de contact, malgré ses efforts tenaces de le maintenir, avec les grandes et libres cultures d'Occident, s'étiolait, et avec lui, sous le poids d'un joug trop lourd, trop dur et avilissant, le caractère fléchissait et la personnalité nationale, demeurée toujours vivante, se défigurait et s'affaiblissait. Il manquait au peuple arménien le contact immédiat et permanent avec la pensée européenne, qui lui est nécessaire pour la plénitude de son développement; car l'Arménien, peuple situé en Orient, est Européen d'origine, ainsi que l'établissait récemment encore, dans un noble article de la *Revue de Paris*, l'éminent archéologue Jacques de Morgan; les fondateurs de la nation arménienne, branche de l'arbre hellénique, sont partis sept ou huit siècles avant Jésus-

Christ, un peu après la migration de leurs cousins les Phrygiens, des régions de la Thrace, pour aller chercher fortune en Orient, se sont établis d'abord en Cilicie, puis, remontant l'Asie Mineure, se sont installés dans les pays de Van et de l'Ararat et, dominant, absorbant les populations indigènes, ont constitué notre nation; et le fait de cette nation, dans l'âme de laquelle l'Occident et l'Orient se croisent, se mélangent et luttent et qui, entourée de races purement asiatiques, se sent toujours fortement attirée vers les tendances européennes, vers la civilisation méditerranéenne et souffre par cela même, est ce qu'il y a de plus tragique dans ce qu'on appelle la tragédie arménienne, en forme le nœud et en donne l'explication profonde. La reprise du contact spirituel avec l'Europe, qui se fit, dès que l'Empire ottoman, s'affaiblissant, commença à subir l'influence politique et morale des nations européennes, provoqua la renaissance intellectuelle et le renforcement du sentiment national chez le peuple arménien comme chez les autres peuples chrétiens de l'Orient courbés sous le joug turc.

Différent en cela de nos frères Syriens qui ont subi depuis des siècles presque exclusivement l'influence française, avec, dans les temps derniers, une part d'influence de la culture anglaise par les écoles américaines, notre peuple, éparpillé sur une plus vaste étendue, se trouvant sous la domination de plusieurs empires et en contact avec plusieurs peuples, a subi un grand nombre d'influences, tant occidentales qu'orientales. Les grandes cultures d'Occident ont presque toutes rayonné sur lui. On peut dire que c'est lui qui, malgré tous les obstacles d'un milieu de barbarie et de fanatisme, a fait le premier pas pour rétablir le contact profond et continu, interrompu depuis des siècles, avec la civilisation d'Occident.

Un moine d'Arménie, Mekhitar, allait au début du XVIII^e siècle fonder, à Venise, l'illustre maison de Saint-Lazare, qui a été la grande propagatrice en Arménie de la pensée d'Europe et en particulier de la culture gréco-latine. Plus tard, au début du XIX^e siècle, les missionnaires américains sont venus en Orient, et leurs écoles, leurs publications, qui ont eu une action éminemment bienfaisante, ont répandu dans tout l'Orient, et notamment chez les Arméniens, la culture anglo-américaine. Dans les régions de la Grande-Arménie qui sont placées, depuis un siècle, sous l'égide des Tsars et où notre race a retrouvé un bien que depuis mille ans il avait perdu, la sécurité, c'est la culture russe qui a pénétré l'esprit arménien.

* *

Mais l'influence française qui, grâce à l'œuvre des missionnaires et des professeurs et grâce à la splendeur et au charme de l'histoire de France et au prestige magique du livre français, a toujours prédominé en Orient, devint bientôt prépondérante dans l'âme arménienne, et la culture française fut adoptée par notre peuple comme la plus conforme à son tempérament, la plus chère à sa sensibilité. Dans toutes les écoles arméniennes de Turquie, de Perse, le français est obligatoirement enseigné depuis trois quarts de siècle, comme une seconde langue maternelle, comme la langue de la culture modèle. Toutes les phases de la littérature française ont produit leur contre-coup chez nous, les classiques, les romantiques, les réalistes, les parnassiens, les symbolistes ont eu leurs disciples arméniens. Dans la poésie, dans le roman, dans la nouvelle, dans le théâtre, cette influence est féconde et continue, de même que dans la littérature humoristique: Baronian, notre grand satirique, prend parfois pour modèles Aristophane et Lucien, mais ses maîtres préférés sont La Bruyère, Molière, Alphonse Karr, et Yervant Odiant, le meilleur de nos humoristes actuels, se rattache entièrement à la lignée des ironistes français. Les Mekhitaristes de Venise, qui ont donné de superbes versions d'un grand nombre de chefs-d'œuvre

européens, classiques et modernes, ont traduit plus d'œuvres françaises qu'italiennes ou anglaises. Les grands poètes qui sont sortis de leur couvent, ou du collège Raphaël-Moorat qu'ils dirigent à Venise depuis un siècle, ont tous été des adeptes et des admirateurs de la culture française. Dans les cinq volumes de poèmes du Père Léonce Alishan, qui fut un de nos plus grands poètes, il se trouve un seul chant, magnifique, en l'honneur d'un grand écrivain européen, et cela s'intitule : « Un soupir sur la tombe de Chateaubriand ». Béchtachélian, l'André Chénier arménien, voulant imiter un poète européen pour chanter l'épopée de Zeitoun, prend pour modèle l'Hugo des *Orientales*, lui, comme son confrère Hékimian, également élève des Mekhitaristes, pour créer un théâtre arménien, s'inspirent bien des dramaturges italiens, mais prennent surtout pour guides les tragiques français, Corneille et Voltaire en particulier. Tersian, Teghélian, élèves, comme eux, du collège Raphaël-Moorat, et qui poursuivent cette tentative de créer un théâtre arménien, s'inspirent parfois de Shakespeare, mais leurs modèles sont le plus souvent Corneille et Hugo. Les écrivains qui sont sortis des collèges américains ont eux-mêmes presque tous suivi le courant général dirigeant l'esprit et le goût arménien vers l'esthétique française. Plusieurs des romanciers et des dramaturges de l'Arménie russe montrent l'empreinte profonde des maîtres français.

Depuis de longues années, des générations entières viennent faire leurs études à l'Université de Paris ou dans celles de la province française. A un moment donné, sous le second Empire, les Mekhitaristes ont transféré à Paris le collège Raphaël-Moorat, et cette époque fut fort brillante et fructueuse pour ce collège, donna à notre nation une belle moisson d'hommes éminents dans maintes carrières. Un très grand nombre de nos artistes, écrivains, savants, hommes d'action qui se sont distingués en Orient depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, avaient fait leurs études en France, ou bien au pays même s'étaient formés à l'école de la culture française. Nigobos Bahian, pour ne citer qu'un nom parmi tant d'autres, le grand architecte qui a construit les palais du Tchéraghan et de Dolmabahtché, à Constantinople, et dans lesquels le goût français s'allie à la fantaisie orientale, était un élève de l'École des Beaux-Arts de Paris.

L'histoire de France nous est chère et familière comme la nôtre propre. Les grandes personnalités de cette glorieuse histoire n'ont rien d'étranger pour nous; elles ont souvent été des guides, des modèles pour notre jeunesse. C'est un groupe de jeunes Arméniens ayant fait leurs études à Paris à l'époque de 1848, nourris du libéralisme intense des penseurs français de l'ère romantique, et ayant quelque peu participé au moment révolutionnaire de ce moment, qui, au retour dans leur pays, ont renversé le système oligarchique des notables gérant à leur fantaisie les affaires de la nation et ont institué un régime constitutionnel, régime conforme du reste au tempérament essentiellement démocratique de la race. Et les chefs de la révolution arménienne qui menèrent une longue et pénible lutte contre la tyrannie hamidienne, s'ils étaient issus, avant tout, de l'œuvre ardente de notre romancier national Raffi, rêvaient, aussi souvent, aux grandes figures de la Révolution française.

Nous aimons les grands écrivains français avec la même affection intime que nous portons à nos maîtres nationaux, nous les considérons en quelque sorte comme les présidents d'honneur de notre littérature. Le rôle éducateur, ennoblissant joué chez nous par des livres comme *Les Misérables* de Victor Hugo ou les romans chevaleresques d'Alexandre Dumas, père, en particulier *Les trois Mousquetaires*, est inestimable. Quand Hugo mourut, le plus grand collègue arménien de Constantinople à cette époque, le collègue Berbérien ferma un jour, en signe de deuil, et le

directeur, Berbérien, un éminent écrivain, un des hugo-lâtres les plus passionnés qui aient jamais existé, invita ses élèves à passer la journée à lire quelques-unes des plus belles pages du grand poète.

Certes, ces diverses influences, et l'influence française elle-même, n'ont point été servilement subies par l'esprit arménien. Notre peuple a sa vieille culture personnelle, il a son tempérament propre, sa sensibilité, son esthétique particulières, et chez certains de nos poètes et prosateurs, ces caractéristiques de l'individualité de notre race éclatent toutes pures. Mais de même que jadis la culture grecque a été le guide principal au développement d'une littérature savante en Arménie et que la langue grecque a servi de modèle au perfectionnement, à la fixation de notre belle langue classique du V^e siècle, de même c'est l'esthétique française qui a été, dans la période contemporaine, le principal guide de notre renaissance littéraire et artistique; c'est d'après le modèle de la langue française qu'un groupe d'écrivains, à Constantinople, ont poli, affiné, et fixé l'arménien moderne, l'ont dégagé des archaïsmes de la langue classique, l'ont purgé des éléments turcs qui s'y étaient infiltrés et en ont fait un instrument littéraire excellent.

C'est une des plus belles caractéristiques, du reste, de la culture française de n'avoir rien d'asservissant; elle réveille au contraire, elle retrempe, elle renforce la personnalité propre du peuple ou de l'individu qui se l'assimile, de même que fut jadis la culture hellénique, dont elle est, par le sens de la mesure, de la perfection, de la clarté et de l'harmonie, la plus fidèle continuation. Sous son souffle vivifiant, la nation arménienne a retrouvé sa personnalité, elle a trouvé toute une littérature nouvelle qui a ses beautés, et a inscrit toute une page nouvelle de sa séculaire histoire, page pleine d'atroces souffrances, mais rayonnante aussi de traits d'héroïsme et toute parée d'honneur.

Ce sont là des bienfaits inappréciables que notre peuple a reçus de la culture française et c'est pourquoi le nom seul de la France nous inspire la plus profonde gratitude.

Dans le relèvement moral de notre peuple de l'abaissement que la tyrannie turque lui avait imposée comme à tous les peuples d'Orient, dans les efforts, aussi vaillants que malheureux, de lutter contre l'iniquité, de défendre le droit, dans la volonté tenace que notre peuple a montrée, en toute cette récente période, de contribuer au triomphe de la justice et de la liberté dans tout l'Orient, il y a bien eu, comme facteurs, sa propre force morale, les leçons de son passé, la flamme insufflée par ses apôtres, ses poètes, ses héros des temps anciens et de nos jours, mais il y a eu aussi, et surtout, les leçons puisées dans l'histoire magnifique de la France, dans la haute noblesse de la littérature, de l'art, de l'enseignement français.

C'est un devoir sacré, et c'est une grande douceur, pour nous, de reconnaître cela et de la lire ici, devant vous tous, nos amis et nos maîtres français, à cette heure solennelle de l'histoire de la France et du monde.

*
* *

A toutes ces raisons qui déterminent la dette de gratitude des Arméniens de la France, nous devons ajouter la longue série de marques d'amitié, d'efforts fraternels, de gestes de protection que les plus grands citoyens de ce pays ont prodigués à notre peuple dans l'effroyable crise où il se débat depuis un quart de siècle. Hier encore, en présence du désastre récent qui a dépassé en horreur toutes les tragédies de l'histoire et de la fiction, la nation française tout entière a crié son indignation, a témoigné sous toutes les formes son amitié pour nous; en une manifestation solennelle — pour ne citer que la plus grandiose des marques de sympathies que la France nous a accordées dans la catastrophe actuelle — sous les voûtes

augustes de la Sorbonne, les représentants du gouvernement, du Parlement, de la littérature, de la science, de l'art français se réunissaient, il y a deux mois, pour rendre un noble hommage à l'Arménie, à son rôle historique, à son infortune. Le pire malheur pour le peuple en péril, c'est le découragement. Et ceux qui contribuent à maintenir, à fortifier le courage et la foi chez un peuple qui, au milieu des plus horribles souffrances, s'obstine à espérer, deviennent déjà par là de grands bienfaiteurs pour lui. Le peuple arménien souffre depuis de longs siècles; il a vu s'écrouler autour de lui maints empires fondés sur la force brutale (où est aujourd'hui l'empire des Tartares qui firent trembler le monde?) il est resté vivant, lui, avec son âme, sa culture, sa foi en lui-même et ses espérances. Les grands Français qui ont, par leur chaude et cordiale parole, accru cette foi et ces espérances, ont accru en même temps notre reconnaissance pour la France.

*
* *

Cette reconnaissance que notre peuple, pour tant de raisons diverses, doit à la France, les intellectuels arméniens de Paris ne prétendent nullement être les premiers à l'exprimer. Notre peuple lui-même l'a témoigné à diverses reprises. Il l'a témoigné d'abord en se faisant depuis longtemps le propagateur spontané et enthousiaste de la culture française. Que d'auteurs français traduits en turc par les Arméniens! Que de pièces françaises jouées en turc par des troupes arméniennes! Que de professeurs arméniens élèves des Ecoles de Paris, divulguant la pensée française dans les Facultés ottomanes! Les principes, les tendances, le goût, les modes, la langue, toute l'influence morale et intellectuelle de la France, ont trouvé chez les Arméniens d'ardents et dévoués défenseurs dans tout l'Orient. Pour l'expansion du libéralisme français en Perse, un Malcom Khan, qui fit ses études à Paris, a joué le rôle d'un véritable apôtre. Au Caucase même, à Tiflis, c'est un groupe d'Arméniens qui a fondé, il y a une dizaine d'années, un Comité local de l'Alliance française. Depuis que cette guerre a éclaté, non seulement les colonies arméniennes de France (qui faisaient leur strict devoir), mais celle d'Amérique, d'Egypte, ont voulu prendre part aux souscriptions en faveur de la Croix-Rouge de France, et ont donné des volontaires à l'armée française; un grand nombre d'entre eux-ci sont tombés au champ d'honneur et dorment aujourd'hui dans la douce terre de France, à côté de leurs héroïques frères français. Ils ont honoré notre race en venant mourir pour la défense du sol français. Ceux-là ont témoigné de la manière la meilleure la gratitude de notre peuple à la France.

Et la catastrophe sans exemple qui vient de frapper notre peuple n'est-elle pas elle-même une preuve de ces sentiments profonds? Des bouches dégouttantes de sang ont parlé de trahison... il n'y a eu que fidélité... Ces centaines de milliers de femmes, d'enfants, d'hommes âgés, qui ont été assassinés, ne pouvaient être des insurgés; ils aimaient la France et sont morts sans avoir pu cesser de l'aimer... Hélas! parmi tant de femmes et de jeunes filles qui ont été condamnées à un sort pire que la mort, combien se plaisaient à rêver, à la veille encore de cet effroyable désastre, en lisant des vers de Lamartine ou de Musset!... De nombreux écrivains, artistes, professeurs, savants sont tombés, qui étaient de grands disciples de la culture française. Qu'il me soit permis de citer les noms de quelques-uns d'entre-eux: Zohrab, éminent avocat et remarquable écrivain, le meilleur de nos nouvellistes, notre Maupassant: il connaissait fort bien le français, avait publié quelques ouvrages juridiques dans cette langue et un de ses plus chers désirs était de voir paraître un jour la traduction française de ses nouvelles; Ardaches Haroutiounian, poète et critique littéraire de grande valeur,

admirateur enthousiaste des Verlaine, des Anatole France des Somain et des Jules Lemaitre; Zartarian, prosateur lyrique d'un charme profond et d'un fort cachet ethnique, ayant le culte des maîtres de l'incomparable prose française; Varoujan, poète d'un souffle puissant, dans l'œuvre duquel on sent planer l'âme épique d'Hugo; Yarjanian, aède de la souffrance et de la révolte, qui adorait Henri de Régner et ces deux grands poètes de la noble Belgique, Varhaëren et Maëterlinck, et qui, chanta jadis à Genève et à Paris, en des pages animées d'une inspiration hautement tragique, le martyre du peuple arménien à l'époque hamidienne et ses luttes désespérées. Que d'ecclésiastiques tués avec d'abominables outrages, qui lisaient Bossuet avec autant de passion que les grands poètes mystiques du moyen âge arménien! Parmi ceux-ci, je mentionnerai le Père Garabed Der-Sahakian, membre de la Congrégation mékhitariste de Venise, qui a publié plusieurs ouvrages d'érudition et quelques belles poésies; il vint, il y a quelque huit ans, à la Faculté catholique de Fribourg, puis à Paris, étudier à fond la langue et la littérature françaises et publia dans les Revues de Fribourg des études sur la *Chute d'un Ange* de Lamartine et sur l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* de Chateaubriand. Il était, au moment où le désastre a éclaté, directeur du Collège mékhitariste à Trébizonde... Trébizonde... vous savez tous ce qui s'y est passé... l'horreur y a atteint un degré que l'imagination la plus déréglée n'aurait pu concevoir... Vous le savez, grâce à ces correspondances terrifiantes et précieuses que M. Henry Barby a envoyées de là-bas au *Journal* (et c'est un grand service que M. Charles Humbert a rendu, en envoyant son collaborateur en Arménie, non seulement à notre cause, mais à la cause même des Alliés, car cette série d'articles, basés sur des faits incontestables, constitueront demain, avec le rapport du Comité américain de New-York, l'acte d'accusation le plus foudroyant contre les monstrueux bourreaux). Le Père-Der-Sahakian n'a pu se résigner à laisser traîner à la boucherie ou à la noyade les enfants qui étaient sous sa garde; il s'est dressé sur le seuil, et a crié aux assassins: « Je ne vous laisserai pas toucher à ces être innocents: vous passerez sur mon corps avant de les atteindre. » Il fut assassiné avec d'épouvantables supplices.

Je vous prie, amis français, de vouloir bien placer ces quelques noms, que j'ai cités parmi tant d'autres, à côté des noms de tous les écrivains, artistes, savants français qui sont héroïquement tombés au champ d'honneur.

*
* *

Accablée de douleur, mais vivante toujours, et confiante dans l'avenir, la pensée arménienne se lève aujourd'hui du milieu des ruines et des cadavres amoncelés, et couronnant ses voiles de deuil de quelques-unes de ses parures spirituelles que le feu ni le fer ne peuvent détruire, adresse son salut d'amour et de reconnaissance à sa bienfaitrice, à l'auguste et magnanime reine qu'est la pensée française et la prie de daigner agréer cet humble hommage, avec tous ses vœux et toute sa bénédiction pour les héros qui luttent afin que triomphent dans le monde la justice et la beauté.

AVIS

Nous accepterions avec reconnaissance les listes de noms pour la propagande que MM. les Adhérents voudraient bien nous adresser.

Indochine

La situation en Indochine. — La déposition du roi d'Annam. — Sisovath et les troubles du Cambodge. — Les nouvelles d'Indochine sont en somme rares depuis le début de la guerre et il est à croire que ce silence répond à une tranquillité très générale. Cependant des désordres ont éclaté çà et là, sans beaucoup d'unité ni de violence d'ailleurs, malgré les intrigues incontestables des agents allemands qui se trouvent encore en Chine et au Siam. Néanmoins, au mois de mai il s'est produit à Hué un complot qui mérite d'être mentionné bien qu'il se soit terminé comme une tragi-comédie, mais qui aurait pu avoir une certaine importance, car le héros en était le jeune roi d'Annam lui-même, Duy Tan. Le gouvernement de la République s'était efforcé de faire donner une instruction et une éducation morale des plus soignées à ce jeune prince, par un excellent précepteur français qui manifestait le plus vif intérêt pour son royal élève. Cependant, celui-ci arrivé à dix-sept ans n'avait qu'un désir, c'était de se révolter; il le cachait avec une force de dissimulation extraordinaire chez un garçon de son âge. Depuis un certain temps il était en relations avec un ancien sorcier, Tran Cao Van, condamné lors de la rébellion de 1908 et grâcié en 1913.

Le 3 mai on apprit que Duy Tan était sorti du palais sans doute pour rejoindre la bande de Tran Cao Van. Un informateur avait donné cette nouvelle et ajoutait que le souverain ne lui avait pas dissimulé sa volonté de se débarrasser du joug français et de commencer par faire disparaître les chefs européens de Hué.

Le ministre des Rites, sur la demande du Résident supérieur, fit une enquête qui révéla que le roi, qui la veille encore avait fait des protestations d'amitié à son précepteur français, était en effet sorti du palais dans la nuit, avec quatre gardes du corps, portant le bonnet royal et le sabre de commandement.

Le 5 mai dans la matinée, le roi en fuite était rejoint dans les environs de la ville et enfermé dans une caserne. Le mouvement avait complètement avorté : il n'a trouvé d'ailleurs aucune espèce d'aide dans le Comat et le pays n'en a éprouvé aucune émotion. L'enquête faite ensuite a du reste révélé qu'il ne s'était pas agi d'une simple équipée inspirée tout d'un coup par un sorcier à un jeune prince à peine sorti de l'enfance. Depuis longtemps Duy Tan, qui, nous l'avons dit, trompait admirablement son monde, préparait sa révolte : il avait rédigé des brevets et des proclamations destinés les uns à donner une autorité à des chefs de bandes et les autres à soulever la population.

Le Comat, ou Conseil des ministres, a immédiatement admis que Duy Tan devait être remplacé et un nouveau roi d'Annam a été nommé

par lui avec l'approbation du gouverneur général en la personne du prince Buu Daò, âgé de trente ans, fils du roi Dong Khanh et qui occupe désormais le trône sous l'appellation de Khai Dink, nom de règne qui signifie « commencement d'une ère de paix ».

Le gouvernement a décidé, à la suite de cette échauffourée, de débarrasser l'Indochine non seulement de Duy Tan mais aussi de son père Than Tai qui, comme on le sait, avait été détrôné à la suite des excès qu'il commettait dans le palais et interné au Cap Saint-Jacques. Le père et le fils sont expédiés à la Réunion où ils trouveront un climat très supportable pour des Annamites et en même temps un milieu où leurs mauvaises dispositions n'auront aucune espèce d'occasion de s'exercer.

* * *

Il est bon de signaler que si l'attitude du jeune roi d'Annam a été profondément décevante, surtout après la peine, peut-être un peu candide, que le gouvernement français avait prise pour former son esprit et son caractère, nous avons trouvé dans le roi du Cambodge, Sisovath, un concours et une autorité que beaucoup n'espéraient peut-être pas. Des troubles ont éclaté dans le royaume du Cambodge : des foules se sont mises en marche, sans doute inspirées par de vagues intrigues allemandes s'exerçant du Siam, et avec l'idée plus ou moins précise de protester contre les prestations et les impôts. On se préparait à faire disperser par la force armée ces bandes dont le grossissement pouvait n'être pas sans dangers, lorsque Sisovath déclara qu'il se chargeait lui-même de déterminer ses sujets à rentrer dans leurs villages. Il alla seul au devant d'eux, les harangua et les décida en effet à reprendre le chemin de leurs cases. Il a montré par là, à la fois l'autorité réelle que la monarchie a conservée sur le peuple cambodgien, et la loyauté d'un prince qui sait que son royaume n'a de meilleur soutien qu'un protectorat qui l'a sauvé d'une absorption certaine par les pays voisins qui s'en disputaient au moment de notre arrivée les lambeaux. D'ailleurs, c'est un fait admis en Indochine que, si les Cambodgiens ont certains défauts, entre autres une inactivité fâcheuse, ils sont généralement d'une loyauté à laquelle on peut faire crédit.

Levant

« **Une nouvelle Triple-Alliance** ». — C'est sous ce titre que les journaux allemands et turcs ont commenté les déclarations qui ont été faites le 27 avril à Constantinople, par Halil Bey, ministre des Affaires étrangères et ambassadeur d'Allemagne, dans un banquet aux députés allemands qui visitaient la Turquie. Halil Bey, après avoir déclaré que l'Entente n'avait jamais voulu traiter la Turquie sur le pied d'égalité, même

lorsqu'elle avait proposé, en 1914, de garantir l'intégrité du territoire ottoman, dit que l'Allemagne venait de lui offrir une alliance « entre égaux » et que ce traité ne tarderait pas à être ratifié. Voici la traduction du passage le plus caractéristique du discours de Halil Bey :

« Déjà avant l'entrée en guerre de la Turquie, l'Entente a fait à cette dernière des propositions garantissant l'intégrité du territoire ottoman, mais la Turquie savait que le système des garanties créé par la convention de Paris équivalait à une pesante tutelle. L'Allemagne, au contraire, proposa une alliance à droits égaux, de longue durée et sur la base d'une assistance égale et réciproque. La Turquie accepta la proposition allemande et par là regagna son indépendance. La Turquie étudia alors les propositions allemandes, par exemple la convention consulaire, le droit de séjour, la nationalité, le droit d'extradition réciproque et l'assistance en matière judiciaire. Elle n'y trouva pas l'ombre d'une capitulation. Elle envoya des délégués à Berlin, où les négociations se poursuivent depuis quatre mois.

« Actuellement, une entente définitive a été établie. Il est vrai que les détails ne peuvent pas encore être communiqués. Cependant, on peut dire que les consuls allemands en Turquie jouissent des mêmes droits et ont les mêmes compétences que ceux de Turquie en Allemagne. Les sujets des deux pays jouiront des mêmes droits.

« On a fait figurer dans les futures conventions des conditions identiques à celles que stipuleraient par exemple la France et l'Angleterre entre elles. Les deux nations se sont donc unies sur la base du respect mutuel de leurs droits et de leur souveraineté. Les conventions ont été discutées malgré les soucis de la guerre. Elles ont été rédigées de manière à éviter à l'avenir toute interprétation fautive des relations entre les deux États. »

On remarquera la joie presque enfantine avec laquelle le ministre des Affaires étrangères de Turquie a parlé d'une alliance « entre égaux » conclue entre son pays et une grande puissance. Peut-être, si cette satisfaction de mots n'avait oblitéré sa vue, Halil Bey se serait-il rendu compte que, surtout lorsqu'il s'agit d'affaires avec les Allemands, l'étiquette ne fait pas le vin. L'Allemagne peut traiter la Turquie d'égale, caresser sa vanité pendant la guerre, mais si elle se trouvait ensuite victorieuse et en tête-à-tête avec le Gouvernement ottoman, ce dernier s'apercevrait que lorsque les puissances de l'Entente lui ont demandé nettement de maintenir des capitulations, elles lui offraient en réalité un régime infiniment moins tyrannique que celui dont jouira la Turquie « en égalité » avec l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, ce discours a donné lieu à une de ces séries d'articles enthousiastes que la presse allemande publie sur commande avec une unanimité qui rappelle un peu un feu de salve. Elle déclara qu'une nouvelle triple alliance venait d'être conclue dans laquelle la Turquie prenait définitivement la place de l'Italie.

Il n'est pas probable que cette viande creuse paraisse très substantifique à la population de l'Empire qui souffre de la famine. A cet égard les témoignages sont unanimes : il y a eu de la part des Turcs une grande déception, ils s'attendaient à recevoir une aide de l'Allemagne et dans une très large mesure ils ont été au contraire obligés de l'aider. Leur impression sur ce point ne pourra devenir que de plus en plus mauvaise s'il est vrai, comme on l'annonce, que les Austro-Allemands ont demandé aux Turcs de leur fournir des troupes pour aller combattre en Galicie. Peut-être à vrai dire n'y a-t-il pas purement drainage de l'armée turque vers les champs de bataille russes : les Austro-Allemands ont pu, dans une certaine mesure, envoyer en Turquie des forces qui suppléent aux troupes turques appelées en Galicie. Cependant s'il y a des soldats allemands en Turquie c'est sans doute bien moins pour défendre l'Empire ottoman que pour tenir garnison chez un allié douteux et dont on peut craindre à un certain moment le mécontentement et le « lâchage ».

Signalons à cet égard qu'à plusieurs reprises on a annoncé que les Turcs avaient des émissaires à Lausanne, entre autres Ahmed Riza bey, président de la Chambre ottomane des députés, qui chercheraient à s'aboucher avec des représentants de l'Entente. Ils se posaient en adversaires des Jeunes-Turcs, opposition qui n'était peut-être d'ailleurs qu'un masque pour favoriser des pourparlers en vue de ce qu'on pourrait appeler une « contre-assurance ». Ces tentatives semblent n'avoir jamais été prises au sérieux par aucun des pays Alliés : il faut d'ailleurs reconnaître que dans les circonstances actuelles il est impossible d'admettre l'idée d'une paix séparée avec la Turquie. Ce pays devra aller jusqu'au bout dans l'aventure où il a été entraîné et, à l'heure qu'il est, les souffrances des populations turques en proie à la famine ne sont sans doute pas beaucoup moindres que celles des populations arméniennes et syriennes massacrées ou affamées sur l'ordre du gouvernement d'Enver pacha. Il faut toute leur passivité pour supporter les Jeunes-Turcs et les Allemands, mais tous les rouages de l'Etat sont entre les mains de ces derniers, et il n'est pas plus vraisemblable d'attendre une révolte qu'une paix séparée qui mettrait la Turquie hors de cause.

Ce ne sont pas des papiers formulant une Alliance, ni des gestes de mécontentement qui régleront le sort de la Turquie. Là, comme ailleurs, la parole n'est qu'au canon.

L'Allemagne et la religion islamique. — Chacun sait que l'empereur d'Allemagne est un grand ami du monde musulman. Il l'a proclamé dans des circonstances solennelles à Damas même, il l'a montré en couvrant de la puissance politique de son empire les massacres d'Arméniens organisés par son ami Abdul Hamid, il s'est fait appeler pour l'usage de la crédulité musulmane El Hadj Mahomet Guillioum.

Malheureusement, des documents saisis dans l'Afrique Orientale montrent que l'empereur d'Allemagne est aussi sincère dans son amitié pour l'Islam que dans son culte pour le Saint-Siège : une fois de plus il apparaît qu'il n'a plus, comme son peuple, qu'une religion de tribu et qu'il n'adore que le Vieux Bon Dieu allemand, lequel ressemble un peu, comme son impérial grand prêtre, à un Frégoli qui change d'accoutrement et de figure selon toutes les opportunités de la politique. allemande. Catholique ici, protestant là, musulman ailleurs, imposteur partout, on aurait assurément vu l'empereur bouddhiste ou adorateur du Grand Manitou s'il avait eu quelque chose à gagner à séduire les lamas ou les sorciers peaux rouges. Une découverte récemment faite peut édifier tout au moins le monde musulman sur sa sincérité.

Nous avons déjà indiqué comment les Allemands, qui favorisaient si fort le mouvement panislamique dont ils pouvaient tirer parti contre leurs rivaux, étaient au contraire assez désireux de contrecarrer le développement de l'Islam dans leurs propres colonies : certaines publications coloniales allemandes avaient donné nettement cette impression. Mais un document saisi à Mochi, dans l'Afrique Orientale allemande, par le général Smuts, nous édifie de la manière la plus complète sur la valeur des protestations d'amour de Guillaume II envers l'Islam. C'était une circulaire adressée « à toutes les stations militaires » et qui contenait les prescriptions suivantes :

« Vous êtes prié d'envoyer trois mois après la réception du présent avis, un rapport établissant ce qui peut être fait par les fonctionnaires et instituteurs du gouvernement pour combattre efficacement l'extension de la propagande islamique. Considérez-vous comme possible de créer des règlements pour empêcher l'Islam ? Notez que l'invitation aux naturels de se nourrir de porc est considérée par les experts comme un moyen efficace d'arrêter l'extension de l'Islam. »

Les réponses à ce remarquable document furent également découvertes et une politique définie visant la suppression graduelle de l'Islam fut proposée peu de temps avant les hostilités.

Les recommandations étaient les suivantes :

1° Il sera interdit à tout fonctionnaire de l'Etat de pratiquer la religion musulmane ;

2° Dans chaque district toutes les mosquées devront être enregistrées ;

3° Le rite de la circoncision ne devra être accompli que par des personnes ayant une permission du gouvernement.

On admirera en particulier la manière dont le gouvernement allemand désirait habituer les nègres à se repaître de la chair immonde du porc pour les détourner absolument d'accepter les obligations de la loi de Mahomet. L'Islam, force capable d'unir les musulmans contre des rivaux était admirable, mais moyen de cohésion pour les sujets de l'Allemagne il devenait intolérable et devait être combattu, en répandant au besoin les pratiques les plus contraires à ce que la loi du

Prophète édicte comme une des règles les plus élémentaires de ses obligations, et même comme une des bases de la pureté physique et morale des Croyants.

Les Turcs et les sanctuaires chiites. —

La révolte du grand chérif de La Mecque contre l'autorité des Turcs qui, par toute leur conduite depuis la révolution de 1908, ont choqué les vrais sentiments de l'Islam, n'a pas été le seul mouvement religieux qui se soit produit contre le gouvernement de Constantinople. Le gouvernement britannique a, en effet, annoncé le 7 juillet à la Chambre des Communes qu'un conflit a éclaté entre les autorités turques et la population des sanctuaires chiites. Voici les termes de cette déclaration : « Nous avons reçu des rapports annonçant que des désordres ont éclaté à Kerbéla vers le 22 avril et ont continué jusqu'au 14 mai, date à laquelle une troupe turque envoyée de Bagdad a attaqué les habitants. Cette attaque n'a pas réussi et les Turcs furent obligés de se retirer dans la direction de Bagdad. Pendant la lutte, le 14 mai, les Turcs bombardèrent et endommagèrent, dit-on, sérieusement les dômes sacrés de Kerbela. »

Cette ville est à quelque 120 kilomètres au Sud-Ouest de Bagdad, dans une région habitée par près de un demi-million de musulmans chiites, dont environ 400.000 parlent le persan. C'est donc un milieu qui n'est pas naturellement favorable aux Turcs Sunnites. L'ébranlement de la guerre, l'approche des Anglais et aussi les brutalités des Jeunes-Turcs peuvent expliquer sa révolte, qui n'est peut-être pas d'ailleurs sans corrélation avec celle du grand chérif de La Mecque. La nouvelle du bombardement des sanctuaires du chiisme ne peut manquer d'avoir un très gros retentissement en Perse.

Mensonges allemands à l'usage des Orientaux. —

Nous avons cité au début de la guerre quelques-uns des mensonges prodigieux que les Allemands répandent dans les pays d'Orient pour faire croire à leur triomphe final. L'un des plus beaux était l'annonce qu'un aéroplane était entré dans le palais de Buckingham et y avait enlevé le roi d'Angleterre. A en croire l'évêque Stileman, qui parlait récemment dans une société de missionnaires anglais, le pays de la « kultur » continuerait à manifester un singulier mépris pour le sens critique des Orientaux et une singulière indifférence en ce qui concerne la formation de l'intelligence de ses clients du monde islamique. A certains égards les Allemands font en Orient une politique de café maure, et ce n'est pas un compliment pour les peuples avec lesquels elle emploie ce moyen.

Nous avons dit ailleurs que l'empereur se faisait appeler en Orient El Hadj Mahomet Guilioum : le nom de Hadj, qui est réservé aux hommes ayant accompli le pèlerinage de La Mecque, ferait croire qu'en effet le kaiser est allé prier dans les villes saintes de l'Islam et,

d'après l'évêque Stileman, on fait raconter en pays musulman que Guilliou passa trois nuits et trois jours en prières dans le grand sanctuaire de La Mecque, interrogeant la volonté de Dieu, et qu'une voix du ciel lui proclama clairement qu'il devait être le sauveur de l'Islam, l'épée du Seigneur et lui cria : « Lève-toi et combats ! »

Pour exaspérer les Musulmans contre les Anglais, les agents allemands racontent que l'Angleterre fait la guerre en partie pour compléter la collection d'ossements qu'elle a au British Museum, où elle détient les sarcophages de quelques pharaons; les Anglais ne seraient contents, d'après cette fable, que lorsqu'ils auront pu violer la tombe de Mahomet pour exposer aussi ses ossements au British Museum.

D'après une autre invention du même acabit, la famille des Hohenzollern descend de la sœur de Mahomet et par conséquent tous les Mahométans qui révèrent le nom de leur Prophète doivent se rallier autour des puissances centrales qui sont menées par un prince de son sang. Mieux encore, on raconte dans les bazars d'Orient — et quelques-uns croient sans doute, car la crédulité orientale est infinie — que les Allemands ont un aéroplane gigantesque, muni d'un aimant d'une puissance extraordinaire, que cette machine a successivement volé au-dessus de Pétrograd, de Paris et de Londres, qu'elle a attiré, par sa puissance magnétique, le tsar, le président de la République et le roi d'Angleterre, ainsi extraits de leur chambre à coucher, et que tous les trois sont maintenant prisonniers à Berlin.

Nous espérons que la documentation de l'évêque Stileman sur ces fables prodigieuses est véridique mais en tout cas elle n'est pas invraisemblable. Nous venons de dire que la crédulité orientale est infinie et chacun sait que le commerce allemand a toujours su fournir à toute clientèle le genre particulier d'articles qu'il croyait lui convenir.

Extrême-Orient

CHINE

Les désordres dans le Nord. — Ce serait une grande erreur de croire que l'agitation se soit bornée au Sud. Le gouvernement du dictateur s'est encore heurté dans le Nord même, dans les régions où les Japonais exercent l'influence la plus puissante et la plus directe, à de très graves difficultés. L'agitation, dès le mois d'avril, était très grande dans la province de Moukden. Le maréchal-gouverneur de cette ville, dont la juridiction s'exerçait sur les trois provinces de Mandchourie, Touan Tche Kouei, monarchiste ardent et séide fidèle de Youan Chi Kaï, rentra à Pékin avec son état-major, sa garde personnelle de 80 hommes, une compagnie de 120 hommes et 4 mitrailleuses. Il laissait entendre que la cause du président Youan Chi Kaï était perdue en Mand-

chourie. La plupart des chefs y étaient gagnés au mouvement insurrectionnel et, à leur tête, Tchang Tso Lin, ancien brigand, devenu commandant de la 27^e division, à qui Touan Tche Kouei a dû, en partant, remettre une partie de ses pouvoirs.

Le gouvernement de Pékin, incapable d'exercer son autorité en Mandchourie, s'est cru obligé de confirmer certains fonctionnaires dans les pouvoirs qu'ils avaient eux-mêmes usurpés. Les préfetures de Huanjen et de Kuangtien ont proclamé leur indépendance. Le préfet de Huanjen, qui s'était enfui récemment avec environ cent policiers et des fonds appartenant à l'Etat, a, le 2 mai, attaqué par surprise un poste de police et une caserne aux environs d'Antong et enlevé 80 fusils, des munitions et des provisions. En même temps des désordres éclataient au Chantoung.

Cette situation du Nord qui avait été calme et soumis au gouvernement de Pékin depuis la révolution, donne une idée de la position dans laquelle se trouvait Youan Chi Kaï dans les dernières semaines qui ont précédé sa mort.

Les intrigues allemandes. — Il semble que le gouvernement de Youan Chi Kaï, dans l'extrême détresse financière où il se trouvait, ait espéré vers le mois de mai réussir à se procurer de l'argent auprès des Allemands. Certains journaux japonais ont exprimé la crainte que le gouvernement chinois ne réussit à se faire faire quelques avances par des banques allemandes. Des pourparlers ont certainement été engagés avec la maison Siemens. Cette tentative ne saurait nous surprendre. Les Allemands, qui ont intérêt partout à troubler les eaux, comme ils l'ont fait au Mexique, ne peuvent manquer de désirer occuper le Japon en Chine et favoriser tout ce qui peut susciter des malentendus entre le Japon et l'Angleterre; de là l'idée de soutenir *in extremis* et à prolonger, si possible, la dictature de Youan Chi Kaï. On a observé entre le Palais, d'une part, la Légation d'Allemagne et la banque allemande, d'autre part, les actives démarches de certains intermédiaires, notamment du général Munthe, cet ancien sous-officier norvégien qui a lié sa fortune à celle du dictateur Youan, et a toujours recherché les entremises utiles à son maître et fructueuses pour lui-même. Il s'était, depuis le commencement de la guerre, révélé comme un agent tout dévoué à l'Allemagne.

On croyait à Pékin, au moment où ces démarches se poursuivaient, que les Japonais ne laissaient pas ignorer que, si le gouvernement chinois concluait un emprunt allemand, la diplomatie du gouvernement de Tokio interviendrait immédiatement d'une manière comminatoire. La mort de Youan Chi Kaï est venue arrêter toutes ces tentatives allemandes.

Le revenu de la gabelle. — Tandis que la Chine est dans l'agitation politique, les quelques administrations organisées à l'européenne conti-

nuent à donner des résultats très favorables : elles montrent ce que l'on pourrait attendre de ce pays si de tels organismes se multipliaient pour en mettre en valeur les ressources. En 1915, le revenu de la gabelle, sous la direction de sir Richard Dane a été de 68 millions de dollars ; c'est le chiffre le plus fort qui ait encore été atteint, mais on pense qu'il sera dépassé en 1916.

Une Chambre de commerce française en Chine. — Nous recevons la communication suivante :

Changhai....

Monsieur le Directeur,

Nous sommes heureux de vous informer de la création à Changhai d'une Chambre de commerce française de Chine.

L'apparition d'une institution de ce genre en pleine guerre, alors que la crise actuelle a bouleversé l'harmonie économique du monde, sera accueillie, nous en sommes convaincus, comme une manifestation heureuse et caractéristique de l'activité commerciale et industrielle française. En fait, c'est la guerre qui l'a créée.

Nul n'ignore, parmi ceux qui s'intéressent aux choses de Chine, l'énorme extension qu'avaient prise en ce pays, au cours des dernières années, le commerce et l'industrie allemands. Les produits germaniques inondaient les marchés de Chine ; le temps n'était plus où la prépondérance anglaise s'affirmait maîtresse incontestée de ce domaine, et, fait scandaleux, certaines industries bien françaises étaient en passe, au train dont allaient les choses, de devenir tributaires de maisons allemandes. Pour bien des raisons, mais surtout, il faut le dire, faute d'organisation, nos commerçants et nos industriels se trouvaient dans une posture singulièrement désavantageuse vis-à-vis d'une concurrence aussi écrasante.

La guerre a profondément modifié les conditions de la lutte. Ouvertement, les Allemands ne peuvent plus rien expédier ou recevoir. Une surveillance extrêmement active est exercée sur eux et leurs marchandises, et nos alliés Anglais, dont les bateaux croisent au large des côtes, n'hésitent pas à visiter les chargements suspects. Il est cependant caractéristique de constater que, depuis le début de la guerre, à Changhai, une seule maison allemande a fermé ses bureaux, et pour une cause tout à fait étrangère à la bonne marche de ses affaires.

Or il n'est pas douteux que les procédés de contrebande auxquels sont réduits nos ennemis, sont insuffisants à pallier la crise dont ils souffrent depuis dix-huit mois. La vérité, c'est qu'ils feront l'impossible pour tenir et durer jusqu'à la fin de la guerre. Si leurs efforts sont couronnés de succès, le commerce allemand n'aura fait que traverser une période pénible, sa situation sur le marché chinois aura été à peine compromise et il pourra reprendre avec une activité d'autant plus grande qu'il a conservé sur place la presque totalité de ses agents, tandis que la mobilisation éprouvait lourdement le commerce français.

Or, il ne faut pas oublier que la Chine, au lendemain de la guerre, sera l'un des rares pays où les Allemands pourront donner entière et libre carrière à leurs activités économiques, l'un des rares pays où ils ne se heurteront pas aux barrières commerciales que les puissances alliées victorieuses dresseront devant eux, partout où elles le pourront. Il était permis de s'attendre à ce que la guerre aurait amené l'effondrement du commerce allemand en Chine. Il n'en a rien été, au moins pour la façade, et la lutte économique qui se poursuit âprement dans cette partie du monde depuis dix-huit mois, aura été à peu près vaine, si avant la fin de la guerre nous ne l'atteignons irrémédiablement dans ses œuvres vives.

C'est à ces préoccupations qu'a répondu la création de la Chambre de commerce française de Chine. Les commerçants français de Changhai, qui en ont pris l'initiative, ont eu la satisfaction profonde de grouper autour d'eux la presque totalité des maisons françaises de Chine. A Tientsin, nous venons de fonder un sous-comité qui groupera les résidents de Pékin et du Nord. D'autres ports vont suivre, et nous espérons, rayonnant ainsi sur une immense partie de l'Extrême-Orient, être à même de rendre, aussi bien à nos nationaux établis en Chine qu'aux commerçants et industriels de France, de précieux services.

Nous serions heureux, monsieur le Rédacteur en chef, que, dans l'œuvre difficile que nous avons entreprise, la presse française voulût bien nous prêter l'appui de sa haute autorité et nous aidât en nous faisant connaître. Nous serions heureux que votre estimée revue fit savoir à la France qui travaille pour la France qui se bat, qu'ici, en Chine, des Français lui offrent leurs activités, leurs expériences et leurs énergies, et que, dans la lutte sans merci qui se poursuit sur tous les terrains et sous toutes les formes, avant comme après la Victoire, elle nous trouvera prêts à seconder ses efforts.

Veuillez agréer, monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de notre haute considération.

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE DE CHINE.

La nouvelle Chambre de commerce française de Chine comprend dès à présent plus de cinquante maisons et dépassera probablement la soixantaine. Elle admet à faire partie de la Chambre toutes les maisons de commerce ou industries françaises établies en Chine depuis au moins six mois. Elle admet en outre, au titre de membres adhérents, les maisons de commerce ou industries enregistrées dans les Consulats de France comme protégées françaises depuis au moins deux ans et après approbation par le Comité aux termes des statuts.

La Chambre est administrée par un Comité élu pour un an, auquel est adjoint un secrétaire général permanent.

Le Comité actuel est ainsi composé :

Président, M. Henri Madier, négociant en soies ;

Trésorier, M. G. Lion, directeur de la succursale de la Banque industrielle de Chine ;

Membres : MM. L. Bridou, agent général des Messageries maritimes ;

M. Coursier, directeur de la Compagnie française de tramways électriques ;

E. Binder, de la maison Olivier et C^{ie} ;

L. Marthoud, de la maison Marthoud frères ;

E. Lubansat, de la maison Pathé ;

E. Camarek, négociant ;

Jean Fredet, secrétaire.

Commentant la nouvelle de la création d'une Chambre de commerce en Chine, le *Temps* a écrit, sous la signature de M. Jean Rodes :

« Une Chambre de commerce française vient d'être créée à Changhai, pour toute la Chine. Le but de cette association, selon le communiqué qu'elle nous a fait parvenir, est de lutter contre l'organisation commerciale et industrielle des Allemands.

« Les résultats qu'ils avaient atteints avant la guerre étaient tels que la suprématie britannique elle-même se trouvait, en Extrême-Orient, et jusque dans la station anglaise de Hong-kong, très sérieusement menacée. En ce qui nous concerne, notre situation était si inférieure vis-à-vis de pareils rivaux que dans la province du Yunnan,



pourtant voisine et tributaire, par notre chemin de fer, de notre colonie de l'Indochine, nous ne pouvions lutter contre leur redoutable concurrence. C'est ainsi qu'en 1910, une maison allemande fournissait à la grosse mine d'étain de Kotiéou, près de Mongtzeu, en quelque sorte à notre frontière, un matériel d'exploitation moderne qui montait par notre ligne et dont à l'usage du reste les Chinois reconnaissaient la médiocre valeur. A la même époque, des Allemands encore installaient la lumière électrique à la capitale provinciale, Yunnan-Fou. Si on ajoute que malgré l'existence de fabriques de bières au Tonkin, on ne buvait, au Yunnan, que de la bière allemande, on comprendra à quel point nous étions commercialement battus.

« A Canton, en dépit de la forte et ancienne position prise par les maisons lyonnaises, le commerce de la soie passait de plus en plus aux grandes firmes allemandes où nos spécialistes étaient peu à peu réduits à chercher leur emploi. Dans les autres provinces, au Nord et sur le Yangtsé, des entreprises françaises se soutenaient sans doute tant bien que mal, mais ne pouvaient à aucun degré entrer en comparaison, pour le développement des affaires, avec le commerce germanique, auquel le Japon, seul, semblait pouvoir disputer, un jour prochain, la prépondérance.

« Ce triomphe allemand était dû, pour les Anglais, à leur esprit de tradition qui les empêchait d'adopter de nouvelles méthodes et jusqu'au nouveau mode de vivre qui eût été nécessaire. Pour nous, à notre mentalité commerciale, plus routinière encore, mais aussi à la dispersion de nos efforts, à notre défaut d'entente qui parfois s'est manifesté dans des centres comme Tientsin et Changhaï, où nous avons des concessions très importantes, et à Pékin même, auprès du monde gouvernemental chinois, par des rivalités mesquines ou par des conflits aigus rappelant nos pires querelles de clocher. On peut être assuré qu'il y avait là une cause très grave de faiblesse, en face surtout de rivaux comme les Allemands, si unis et si attentifs à profiter des moindres fautes.

« La création de la Chambre de commerce française est l'heureux indice que les Français d'Extrême-Orient, tirant de cette guerre la leçon essentielle qu'elle comporte, renoncent aux anciens errements et reconnaissent le besoin absolu de l'union. Ce besoin est d'autant plus impérieux que la maîtrise des mers de Chine par les Anglais, les Japonais et nous n'a pas porté au commerce allemand un coup aussi rude que celui que l'on aurait pu espérer.

« Il est caractéristique, nous dit en effet la communication de la Chambre de commerce française, de constater que, depuis la guerre, à Changhaï, une seule maison allemande a fermé ses bureaux et pour une cause tout à fait étrangère à la bonne marche des affaires. Il était cependant permis de s'attendre à ce que la guerre amenât l'effondrement du commerce allemand en Chine. Il n'en a rien été, au moins pour la façade, et la

lutte économique qui se poursuit âprement dans cette partie du monde depuis dix-huit mois aura été à peu près vaine si, avant la fin de la guerre, nous ne l'atteignons irrémédiablement dans ses œuvres vives.

« La tâche entreprise là-bas par nos compatriotes est donc ardue, elle réclame la concentration de toutes leurs forces et elle mérite tous nos encouragements avec l'entier concours de tous ceux qui peuvent aider à l'accomplir. Néanmoins, bien que, sur ce terrain également, la lutte soit loin d'être terminée, il nous est permis de faire une constatation réconfortante, à savoir qu'après plus de vingt mois d'une guerre qui, dans la pensée des Allemands, devait nous déposer à leur bénéfice, notre situation matérielle en Asie est intacte et notre situation morale agrandie. Et cela, pour ceux qui savent quelles convoitises nos insatiables ennemis affichaient ouvertement sur notre Indochine, comme sur notre belle concession de Changhaï, n'est pas un résultat médiocre. Il est désormais établi que là, ainsi qu'en Afrique et en Europe, notre vie est assurée autrement que par leur condescendance. Ce qui, en Chine notamment, avait grand besoin d'être démontré. — J. R. »

Les Etats-Unis et les besoins financiers de la Chine. — Il semble que les Américains désirent maintenant faire des prêts d'argent à la Chine : peut-être useront-ils, pour exercer une activité nouvelle en Extrême-Orient, des disponibilités financières assez grandes que leur a valu la guerre, qui leur a déjà permis de racheter une grande partie des titres de chemins de fer et autres entreprises américaines placés antérieurement sur les marchés capitalistes de l'Europe. On a annoncé au commencement de juillet que l'International Investment des Etats-Unis venait de consentir une avance de 6 millions de dollars or à la Chine pour permettre les travaux d'amélioration du grand canal. On a donné de plus la nouvelle que les Américains négocient avec la Chine un emprunt de 20 millions de dollars à 6 0/0, qui serait émis à 90 francs, remboursable en trente ans et qui serait garanti par un impôt foncier.

Sans doute, ne faut-il pas aller trop vite et s'imaginer que les Américains vont se mettre à « financer » largement la Chine. La situation de ce pays, l'incapacité où il est de donner des garanties à ses prêteurs, ne sont pas des éléments qui lui permettent de trouver de l'argent en grandes quantités, surtout sur un marché qui, comme celui des Etats-Unis, a encore une foule d'exigences intérieures à satisfaire : n'oublions pas que l'Amérique n'a pas cessé encore d'être un pays neuf. Mais il est néanmoins possible qu'elle accentue un peu ses exportations de capitaux en Extrême-Orient et même qu'elle le fasse avec les encouragements du gouvernement de Washington désireux de fortifier sa politique sur la rive occidentale du Pacifique.

Les funérailles de Youan Chi Kaï. — Le correspondant du *Times* à Pékin a donné des renseignements intéressants sur les funérailles de Youan Chi Kaï, qui ont eu lieu à Pékin le 28 juin : le cérémonial a singulièrement mêlé les innovations d'Occident au vieux rituel funéraire de la Chine.

Le corps a été transporté dans le Honan, province natale de l'ex-président dictateur, pour être enterré dans la propriété familiale de Youan.

Il n'existait pas de précédent en Chine pour fixer les rites des funérailles d'un chef d'Etat républicain, et on s'adressa aux Etats-Unis pour avoir un conseil dans cette circonstance. Il en est résulté une combinaison singulière du cérémonial de l'Orient et de l'Occident. Mêlés aux troupes vêtues d'un pratique uniforme kaki, il y avait des cortèges de lamas qui portaient les anciens instruments des sacrifices funéraires, les brillants drapeaux, les éventails et les ombrelles qui caractérisent les cérémonies bouddhistes. Une foule de fonctionnaires en habit noir et affublés du chapeau haut de forme contrastait d'une manière étrange avec le colossal catafalque écarlate que portaient une centaine d'hommes en sueur.

Le cortège était long de plus d'un kilomètre et demi. Partant du palais d'hiver, il passa le long du délicieux lac dans lequel se mirent des temples peints et des pagodes à moitié cachées dans les arbres, puis débouchant des chemins tortueux des jardins du palais, il entra dans la grande et large ligne droite qui court le long de la face méridionale de la Cité Interdite. Des hérauts montés ouvraient la marche, suivis par un bataillon d'infanterie portant le fusil renversé ; puis venaient des musiques militaires au milieu de nouvelles troupes d'infanterie. Alors se produisait un grand éclat de couleur orientale sous forme de drapeaux, d'immenses ombrelles roses et d'autres objets du même genre, tous s'agitant dans les rayons de soleil, tandis que leurs porteurs les tenaient droits non sans peine dans le vent qui soufflait obstinément. Derrière, marchait une troupe de moines vêtus de bleu, dont les derniers rangs étaient composés de simples gamins, tous tirant de leur flûte une musique sauvage sur le ton mineur. Des chaises à porteur, une voiture de forme européenne mais peinte de laque rouge, de la cavalerie, des lamas, des princes, des tables sur lesquelles étaient étalés les uniformes et les décorations du défunt président, d'autres tables chargées de nourriture et de vin, précédaient un petit édifice portatif tout blanc qui abritait la Tablette de l'Âme. Ensuite s'avancait la triste troupe des fonctionnaires vêtus à l'occidentale, précédant un groupe d'officiers en tenue bleu de ciel. Puis venaient les ministres étrangers dans leur uniforme diplomatique. Enfin les gens en deuil, foule mêlée, vêtue de robes blanches d'une pâleur singulière par comparaison avec la partie du cortège qui les précédait, et au milieu d'elle, soutenu de chaque côté, marchait le fils aîné du défunt dont les ambitions, qui ont pu inspirer une partie de la conduite de son père, ont péri avec

la mort de Youan. Enfin progressait péniblement le catafalque, énorme construction écarlate, autour de laquelle une grosse équipe d'hommes vêtus du même rouge faisait des efforts incessants pour pousser en avant le fardeau. L'arrière-garde se composait des veuves et des filles du défunt, transportées sans trop de cérémonie dans un grand nombre de petites chaises à porteur couvertes de blanc ; quelques-unes d'entre elles versaient des larmes abondantes.

Nouvelles découvertes archéologiques dans le Turkestan chinois. — Tandis que les armées des Alliés travaillent, dans une guerre effroyable, à faire l'histoire, Sir Aurel Stein a continué à rechercher les vestiges de celle de l'Asie centrale aux temps anciens. Il est récemment rentré à Londres après une exploration de deux ans et demi dans le Turkestan chinois, la Chine occidentale, les Pamirs, le Turkestan russe et la frontière perso-afghane : dans ce voyage il a parcouru près de dix-huit mille kilomètres. Voici le résumé que, au moment de son retour, l'Agence Reuter a publié sur ses découvertes.

Sir Aurel a passé, par le pays de Parel et de Tanguir, territoires de l'Hindoukouch qui n'avaient jamais été visités jusqu'à présent par un Européen. Cette visite lui a été rendue possible par ce fait que Pakhtour Ouali, un chef exilé du Tchitral, s'est taillé un nouveau royaume dans cette région et qu'il essayait de le consolider en entrant en relations amicales avec le Gouvernement anglo-indien.

Dans le Turkestan chinois, en plein désert de Taklamakan, Sir Aurel Stein a trouvé un ancien verger complètement desséché où les arbres fruitiers se tenaient encore en ligne portant leurs treilles de vigne morte. Cet établissement avait été abandonné il y a quelque dix-sept siècles et la rivière dont l'eau lui apportait la vie se perd maintenant dans les sables à une grande distance.

La plus importante découverte peut-être de ce voyage a été la reconstitution par Sir Aurel Stein de l'ancienne route des caravanes qui traversait le désert du Lob et la visite de nombreuses ruines jalonnant la partie de cette route qui traversait un ancien delta depuis lors desséché. C'est par cette route que les Chinois de l'antiquité envoyaient toutes leurs soies dans l'Asie centrale et jusqu'à la lointaine Méditerranée. Les nombreuses pièces de soieries et de brocarts chinois trouvées dans les cimetières donneront matière à un nouveau chapitre de l'histoire de l'art textile.

Dans une partie du désert qui était privée d'eau dans l'Antiquité, sur une longueur d'environ 220 kilomètres, Sir Aurel Stein a été capable de fixer la route des anciennes caravanes par des trouvailles de monnaie et d'autres menus objets tombés accidentellement du bagage des voyageurs. En un point la direction dans laquelle un convoi avait marché était clairement indiquée par des centaines de pièces de cuivre figées dans le sol inscruté de sel. Toute cette menue monnaie était probablement tombée d'une charge pendant

une marche de nuit et était restée là sur place, abandonnée de tous, pendant au moins seize cents ans.

JAPON

Les appétits allemands et le Japon. — On assure que l'Allemagne a fait des ouvertures de paix séparée au Japon et que c'est à la suite de cette tentative, d'ailleurs assez insultante, que le Japon a adhéré au pacte du 5 septembre 1914 par lequel les Alliés se sont engagés à ne pas conclure ni même à négocier de paix sans l'assentiment de leurs partenaires. Les idées des Allemands sont cependant extrêmement confuses en ce moment en ce qui concerne l'Empire du Soleil Levant : à côté d'articles de journaux reprochant au gouvernement allemand de n'avoir pas su s'entendre avec le Japon, on trouve des déclarations de journalistes affirmant que l'Allemagne ne saurait se désintéresser de l'avenir de la Chine et abandonner ce pays à l'expansion économique du Japon. Au milieu de juin, la *Gazette de Francfort* parlant dans ce sens, écrivait : « Il n'est pas encore possible de voir comment les choses se tasseront en Extrême-Orient après la guerre : l'équilibre de la puissance y a changé et l'Allemagne doit tirer ses conclusions de ce fait. Le Japon est devenu militairement et politiquement la première puissance en Extrême-Orient et l'Allemagne ne lui disputera pas cette position. Le Japon a des besoins économiques urgents à satisfaire en Chine et ce serait de la folie d'y faire de l'opposition ; mais le grand marché chinois doit rester ouvert au commerce du monde. L'Allemagne victorieuse dans cette guerre mondiale n'a aucune raison d'abandonner à un de ses ennemis un riche territoire dans lequel l'industrie et le commerce allemands donnaient de grandes espérances avant la guerre. »

On voit là percer l'incorrigible mégalomanie de nos ennemis : un journal aussi informé et intelligent que la *Gazette de Francfort*, se rendant compte que l'Allemagne ne saurait disputer au Japon la prééminence en Extrême-Orient, prétend cependant qu'elle doit lui discuter les bénéfices de cette prééminence comme si elle pouvait se targuer d'être victorieuse dans la guerre actuelle. Cette incapacité de se limiter, qui a déchaîné le conflit universel, apparaît là comme en Europe et elle n'est pas faite pour amener les Japonais à regretter de s'être associés à des puissances qui savent beaucoup mieux accepter de faire la part de chacun. Le tempérament qui apparaît encore dans la *Gazette de Francfort* montre que la limite des appétits et des prétentions de l'Allemagne ne sera que celle de ses moyens de prendre : c'est toujours le même esprit qui inspirait, pendant le siècle dernier, ce mot à un gouvernement prussien : « Les frontières de la Prusse sont ses quatre cent mille baïonnettes ».

L'occupation des îles du Pacifique prises à l'Allemagne. — On s'est demandé à plusieurs reprises quelle pouvait être la part du Japon dans les archipels conquis par les Alliés sur les Allemands dans le Nord-Ouest du Pacifique. Le 17 juillet, une déclaration du gouvernement britannique aux Communes nous a renseignés, au moins en ce qui concerne l'occupation et le gouvernement actuels d'une partie de ces îles. Répondant à une question sur l'administration des colonies prises à l'Allemagne, lord R. Cecil a dit : « Les îles Carolines et Marshall, à l'exception de l'île de Naourou, sont administrées par le gouvernement japonais comme le district de Kiao-tchéou. » On peut se demander si cette attribution au Japon de l'occupation des Carolines et des Marshall ne signifie pas qu'elles tomberont dans sa part lors de la liquidation définitive des suites de la guerre.

Le progrès économique. — D'un ouvrage intitulé *Le Développement économique récent du Japon* publié par la Banque du Japon, nous tirons la statistique suivante, qui donne une idée de l'augmentation du commerce extérieur du Japon pendant les dix années qui ont précédé la guerre (les chiffres sont en yens qui doivent être estimés approximativement à 2 fr. 58) :

	EXPORTATIONS VERS		IMPORTATIONS DE	
	1902	1912	1902	1912
Chine.....	46.838.545	142.368.585	40.590.853	80.514.000
Inde anglaise..	5.067.263	23.648.074	49.302.846	134.741.600
Gde-Bretagne..	17.346.149	29.791.898	50.364.030	116.146.900
France.....	27.283.858	43.871.410	4.745.776	5.421.190
Allemagne....	4.737.029	13.487.589	25.812.921	61.075.900
Italie.....	13.287.556	18.412.073	186.813	803.680
Etats-Unis....	80.232.805	168.708.896	48.652.825	127.015.750
Australie.....	3.172.092	8.628.934	1.672.218	12.781.980

ASIE RUSSE

Le mouvement de la population russe. — L'annuaire statistique de 1913 récemment publié fournit des données préliminaires qui permettent de se rendre compte de l'augmentation formidable de la population de l'Empire russe.

Celle-ci, y compris la Finlande, a augmenté pendant les cinq années 1907-1912 de 19.050.600 individus. La moyenne de l'accroissement de la population pendant ces cinq années a été de 17,6/000 à la campagne dans la Russie d'Europe et de 10,2/000 dans les villes de la Russie d'Europe. La province européenne où le taux des naissances est le plus fort est celle d'Orenbourg où il s'élève à 61,2/000 et le taux le plus faible est celui de la Courlande (21/000 en 1910 et 19/000 en 1911). Par contre c'est la Courlande qui a la plus faible mortalité soit 16,1 et 14,3/000 en 1910 et 1911 et la plus forte est à Samara où le taux de la mortalité a été de 45,9/000 en 1911.

Dans l'ensemble ces nombres montrent de quel poids grandissant va peser la puissance russe et de quelles ressources humaines continuera à disposer

la colonisation de la Sibérie, la part du peuplement des régions encore peu habitées de la Russie d'Europe étant même très largement faite.

Projets de chemins de fer. — La Commission des Nouveaux Chemins de fer qui siège au Ministère des Finances a examiné un certain nombre de projets destinés à développer la Russie d'Asie.

Le premier est celui d'une ligne qui relierait Irkoutsk ou une station voisine sur le Transsibérien aux districts aurifères de la Léna et du Vitim. S'il était construit sur toute sa longueur le chemin de fer relierait le Transsibérien au centre aurifère de Bodaïbo sur le Vitim : la ligne aurait une longueur de 1 514 verstes et elle coûterait 172 millions de roubles, ce qui semble une dépense absolument démesurée pour le trafic à envisager, du moins actuellement. La Commission a donc décidé de se borner à un chemin de fer reliant le point de Oust-Kout sur les eaux navigables de la haute Léna au Transsibérien. On estime que le développement minier de cette région qui contient de l'or, de l'argent et divers autres métaux serait suffisamment assuré par la navigation d'été sur la Léna et le nouveau chemin de fer qui permettrait de transporter jusqu'au Transsibérien les marchandises amenées par eau jusqu'à Oust-Kout.

Pour assurer le développement du nouveau centre houiller et carbonifère de Kouznetsk, où des hauts fourneaux doivent être établis par les soins de M. Poutilov, avec les capitaux de la Banque Russo-Asiatique et de la Banque Commerciale Internationale de Pétrograd, la Commission a approuvé le projet d'un chemin de fer reliant Soudjienka à Kouznetsk et tournant de ce point vers l'Ouest pour atteindre les eaux navigables de l'Obe à Barnaoul. La dernière section du chemin de fer desservira les riches régions agricoles qui ont été colonisées dans cette partie du bassin de l'Obe.

Ce chemin de fer sera construit par la compagnie qui établit le centre métallurgique de Kouznetsk. Aucune garantie d'intérêt n'a été demandée à l'État : la longueur totale de la ligne sera de 308 verstes.

Enfin la Commission a approuvé le projet d'un chemin de fer reliant le centre d'Obdorsk sur l'Obe inférieur à la baie de Khaïpoudyra, dans la mer de Barents : sa longueur totale sera d'environ 440 verstes. Il aura pour but d'assurer le transport vers la mer libre des marchandises ayant descendu l'Obe. Il devra donc permettre d'éviter l'obstacle à la navigation de l'estuaire de l'Obe et de l'Hénisséï qui, on le sait, est très difficile et de plus ouverte seulement pendant quelques semaines de l'été.

Ce chemin de fer coûterait environ 22 millions de roubles sans compter 15 millions de roubles pour la construction d'un port à Obdorsk et d'un autre sur la mer de Barents.

Cette nouvelle ligne doit être construite à voie étroite. Elle aurait surtout pour trafic les blés exportés de la Sibérie occidentale. La Commission

des Nouveaux Chemins de fer, avant de se prononcer, a demandé aux auteurs du projet des informations additionnelles sur le trafic possible de la nouvelle voie ferrée et sur le fret entre la mer de Kara et Londres et entre l'Obe et Archangel.

Il est d'ailleurs question d'un autre système de chemins de fer pour assurer le développement de la Sibérie occidentale. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, on désire relier Archangel même à la Petchora et au cours inférieur de l'Obe. C'est un projet destiné à réaliser ce but qui a été récemment examiné et approuvé par le Ministère des Voies et Communications. Il s'agit d'une ligne qui relierait le bourg de Chenshevski, sur l'Obe, à Archangel par l'Oural septentrional et les bourgs de Troïtsk et Oukhta.

Ce chemin de fer, qui permettrait d'envoyer dans une grande partie de l'année des marchandises transportées par la navigation de l'Obe, aurait en outre comme affluents deux embranchements remontant du Sud au Nord les deux versants de l'Oural-Perm. La longueur totale du nouveau chemin de fer serait d'un peu plus de 1.500 verstes et le prix de la construction d'un peu plus de 100 millions de roubles. On prévoit en effet un grand nombre de difficultés techniques, moins pour traverser l'Oural que pour franchir beaucoup de rivières et de marais.

PERSE

Les chemins de fer. — Malgré la guerre, certains Anglais se préoccupent, même en ce moment du développement du réseau ferré en Perse. C'est pourquoi répondant, le 11 juillet, à une question qui lui était posée sur ce sujet, lord R. Cecil a déclaré à la Chambre des Communes : « La situation militaire dans le Sud-Ouest de la Perse a rendu impossible pour un temps toute réalisation du projet de chemin de fer devant relier Mohammerah à Khorémabad. Mais lorsque la situation locale se sera améliorée, de nouvelles mesures seront prises à cet égard, d'accord avec le gouvernement de l'Inde. »

Comme on le sait, Mohammerah et Khorémabad sont dans la zone neutre et pas dans la zone anglaise du traité anglo-russe de 1907, mais dans une région où il était clair que les Anglais développaient leurs intérêts. Depuis le commencement de la guerre on dit très généralement que les Anglais se feront concéder par la Russie la zone neutre du traité de 1907 en échange d'avantages reconnus aux Russes dans une autre région de l'Asie ; le langage de lord R. Cecil n'est pas pour infirmer cette rumeur.

L'état financier. — Au moment où les Allemands ont eu la haute main à Téhéran, ils ont décidé le ministère et le Medjliss à révoquer M. Heinsens, un sujet belge, qui avait été chargé

des fonctions de Trésorier général du gouvernement persan. Maintenant que le vent a changé, M. Heinsens a été remis en fonctions; il a toujours déclaré que la situation économique et financière pourrait être sérieusement améliorée si l'on exerçait quelque contrôle sur les ressources de la Perse qui sont aussi grandes qu'elles ont été dilapidées jusqu'ici.

Ruines bouddhistes en Perse. — Sir Aurel Stein a récemment envoyé à la Société Royale de Géographie de Londres des renseignements sur son dernier voyage, d'où il vient de rentrer dans l'Inde. Ce voyage l'a mené depuis le Khorassan jusqu'au Seistan, en suivant d'une manière continue la frontière perso-afghane. La découverte la plus intéressante que le voyageur signale est celle des ruines d'un grand sanctuaire bouddhiste : c'est le premier dont la présence ait été constatée en Perse. D'intéressantes peintures murales y ont été recueillies : ce sont des documents intéressants sur l'extension du bouddhisme vers l'Ouest.

ASIE ANGLAISE

Les machinations allemandes dans l'Inde. — Nous avons publié dans notre dernier numéro des renseignements sur le mouvement de révolte qui avait éclaté et avorté au Pendjab et sur les raisons que l'on avait de croire que les Allemands avaient été mêlés à cette affaire, machinée d'abord en Amérique parmi les émigrés indiens en Californie et renforcée pour ainsi dire en Chine, probablement sous les auspices des consulats allemands. Le procès supplémentaire des conspirateurs, qui a duré du 29 octobre au 16 mars à Lahore, a confirmé l'impression que l'on avait déjà à cet égard. Le procès a été une grosse affaire puisqu'il y avait 74 accusés dont 6 furent condamnés à mort, 45 à la déportation perpétuelle, 8 à des peines variant entre six mois et quatre ans de prison, tandis que 15 furent acquittés.

Les commissaires qui siégeaient à Lahore ont constaté que, comme le premier procès avait déjà permis de le croire, il est très probable qu'un accord défini a existé entre l'Allemagne et le chef des conspirateurs Hardryal. Les Allemands paraissent en tout cas avoir été prêts à soutenir les révolutionnaires dès que l'occasion s'en présentait. Il apparaît que l'Allemagne avait pris des arrangements pour renvoyer tous les prisonniers de guerre indiens par la Perse et Caboul, pour les faire rentrer dans leur pays où ils aideraient les révolutionnaires. Beaucoup des armes apportées dans l'Inde par les émigrants qui y entraînaient les révolutionnaires. Beaucoup des armes apportées dans l'Inde par les émigrants qui y entraînaient les révolutionnaires. Beaucoup des armes apportées dans l'Inde par les émigrants qui y entraînaient les révolutionnaires. Un des conspirateurs a déclaré qu'il avait entendu dire par un de ses affiliés qu'il existait au Bengale 75.000 fusils envoyés par l'Allemagne pour armer les révolutionnaires.

L'Angleterre et l'Aga-Khan. — Nous avons signalé à plusieurs reprises les services rendus par l'Aga-Khan aux Anglais auprès des Musulmans de l'Inde et même de l'Égypte et de l'Afrique orientale. A la fin d'avril le Gouvernement du roi-empereur décida de conférer à ce haut personnage musulman, qui a des séides dans l'Inde et dans l'Afrique orientale, le rang de chef de première classe de la résidence de Bombay et le droit à être salué dans les circonstances officielles par une salve de onze coups de canon.

Cette distinction est entièrement justifiée, bien que l'Aga-Khan n'ait qu'une autorité spirituelle et non territoriale comme celles des princes indiens qui jouissaient déjà des mêmes honneurs. Avant la crise actuelle l'autorité de ce haut personnage musulman avait déjà servi à apaiser l'agitation provoquée parmi les mahométans de l'Inde par la guerre turco-italienne et par les deux guerres balkaniques. L'Aga-Khan s'était employé alors à convaincre ses coreligionnaires de la nécessité de se résigner à voir la domination politique de la Turquie en Europe tomber en décadence et de rester absolument fidèles au Gouvernement impérial britannique. Au mois d'août 1914 l'Aga-Khan visitait ses fidèles de Zanzibar et au moment de la déclaration de guerre il télégraphia à tous ses adhérents de mettre leurs ressources entières à la disposition des autorités de l'Empire. Un peu plus tard il offrait à Lord Kitchener de s'engager comme simple soldat dans un régiment britannique ou indien, disant que n'ayant pas eu dans sa jeunesse d'éducation militaire il ne pouvait prétendre à un brevet d'officier.

Lorsque la Turquie jeta son épée dans le mauvais plateau de la balance l'Aga-Khan lança un manifeste aux musulmans de l'Empire britannique condamnant fermement l'attitude du Gouvernement de Constantinople et déclarant que le premier devoir de tous était de rester loyaux, fidèles et obéissants à l'autorité temporelle et séculière dont ils dépendaient. Pendant toute la période qui s'est écoulée depuis lors les hommes qui suivent la loi religieuse de l'Aga-Khan ont soutenu fermement la cause anglaise et ont ainsi formé un point de ralliement pour la loyauté des musulmans de l'empire britannique.

En Russie même cette attitude a eu un écho favorable : le Gouvernement et la presse russes ont plusieurs fois témoigné de l'importance qu'ils attribuaient à l'œuvre accomplie à cet égard par l'Aga-Khan. En courant des risques sérieux ce haut personnage visita l'Égypte pendant la période critique qui suivit immédiatement l'adhésion de la Turquie au parti des puissances centrales et il rendit de grands services dans la réorganisation nécessitée par la déposition du khédive qui avait rejoint les armées turques.

La valeur du concours apporté aux Alliés par l'Aga-Khan se mesure non seulement ainsi d'une manière positive mais encore d'une manière pour ainsi dire négative par les injures que lui ont prodiguées la presse allemande et autrichienne et aussi les Musulmans extrémistes de l'Inde, exas-

pérés par son œuvre de conciliation. C'est donc pour les services déjà rendus plus encore que pour ceux qu'il pourrait rendre à l'avenir que l'Aga-Khan a été l'objet d'honneurs qui, sauf de rarissimes exceptions, n'ont jamais été accordés jusqu'ici qu'à des princes régnants de l'Inde britannique.

Les troubles locaux à la frontière de l'Inde. — Si la guerre n'a pas augmenté les difficultés que les Anglais ne cessent de rencontrer du côté des tribus montagnardes de la frontière Nord-Ouest de l'Inde, il continue de temps en temps à se produire de ce côté des petits incidents qui rappellent l'existence de la matière inflammable, heureusement très divisée, qui se trouve dans toute la zone du contact de l'Inde avec l'Afghanistan et le Béloutchistan.

A la fin de juin, à la suite d'une série de razzias faites dans le territoire britannique par la tribu de Mengal, qui habite le plateau pastoral de Djhalaouan, dans l'Est du Béloutchistan, l'officier politique du Kélat, accompagné d'une forte escorte, se rendit dans le pays des Mengals pour les amener à renoncer à leurs agressions. Il fut attaqué près de Ouad, le principal village de la tribu : un officier britannique fut tué, un autre gravement blessé ainsi qu'un officier et un soldat indigènes. Les Mengals subirent des pertes sérieuses et il est probable qu'ils auront à se repentir encore plus gravement de cette trahison.

C'est d'ailleurs une grosse tribu qui compte environ 69.000 individus et dont le principal village, Ouad, est à 75 ou 80 kilomètres de la frontière de la province britannique du Sind. Le pays des Mengals est visité par un très petit nombre d'Européens. Un assistant indigène et l'agent politique à Kélat assurent le contact des Anglais avec les divers tribus du plateau de Djhalaouan. Jusqu'à présent les Mengals n'avaient donné lieu à aucune difficulté et d'ailleurs les tribus de cette partie du Béloutchistan sont assez faciles à mener.

Une enquête sur les possibilités économiques de l'Inde. — Le gouvernement anglais, avec l'approbation chaleureuse du nouveau vice-roi de l'Inde, lord Chelmsford, qui remplace lord Hardinge, a décidé de nommer une commission pour examiner les ressources économiques de l'Inde en vue de la période qui suivra la guerre. Il s'agit d'étudier les conditions dans lesquelles l'Inde pourra participer avantageusement à l'établissement d'un régime préférentiel à l'intérieur de l'empire et de traités de commerce avec les puissances alliées. Bref, on veut, en Angleterre, avoir tous les moyens possibles d'adapter rapidement la grande possession au nouveau régime économique qui devra suivre la guerre. Dans ce but, la commission qui a été nommée comprendra un grand nombre de compétences et en particulier plusieurs membres indiens, entre autres un homme d'affaires bengali et un manufacturier et capitaliste parsi, on parle aussi d'un musulman.

Les Anglais qui s'occupent de la question sont très frappés de ce fait que les échanges de l'Inde avec le dehors portent presque exclusivement sur des matières premières, qu'il serait sans aucun doute plus avantageux de manufacturer dans le pays : il s'agit de donner de nouvelles occupations à une population trop exclusivement agricole et qui, dans les années de pluies insuffisantes, souffre de la manière la plus grave. Pour cela, non seulement des tentatives devront être étudiées mais encore il faudra orienter l'activité des Indiens vers l'industrie et, dans ce but, améliorer l'instruction technique trop négligée jusqu'ici pour une instruction purement littéraire dont les Anglais n'ont d'ailleurs pas à se louer entièrement puisqu'elle a continué à augmenter le nombre des déclassés qui deviennent si facilement des agitateurs politiques.

Il est à remarquer que certains intérêts métropolitains pourront avoir à faire quelques sacrifices à ce développement industriel de la grande péninsule. Jusqu'ici les manufacturiers anglais voyaient d'un mauvais œil la création d'usines dans l'Inde ; ils tenaient à ne pas être concurrencés sur le marché indien. C'est ainsi que lorsque lord Hardinge voulut augmenter les droits d'importation sur le coton sans augmenter en même temps les impôts des manufactures indiennes il se heurta à l'opposition résolue du gouvernement métropolitain.

Il y a là toute une série d'intérêts à concilier dans la mesure du possible et toute une documentation à recueillir en vue des grands changements économiques qui suivront la guerre. Il est sans doute désirable que le gouvernement français fasse dans la mesure plus modeste qui est celle de notre Indochine, les études nécessaires pour que la colonie profite le plus possible des changements en vue desquels on veut armer le gouvernement et les administrations de l'Empire des Indes.

AUSTRALASIE

L'Allemagne et les importations dans les Indes Néerlandaises. — L'intérêt tout particulier, qui a presque pris les allures des convoitises d'un héritier, que l'Allemagne porte aux Indes Néerlandaises est une chose bien connue du public ; une des combinaisons les plus chères aux pangermanistes, et avouée comme les autres avec cette candeur de crocodile qui caractérise les ambitions allemandes, était de faire de la Hollande un des Etats confédérés de l'Empire germanique, et de ses colonies le fleuron de la couronne coloniale allemande.

Par son commerce, l'Allemagne avait pris une très grande importance aux Indes Néerlandaises. Le tableau suivant donne une idée de la quantité de produits indiens qui étaient importés directement en Allemagne de l'Empire colonial hollan-

dais. (Les chiffres indiquent des millions de marks.)

	1910	1911	1912	1913
Tabac brut.....	60,2	66,1	79,0	77,8
Coprah.....	34,4	27,6	39,9	49,4
Zinc brut.....	25,1	31,4	30,3	26,0
Café vert.....	5,7	6,4	8,2	8,3
Benzine lourde.....	1,5	3,1	5,6	6,8
Gutta-percha.....	13,3	4,8	6,1	6,3
Caoutchouc.....	10,6	6,0	6,2	4,7
Peaux brutes.....	3,6	3,9	3,9	4,5
Copal, dammar et résines.	3,4	1,4	2,5	4,4
Riz poli.....	2,8	3,5	3,5	3,8
Benzine brute.....	5,7	4,5	3,1	3,8
Kapok et matières textiles végétales.....	3,2	2,8	2,9	3,2
Bambou.....	2,0	2,7	2,7	3,2
Ecorce de quinquina.....	2,3	2,4	2,6	2,8
Plantes médicinales.....	0,9	1,7	1,7	2,8
Coton brut.....	1,7	0,7	0,4	2,4
Poivre.....	1,8	2,3	2,1	2,3
Peaux de chèvres et chevreaux brutes.....	0,7	0,6	1,0	1,9
Thé.....	0,9	1,2	1,0	1,4
Camphre, genièvre, huile de romarin, etc.....	0,4	0,4	0,6	1,2
Riz non poli.....	0,5	1,2	1,8	1,0
Fleurs et noix muscades..	0,9	1,1	1,0	1,0
TOTAL GÉNÉRAL.	187,6	184,4	214,9	227,6

Pour ce qui est des ventes allemandes aux colonies hollandaises elles progressaient encore plus rapidement peut-être. Leur total a doublé en quatre ans, passant de 49 millions, 8 en 1910 à 61,4, en 1911; 74,6 en 1912 et 98,7 en 1913. Le tableau suivant indique les principaux produits importés d'Allemagne aux Indes Néerlandaises, en millions de marks :

	1910	1911	1912	1913
Rails de chemins de fer..	2,8	3,0	5,8	5,3
Tubes en fer laminés ou tirés (exc. les serpentins).	1,3	1,2	2,1	4,4
Fer malléable en barres (sauf supports).....	1,1	1,1	2,4	4,0
Ammoniaque, acide sulfurique.....	4,2	5,2	1,4	3,8
Fourgons de chemins de fer.....	0,6	1,3	1,2	2,8
Tuyaux, aiguilles, etc., en fer malléable, travaillé..	2,2	2,4	1,3	2,1
Ciment.....	1,2	1,1	1,1	2,1
Câbles.....	1,2	0,5	0,6	2,0
Vaisselle de table en porcelaine.....	0,5	0,7	1,6	1,9
Bière en bouteilles, etc...	1,0	1,2	1,7	1,8
Locomotives à vapeur marchant sur rails.....	0,6	1,1	1,5	1,7
Indigo (chimique).....	0,8	1,2	1,3	1,5
Supports en fer malléables.	0,4	0,9	0,9	1,5
Fourneaux, ustensiles de cuisine, baignoires, etc., en fonte travaillée.....	0,5	1,2	1,7	1,4
Essieux de chemins de fer, roues en fer, accessoires.....	0,5	0,6	0,6	1,4

Billes, linteaux en fer....	0,2	0,7	2,6	1,3
Machines et instruments de l'industrie sucrière.	0,9	1,0	1,0	1,3
Cotonnades teintes, imprimées, chinées, etc.....	0,5	0,7	0,8	1,9
Lainages (pour vêtements, etc).....	0,4	0,6	0,7	1,0
Automobiles pour personnes.....	0,5	0,8	0,8	0,9
Ecrous, taquets, etc., d'éclisses de rails.....	0,3	0,2	0,8	0,9
Calençons en cotonnade..	0,2	0,4	0,7	0,9
Alizarine (rouge d'alizarine).....	0,5	0,7	0,6	0,9
Outils à couper fins.....	0,5	0,4	0,6	0,9
Tissus de velours et de peluche (exc. les rubans), partie en soie.....	0,5	0,5	0,5	0,8
Marchandises non grossières en laiton (ustensiles de maison, de cuisine, etc).....	0,5	0,4	0,5	0,8

Ces chiffres suffisent pour montrer ce qu'est le marché commercial des Indes Néerlandaises et l'attention qu'il mériterait d'inspirer après la guerre aux exportateurs français. Il est évident qu'avec un peu d'efforts on pourrait y remplacer au moins certains produits allemands par des produits manufacturés français.

Bibliographie

Le Plan pangermaniste démasqué, le redoutable piège berlinois de « la partie nulle », par ANDRÉ CHÉRADAME. Un vol. in-16 avec 31 cartes originales. Prix : 4 francs. — Librairie Plon-Nourrit et C^o, 8, rue Garancière, Paris, VI^e.

Personne n'était plus qualifié pour traiter ce formidable sujet d'une si tragique et si passionnante actualité. Depuis plus de vingt ans, M. Chéradame a étudié systématiquement dans le monde entier la politique pangermaniste de l'Allemagne; la meilleure preuve que sa méthode d'observation était sûre c'est que les prévisions faites par M. Chéradame dans ses ouvrages antérieurs sont — malheureusement — justifiées par les événements,

Aujourd'hui M. Chéradame nous donne un livre de vulgarisation puissante destiné au grand public, s'adressant non seulement aux hommes, mais aussi aux femmes qui liront *le Plan pangermaniste démasqué*, grâce à sa forme simple et claire, comme le plus tragique, le plus grandiose et le plus passionnant des romans.

Au moyen d'une documentation irréfutable, M. Chéradame expose le plan pangermaniste de 1911, les vraies causes de la guerre, l'état de réalisation du plan pangermaniste au début de 1916, la formidable manœuvre allemande en préparation dite : le coup de la « Partie nulle », qui, si elle n'était déjouée, permettrait à l'Allemagne de s'emparer du Hambourg-Golfe Persique et d'acquiescer ainsi les instruments de la domination universelle.

M. Chéradame termine son livre par des conclusions précises et hautement réconfortantes, montrant par quels moyens la coalition de tous les Etats encore neutres qui seraient lésés par le Hambourg-Golfe Persique peut et doit se faire contre l'Allemagne.

Chaque Français doit lire ce livre, le faire lire autour de lui et surtout l'envoyer à ses « poilus » dans les tranchées. Aucune lecture n'est de nature à mieux soutenir le moral de nos admirables soldats, en leur montrant avec précision les formidables buts de la guerre poursuivis par l'Allemagne et les moyens énormes que les Alliés ont de s'y opposer.

Le Gérant : A. MARTIAL

PARIS. — IMP. LEVE, RUE CASSETTE, 17.

